

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
FOIRES DE CHAMPAGNE

(Etude d'Histoire économique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le jeudi 3 juin 1915, à 3 heures

PAR

CHARLES ALENGRY

Président : M. TRUCHY, professeur.

*Suffragants : { MM. GIDE, professeur.
RIST, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{IE}, ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1915

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES FOIRES DE CHAMPAGNE

(Etude d'Histoire économique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le jeudi 3 juin 1915, à 3 heures

PAR

CHARLES ALENGRY



Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants : { *MM. GIDE, professeur.*
RIST, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{IE}, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1915



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON CHER COUSIN FRANCK ALENGRY

RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE CHAMBÉRY

LES FOIRES DE CHAMPAGNE

(Étude d'Histoire économique)

PRÉFACE

N'y a-t-il pas quelque témérité à entreprendre l'histoire des « foires de Champagne » après l'admirable rapport à l'Académie des sciences de M. Bourquelot (1), l'éminent érudit, qui, voici déjà un demi-siècle, sut mettre au jour à travers la poussière du Cartulaire Caillot tout un monde ténébreux de mémoires, de chartres, de chroniques, de diplômes y relatifs ?

Bien plus, n'y a-t-il pas là quelque outrecuidance quand récemment encore M. le professeur Huvelin (2) exposait magistralement le droit forain de nos marchés ? Si nous ne l'avons pas pensé au seuil de ce travail, la vaine illu-

(1) Bourquelot, *Rapport à l'Académie des sciences sur les foires de Champagne*.

(2) Huvelin, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*. Thèse Paris, 1897.

sion de mieux faire n'a nullement influé, croyons-le bien, sur notre détermination. Tout autre en fut la cause. A côté des œuvres d'érudition ou juridiques précitées, nous avons aperçu simplement un vaste champ vacant pour des travaux d'un tout autre genre, pour des études d'ordre économique, que l'auteur de l'*Essai historique du droit des marchés et des foires* avait pris soin d'indiquer et de définir théoriquement, regrettant en fait l'abandon de leur pratique. « Celles-ci, écrivait-il, chercheraient à reconstituer, d'après les données statistiques que les textes fournissent plus qu'on ne le croit si on voulait les y chercher (tous lieux), les directions des grands courants commerciaux, les causes qui les ont créés, orientés, arrêtés, les lois historiques de ces mouvements, les rapports qui existent entre eux et les autres manifestations de l'activité humaine. Elles s'éclaireraient d'une connaissance exacte des anciens moyens de transport, des anciens impôts, de l'ancienne monnaie, elles ne devraient point ignorer la nature des marchandises qui sont l'objet des transactions, non plus que les besoins de ceux à qui elles sont destinées : elles s'appuieraient enfin sur les données de la géographie physique et politique, afin de pouvoir se rendre un compte exact de la façon dont se groupaient les centres de trafic. »

Les foires de Champagne devaient sans doute à leur caractère archaïque d'avoir découragé jusqu'alors tout essai de travaux de cet ordre. On comprend qu'il eût été difficile de trouver dans leurs sources des ^{xii}^e ou ^{xiii}^e siècles des documents statistiques nombreux et précis, suscepi-

bles, selon le vœu de M. Huvelin, de servir de bases sérieuses à une œuvre économique. Néanmoins, malgré l'incertitude et l'instabilité de leurs archives lointaines, nos marchés permettaient aisément une monographie de l'institution foraine : car si la perspective est une partie de vérité dans l'histoire, elle se prêtait ici à merveille à l'observation, par isolement en dehors de tout antécédent ou conséquent, du fait historique et économique, constitué par nos défunctes foires de Champagne et de Brie, pour rechercher ensuite, comme nous l'avons tenté, les causes déterminantes de leur croissance et de leur décadence, puis examiner l'organisation intérieure du marché, les éléments et la pratique du négoce forain, bref disséquer l'organisme de cette institution afin d'en tirer la philosophie.

Or il est essentiel que dès le début nous ramenions notre rôle à sa modeste valeur.

Si voilà bien le cadre d'histoire économique que nous nous sommes tracé primitivement, ce ne fut pas pour nous y enfermer dogmatiquement, en négligeant les recherches antérieures, quelles qu'aient été les différences de leur caractéristique. Dans le profond sillon tracé par M. Bourquelot, nombreux ont été depuis les matériaux apportés petit à petit accessoirement à l'édifice des foires de Champagne.

Acquittons tout d'abord une dette de reconnaissance envers les chercheurs champenois dont les documents nous ont servi de guide, MM. d'Arbois de Jubainville (1),

(1) Voir plus loin le tableau des ouvrages consultés.

Boutiot Le Paire, Blampignon, Longnon et surtout l'abbé Lalore qui, en découvrant une coutume foraine dans le cartulaire de St-Etienne de Troyes, a jeté la lumière sur bien des points obscurs ; sans oublier d'autres érudits ou historiens français à qui nous devons beaucoup, tels que Blancard, Boutaric, Finot, Fagniez, Tailliar, Mas-Latrie, Piton, etc...

Rendons grâce, en outre, à certains auteurs étrangers, MM. Walford, Andree, Doren, Kœhne, Lastig, Lamprecht, Mayer, Martens, Goldsmith, Schulte, Schaube, Perrens, etc..., dont les travaux nous ont ouvert de nouvelles sources, italiennes pour la plupart, auxquelles l'éloignement et notre ignorance de la langue nous interdisait de puiser. Enfin mentionnons spécialement l'école d'érudition belge et MM. Brun-Lavainne, Desmaretz, Espinas, Pirenne, Kempeneer, Vanderlinden, Duclos, etc... qui nous fournirent un secours particulièrement précieux par leurs études dans le trésor d'archives des villes flamandes et wallonnes, berceau notable de l'ancienne clientèle des foires de Champagne : regrettons que l'agression allemande, la destruction systématique des richesses artistiques de ces fières cités, ne nous ait pas permis d'aller y puiser de nous-mêmes de nouveaux renseignements et nous ait contraint de clore à la hâte cet essai, en demandant pour lui quelque indulgence.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE EXTERNE

CHAPITRE PREMIER

RAISONS ÉCONOMIQUES, PHYSIQUES, POLITIQUES DES FOIRES DE CHAMPAGNE.

Les églises champenoises avec leurs nefs géantes en-
guirlandées de dentelles de sculpture, dominées par une
majestueuse floraison de tours aux clochetons ciselés, aux
gargouilles grimaçantes, se dressent à travers les siècles,
étincelantes du feu de leurs verrières, en vivants symboles
d'une ère de grandeur et de prospérité de l'histoire de
notre province. Elles témoignent d'un temps où les ri-
chesses mondiales drainées des rivages brumeux de la
Baltique, des confins mystérieux de l'Orient par de lon-
gues caravanes de marchands, venaient régulièrement se
concentrer aux grandes assises commerciales de Troyes,
Bar, Provins, Lagny, aux « foires de Champagne et de
Brie », le plus beau fleuron de la couronne des comtes de
ce nom.

La prodigieuse vitalité atteinte alors par ces marchés apparaît certes comme le fait économique le plus remarquable au moyen âge : rechercher son antécédent constituera l'objet premier de notre étude au début de cette monographie foraine. On ne comprend et on n'apprécie justement une grande institution commerciale de cette sorte qu'en l'ayant vue jaillir de ses sources, avant de la suivre en ses développements divers.

Il semble peut-être surprenant à *priori* de rencontrer un organisme aussi perfectionné et minutieux que celui de nos foires, en ces siècles chaotiques du moyen âge, à peine issus des temps barbares dont ils supportent la rude hérédité.

L'énergie extensive supposée par cet afflux du négoce peut de même paraître inconciliable avec la pénurie de moyens d'action et d'expansion de l'époque.

En réalité il n'y a rien là que de fort naturel. Le fait social qu'est une foire demande pour son développement ou simplement pour son existence, un certain état embryonnaire de la vie économique caractérisé par la difficulté des communications, leurs dangers, le manque de sûreté dans les transactions, l'excès de fiscalité, l'arbitraire administratif, bref un ensemble de conditions « idéales » réalisées sans doute de tous temps chez les peuples quelque peu arriérés, mais surtout de façon générale en ce moyen âge où « l'onde économique sous sa première forme », selon l'expression d'Herbert Spencer (1), ne peut

(1) Spencer, *Principes de sociologie*, t. II, p. 84-86.

trouver de meilleur lit. Point n'est besoin d'ailleurs d'insister à ce sujet : il va de soi que le marchand du ^{xn}^e siècle, contraint de voyager par des moyens difficiles et dangereux, prend contact avec la clientèle le moins souvent possible, périodiquement tout au moins, d'autant plus que ce n'est pas dans le château rencontré sur sa route où momentanément selon la coutume féodale il est l'hôte, l'homme du seigneur, qu'il peut librement débattre les conditions du marché, défendre son prix, mais seulement dans la puissante cité d'accès facile où acheteurs et vendeurs ont coutume de converger nombreux à telle date de l'année, assurés de pouvoir commercer en foire en toute liberté, sous la protection d'une bonne administration et de solides murailles.

L'institution foraine apparaît ainsi comme une nécessité de la société féodale et réciproquement ; car celle-ci, selon la remarque de M. Pigeonneau (1), « s'est organisée tout d'abord de façon que chacun des petits États qui la composent puisse vivre sur lui-même et cela non par calcul, mais par instinct et obligation ». Que quelque fléau vienne à détruire les productions de telle région, impossible de puiser aux ressources limitées du territoire voisin, c'est la disette, la famine peut-être et l'on attend l'arrivée des marchands lointains avec cette impatience et cette reconnaissance qu'éprouvent de nos jours les Egyptiens à la venue du flot fécondant du Nil débordé.

(1) Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, op. cit., p. 92.

La force de lien unissant la foire à l'organisme politique et économique du moyen âge suffit, nous le voyons, à légitimer l'existence de foires en Champagne au ^{xii}^e ou ^{xiii}^e siècle, sans justifier cependant la considérable concentration du négoce mondial qui s'y opère. Car il y a là un fait évident, indiscutable, dépassant de beaucoup en importance le degré atteint par les plus grands marchés connus jusqu'alors, fussent-ils les panégyris grecs, les *nundinæ* romaines, le *mercatum palatii* germanique ou le lendit français. Il faut tenir compte, pour l'expliquer, d'un facteur économique spécial à cette période de l'histoire ; il faut faire intervenir l'existence du violent afflux commercial qui éclate soudain au moyen âge supérieur par son impétuosité au courant d'affaires connu à ce jour, qu'elle qu'ait été sa vigueur aux heures les plus prospères de l'antiquité. Les sources de ce renouveau économique résident évidemment, sans qu'il soit nécessaire de nous étendre longuement à ce sujet, dans le rétablissement à peu près normal des relations entre les divers peuples, grâce à la disparition des obstacles qui, pendant plusieurs siècles, s'opposent à toute civilisation dans cet occident latin, imprégné encore des vestiges de la grandeur impériale, vaincue par la barbarie.

Au ^{xii}^e siècle, au moment où, parallèlement à cet éveil, apparaissent les foires de Champagne, le flot des grandes invasions est enfin dissipé, les grandes exterminations de races ont cessé : les voies romaines ne résonnent plus au sourd martellement des hordes germaniques en marche,

l'air ne vibre plus au hennissement des chevaux sarrasins ; fini le temps où les fleuves blanchissent sous l'écume des barques normandes, où les populations se courbent sous l'empire de quelque grand'peur, telle cette folle superstition de l'An Mille, ridicule obstacle à toute énergie.

Sans doute en France, l'état chaotique contre lequel ont énergiquement porté les efforts de Charlemagne subsiste encore, mais bientôt la puissante dynastie capétienne et quelques maisons seigneuriales arrivent à lutter victorieusement contre ce désordre, les routes sont réparées, la police rétablie, le commerce rendu possible.

Sans doute aussi, la civilisation renaissante est-elle retardée longtemps encore dans son essor par les petites luttes locales de seigneur à seigneur, de donjon à donjon, mais l'Eglise parvient déjà grâce à la « trêve de Dieu » à leur assurer un caractère d'intermittence (1), tandis que ses fêtes religieuses donnent lieu à de nombreux marchés et contribuent ainsi directement au renouveau commercial. Mais la plus belle impulsion est due en cette matière aux croisades.

Désormais il est prouvé que voyager au loin n'a rien d'impossible : le développement des connaissances géographiques vient contribuer à cette confiance. Les différents peuples réunis en Terre Sainte par un même idéal apprennent à se connaître et à connaître leurs besoins : ceux-ci du reste, au contact de la civilisation orientale en plein épanouissement, sous l'influence du luxe asiatique

(1) Lacroix, *Mœurs, usages, coutumes au moyen âge*, op. cit., p. 274.

comme sous la contagion de l'exemple dans cette « société de gens qui s'imitent », selon l'expression de Tarde, ont vite fait de chevaucher à grandes étapes.

Désormais, au seigneur vêtu jusqu'alors de grossières étoffes de laine, de braies de peau tannée, armé d'épées massivement forgées, montant de lourdes haquenées flamandes ou bretonnes, il faut des baudriers damasquinés, de rapides coursiers sarrasins, des vêtements de velours ou de fourrure, de même que la noble dame et ses suivantes exigent des mousselines, des soieries ou des broderies d'Orient pour garnir leur surcot, leur frondeaux ou leur orgueilleux hennin.

Les fêtes royales favorisent le développement de cette « pompe » contre laquelle Philippe le Bel, par son ordonnance de 1294, s'efforcera de sévir vainement. La satisfaction de ce luxe nécessite on le comprend un important va-et-vient sur le bassin méditerranéen, dont l'antique activité commerciale enfin revenue permet désormais à Gênes, Brindisi, Naples, Marseille, etc., de jouer brillamment leur ancien rôle d'intermédiaires navals entre l'Orient et l'Occident latin. Plus haut dans l'intérieur du continent, d'autres étapes s'offrent au négoce pour sa pénétration vers le Nord ; ce sont les foires : elles prennent la Champagne pour pays d'élection. Comment justifier ce choix ?

*
* *

Considérons pour cela la situation géographique du Comté ; elle est en elle-même assez difficile à déterminer à en juger par les nombreux fiefs champenois épars jus-

qu'au centre de la France : si l'on s'en tient au contraire aux pays d'obédience directe, aux trente-deux prévôtés (1) du Comte Henri le libéral par exemple, il est facile de relever les limites fort bizarrement découpées de ce territoire s'étendant de St-Florentin au delà d'Epernay perpendiculairement, de Meaux à la Ferté-sur-Aube transversalement, « création arbitraire de la féodalité, manquant à peu près d'unité géographique », laissant notamment de côté les deux grandes principautés ecclésiastiques de Châlons et Reims, mais empiétant en revanche sur la Brie, la Bourgogne, le Barrois, les Ardennes par sa possession de Joigny Porcien, Rethel.

Cet ensemble hétérogène appelé « Champagne » forme donc une « immense clairière crayeuse » (2), bordée par un long circuit de forêts et de marécages, pays pauvre dans son ensemble en raison de sa faible épaisseur de terre végétale, son excédent calcaire, sa sécheresse tempérée heureusement quelque peu par la traversée de certains cours d'eau.

Or cette contrée, en apparence déshéritée de la nature, surnommée malicieusement « pouilleuse » (en partie seulement) par suite de son aspect fréquemment désertique, n'en va pas moins devenir un centre mondial de richesses, bien que certains territoires voisins aux terres plus

(1) D'Arbois de Jubainville, *Histoire des Comtes de Champagne*, t. IV (2^e partie), p. 888 et suiv.

(2) Chantriot, *La Champagne*, op. cit., p. 6.

grasses et plus fertiles semblent à cette époque d'une économie locale mieux douée pour atteindre ce rang.

Au nord voici l'opulent domaine des Comtes de Flandres ; à l'est la Lorraine « es marches communes » selon une ordonnance de Philippe le Bel, au sud la Bourgogne, « pays sûr et bien administré », et surtout à l'ouest le domaine royal français qui au prestige militaire de la victoire de Bouvines joint celui d'un vif rayonnement économique.

Paris, entouré par les riches cultures de Beauce et de Brie, abrite une industrie déjà puissante dont le « Livre des métiers » d'Etienne Boileaux atteste la vitalité : le commerce n'y est pas moins florissant sous l'impulsion vigoureuse de la Compagnie des marchands de l'Eau que l'Association rivale des marchands de Rouen s'efforce vainement de vaincre, jalouse de sa singulière fortune acquise par la conquête de l'Angleterre. Ce voisinage de puissants États, loin d'offrir à la Champagne un danger économique par suite de, leur menace de concurrence, contribue grandement en fait à affirmer sa prospérité. Cet entourage place le comté au cœur du monde civilisé de l'époque, lui prête fort avantageusement pour son trafic, le rôle de pays tampon joué actuellement par la Suisse au milieu de l'Europe moderne. Bien plus, aucune barrière naturelle infranchissable ne se présente ici et même l'orientation naturelle des vallées champenoises vers le bassin parisien facilite la subsistance de la population nomade déversée toute l'année aux villes de foires,

en permettant l'accès rapide des denrées agricoles des fertiles plaines briardes.

Il y a là certes pour notre province un grand avantage physique : mais le véritable privilège géographique résulte, surtout ici, de la situation de la Champagne au point de rencontre de deux civilisations.

Au nord s'étend le jeune monde germanique complètement transformé par ses victoires, car « Rome vaincue a soumis son farouche vainqueur ». Au contact du vieux monde latin, la barbarie conquérante s'est atténuée, s'est écroulée : à sa place a germé une civilisation nouvelle pleine de sève et de vigueur, mais empreinte d'une certaine rudesse selon l'atavisme de ses origines.

Les Flandres semblent alors en être la plus brillante incarnation : tandis qu'en effet l'Angleterre, où malgré la récente conquête normande l'élément saxon subsiste toujours rebelle à peu près à toute industrie, se borne à alimenter la draperie étrangère de ses laines d'abbayes, et que l'Allemagne, exclusivement agricole, défriche ses forêts et ses marécages, celles-ci se lancent hardiment dans le commerce, Bruges sillonne les mers de ses galères, Gand, Ypres, Namur, Louviers, St-Omer prennent la tête de l'industrie lainière ; Poperinghe, Furnes, Audenarde, Werwick, Valenciennes concentrent l'activité dentellière, nous examinerons plus loin quel rôle primordial jouent ces villes en Champagne, corollairement à l'éveil économique et artistique dont elles sont le théâtre, à l'égal des cités italiennes. Car la civilisation du vieux monde latin,

sous l'influence régénératrice de l'Orient, prend, elle aussi, un essor nouveau, industriel, par suite de la connaissance de procédés arabes de fabrication ; maritime, sous l'influence des croisades, nous l'avons vu : ce que célèbre le doge Macenigo s'adressant à ses concitoyens : « Vous êtes les seuls à qui la terre et la mer soient également ouvertes, vous êtes le cœur de toutes les richesses ; vous approvisionnez le monde entier : tout l'univers s'intéresse à votre prospérité, tout l'or du monde arrive chez vous. »

Voilà donc deux civilisations face à face, totalement différentes ; la France se partage par leur contraste dont Guizot (1) esquisse ce tableau :

« Au Nord, entre le Rhin, l'Escaut et la Loire, le christianisme n'avait guère eu affaire qu'à la barbarie et à l'ignorance des conquérants germaniques. Au Midi, sur les deux rives du Rhône et de la Garonne, le long de la Méditerranée et des Pyrénées, il s'était trouvé en présence des mœurs, des institutions, des traditions, des religions et des incrédulités grecques, romaines, africaines, orientales, païennes, musulmanes : les fréquentes invasions et les longs séjours des Sarrasins dans ces contrées avaient mêlé le sang arabe au sang gaulois, romain, asiatique, wisigoth, et de ce mélange de tant de races de langues, de croyances et d'idées diverses était résultée une civilisation plus développée, plus élégante, plus humaine, plus libérale, mais bien plus incohérente, moins simple et moins forte

(1) Guizot, *Histoire de France*, t. I, p. 473.

moralement comme politiquement que la civilisation guerrière et féodale de la France germanique. »

Ces deux cultures apparaissent dans notre pays nettement opposées, au point de vue politique ou religieux comme dans l'ordre économique.

Le Midi, plus policé, plus hospitalier, s'ouvre largement aux infidèles ou aux étrangers, lombards, juifs, épris de la douceur et du luxe de ce milieu accueillant plus commerçant qu'industriel : tandis que le Nord, d'accès moins ouvert, semble selon l'opinion de M. Levasseur (1), « plus âpre au gain et plus économe, si ses villes sont moins riches que les grandes cités industrielles du Midi, elles ont une énergie puissante dans le travail, un amour de leurs privilèges corporatifs, un esprit d'épargne qui donne à leurs artisans une grande force ».

Paris, « centre intermédiaire entre l'idée latine et la nature germanique » (2), est le point de fusion de ces deux éléments, grâce à son université où les escholiers flamands apprennent à connaître et à admirer les maîtres italiens et à s'imprégner de leur culture. Mais ceci n'est vrai qu'intellectuellement, car au point de vue économique le rôle de liaison entre ces deux mondes revient à la Champagne en raison de son privilège géographique d'étape naturelle sur les voies de jonction.

Rien de plus évident en ce qui concerne l'Italie vis-à-

(1) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*, t. I, p. 420.

(2) R. Chélar, *La civilisation française dans le développement de l'Allemagne*, p. 241.

vis des Flandres, puisque la diagonale la plus directe entre ces deux pays traverse le comté : à l'égard des autres pays, le centre vital champenois ne peut être un simple centre géométrique à constater au compas ; en ce qui concerne l'Allemagne en regard de l'Italie notamment, les éléments sont plus complexes : la route passant par le Brenner, la rivière Lech, pour atteindre Augsbourg et Nuremberg, paraît bien ici l'itinéraire le plus court entre les deux grandes voies parallèles du moyen âge, la Méditerranée d'une part, la Baltique prolongée par la mer du Nord d'autre part : on s'explique cependant son délaissement en considérant les formidables dépressions alpestres, dont les difficultés d'accès s'opposent au négoce du ^{xii}e siècle avec autant d'âpreté que jadis à la conquête romaine. « Ce que Rome a cherché à fonder en Allemagne directement par dessus les Alpes, la Rhétie (Suisse, Voralberg), la Norique (Tyrol, Bavière cisdanubienne, Salzbourg), la Pannonie (Hongrie, sud-occidentale), ne fut jamais que politiquement intenable à la longue et successivement abandonné dès les premiers chocs des Germains contre la frontière malgré un formidable outillage de défenses militaires (1). »

La trouée du Rhône et de la Saône aboutissant au sud-est des marchés champenois s'impose donc comme la grande voie de communication offerte à la poussée commerciale latine dans sa marche vers le Nord.

(1) Chélard, *ibid.*, p. 306.

Faut-il même aller jusqu'à y voir le principal moyen d'accès de l'Orient vers l'Occident septentrional ? Heyd le pense, étant donné le prolongement des Alpes à l'Est par les Karpathes et les Balkans.

« Les sources, dit-il (1), ne fournissent pas le plus léger indice des relations de l'Allemagne avec les villes commerciales échelonnés sur le Danube et en particulier avec Ratisbonne, la plus importante de toutes.

« D'ailleurs, à partir de 1198, ou en tout cas à partir de 1221, le chemin de la Hongrie leur était fermé par les Viennois jaloux de se réserver exclusivement le droit de trafiquer avec ce pays. Il n'est pas démontré que les Viennois eux-mêmes se soient jamais aventuré dans la Serbie, dans la Bulgarie ou jusqu'à Constantinople ; du moins les sources ne nous fournissent rien de semblable.

« Il faut donc admettre qu'avant le xiii^e siècle déjà les Italiens étaient les principaux agents de transmission des produits de l'Orient en Allemagne. »

En tout cas les Italiens jouent-ils ce rôle accessoirement ou non ? les productions orientales empruntent-elles la voie française principalement ou non ? il est certain que toutes facilités naturelles s'offrent de ce côté. Strabon était émerveillé du prodigieux concours que se prêtent pour ouvrir la Gaule au commerce les fleuves et les deux mers, et croyait impossible de l'attribuer au hasard et d'y méconnaître un dessein de la Providence. Le génie hellénique du grand

(1) Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, t. II, p. 728.
A. — 2

géographe, le génie harmonique par excellence eût pu arrêter son étonnement spécialement aux facilités d'accès de la Champagne, attestées par la douloureuse histoire de cette province qui d'Attila à nos jours fut une première victime du barbare envahisseur, en raison de sa situation au rond-point des voies de circulation fréquentées dès la plus haute antiquité.

Tandis qu'au Sud la trouée de Bourgogne donne au Comté la clef de l'Europe méridionale, au Nord les vallées divergentes de la Seine, de la Marne et de l'Oise, lui assurent communication à travers tout le bassin parisien avec la Manche et les Flandres.

A part l'Argonne, aucune barrière physique sérieuse ne fait obstacle à la Champagne: comme le remarque M. Chantriot, « les hauts plateaux de terrains de craie aux horizons largement découverts où la circulation n'est entravée ni par l'élévation des lignes de faite et des seuils, ni par la profondeur des vallées, ni par aucune rivière infranchissable étaient faits à merveille pour les ingénieurs romains qui ont fixé de bonne heure la viabilité de la contrée (1) ». Grâce à ceux-ci les avantages naturels de la région sont mis en valeur par la construction d'un solide réseau de routes.

Le Comté est traversé par la grande voie de Milan à Boulogne (par le grand St-Bernardt, Verceil, Iurée, Aoste, Vienne, Lyon, Chalon, Autun, Avallon, Auxerre, Avrol-

(1) Chantriot, *La Champagne*, p. 13.

les, Troyes (Tricassis it. 361), Arcis, Châlons-sur-Marne, Reims, Soissons, Amiens, Boulogne) (1). Nombreuses, en outre, sont les voies secondaires (2) : notons celles de Troyes à Beauvais par Bibe, de Honfleur à Troyes (Caracotinum à Augustabona par Lillebone, Sens, Paris, Rouen) ; de Troyes à Paris par Condate (Montereau) et Riobe (Jaulne) ; de Reims à Langres par la Vallée de l'Aube ; de Wassy à Troyes ; de Troyes à Margerie ; de Troyes à Soissons par Plancy ; de Troyes vers l'Allemagne probablement (due au comte Henri le libéral).

A côté de ces voies de communication terrestres, le négoce mondial dispose, pour accéder en Champagne, d'un important réseau fluvial dont les *Articles de Troyes* (supplique adressée au roi Louis XI pour le rétablissement des foires) dressent la topographie en ces termes (3) :

« Aussi est lad. ville assise en plat pays de belles faciles et seures advenues pour aisément y arriver et admener marchandises, assise sur la rivière de Sène portant vaisseaulx et navieres de la dite ville jusques en mer, environnée de plusieurs autres grandes rivières comme Marne, Aulbe, Yonne, l'Ourq et Loire toutes portans vaissaulx toutes les quelles excepté lad. rivière de Sène entre les

(1) Alexandre Bertrand, *Les voies romaines en Gaule*, résumé du travail de la commission de topographie des Gaules.

(2) D'après Boutrot, *Histoire de Troyes et de la Champagne méridionale*, p. 42 et suiv.

(3) J. Pierre, *Notes sur les foires de Champagne*, d'après les *Articles de Troyes*, *Archives de Lyon*, Invent. Chappe, vol. VIII, fol. 65, n° 43, pièce J.

villes dud. Troyes et Paris et d'icelle rivière de Loire jusques à lad. rivière de Lourq qui cheq. en Sène comme dit est, n'y a distance par charroy que de huyt lieues environ. »

Cet ensemble de routes, terrestres ou fluviales, artificielles ou non, constitue un véritable privilège naturel pour la clientèle foraine.

Recherchons maintenant en quelle mesure celle-ci en tire partie ? autrement dit quel est, en fait, l'itinéraire réel suivi par les marchands ?

Il semble ici, au premier abord, que l'on puisse s'en tenir aux dits *Articles*, étant donnée leur profusion de renseignements à ce sujet ; ils énumèrent en effet pour les différents pays les voies d'accès les plus courtes, en indiquant le tarif du transport terrestre dans le voisinage de la ville de Troyes.

C'est ainsi que pour les forains du Roussillon, du Languedoc, de Provence, du Dauphiné, le trajet par « le Rosne séant en la Sonne », puis St-Jehan-de-l'Aune, est spécifié tout d'abord.

Pour le Poitou et l'Anjou, « la rivière de Loire jusques à Gien-sur-Loire, dud. Gien à Montargis par terre distant l'un de l'autre de huyt lieues et dud. Montargis en la rivière de Loing qui entre en Sène au lieu de Moret et d'ilec aud. Troyes ».

Quant aux Italiens, « ils pevent charger les marchandises à muletz jusques à Mâcon et d'ilec en la rivière de Sonne jusques à St-Jehan-de-Laune et dud. St-Jehan par

charroy jusques aud. Troyes au pris de VII solz V deniers tournois ou environ le cent. Suit l'itinéraire des marchands de l'Europe septentrionale. Des royaumes de Danemark, Prusse, Pologne, Russie, on vient « jusqu'à Lubec et de Lubec par charroy jusques à Coulonge par le Rhin et de Gouvelause par Mozelle jusques au Pont-à-Mousson et dud. Pont jusqu'à Troyes, etc... » ; il en est de même pour les Allemands (empire). Ceux « du duc de Gueldes, de Julers, Coulongne, Artingues et Notre-Dame Datz peuvent venir tant par charroy que par la rivière de Meuze et jusques à Mazières et de là à Troyes par charroy ». De Bergues, du Brabant, l'Escaut conduit « jusqu'à Valenciennes distant de Troyes de soixante lieues seulement », à moins que l'on ne préfère « tirer à Namur et illec charger en la rivière de Meuze jusques à Mazières par terre jusques aud. Troyes ». De l'Artois, du Brabant, on suit « la rivière d'Esne jusqu'à la rivière de Oise et de Oise en Sène ».

Nous ne pousserons pas plus loin les extraits des *Articles de Troyes*, ils ne peuvent en effet apporter grande lumière dans la recherche de l'itinéraire de la clientèle foraine, en raison tout d'abord de leur rédaction de la fin du xv^e siècle, époque, nous le verrons, de la décadence totale des foires de Champagne, trop tardive par conséquent pour servir de source certaine et en raison aussi de leur caractère spécial de supplique adressée au roi pour solliciter des privilèges qui porte naturellement leur contenu à quelqu'exagération ; mais ils n'en tiennent pas moins lieu de fortes présomptions dans le relevé des traces

du passage des marchands forains que nous limiterons aux deux principaux courants commerciaux. Par où passent les Flamands et les Italiens ?

En ce qui concerne les premiers, la traversée des Provinces d'Artois, de Valois, de Picardie se présente sans obstacles sérieux : on comprend d'ailleurs que leur activité négociante les pousse de préférence vers le Sud, des droits considérables à Geeroliet notamment barrent brutalement au Nord la route de Hollande au point, en 1157, de provoquer une guerre entre les deux pays (1).

Du côté français, nombreux sont aussi les péages, mais ils n'occasionnent que de simples procès, à en juger par les actes du parlement relatifs aux tonlieux de Péronne, Roisel, Nesle, Compiègne et surtout Bapaume.

La ville de Bapaume, située sur le large plateau qui s'étend des environs d'Albert à la Sambre, doit son origine à un castrum bâti au ix^e ou x^e siècle à l'intersection des antiques voies romaines de Cambrai à Amiens et de Reims à Arras pour protéger le passage de la forêt d'Arro-naise (2) ; elle est, dès 1202, l'unique passage pour toute marchandise entrant en Flandres ou en sortant, comme le précise l'enquête faite à cette date à Capi sur l'ordre de Philippe-Auguste : « Nus avoir (marchandise) de Franche, de Borgogne, de Champaigne, de Provenche, de Saint-Jakeme, doutre les mons d'Espaigne ne poet aler en Flan-

(1) Warnkœnig, *Histoire de Flandre*, p. 196.

(2) Finot, *Etudes historiques sur les relations de la Flandre et de la France au moyen âge*, p. 1.

dres ne el fief de Flandres qui ne doive passer et aquiter à Balpaumes (1). »

Certaines exceptions sont apportées à cette règle générale de passage obligatoire, comme l'indique l'enquête parvenue par les copies de 1291 et 1442 en faveur de Terouane, Fauquembergue, le Boulonnais, St-Pol, Cambrai, Tournai, Valenciennes, le Hainaut, l'Allemagne (empire), le Ponthieu, la Normandie, Beauvais, Amiens, Corbie (2). Mais le droit commun permettant de fixer à Bapaume la principale étape des marchands se rendant aux foires de Champagne n'en subsiste pas moins.

Un acte des archives de l'Etat de Gand (3) rapportant un vol commis en ce lieu au préjudice de négociants venus de Troyes permet ainsi de confirmer cette opinion :

« A un jour qui passés est, vindrent marcheant de la foire de Troies et passèrent à une vile qui a à non Coupegueule par dehors Batpaumes et vint li paagierres de Batpaumes et aresta icheus marcheans qui venoient de Troies et leur mist sus qu'il en avoient emputé le paiage de Batpaumes et les fist destrousser. » Cette agression motive une plainte des intéressés au roi de France avec avertissement que si ces abus ne sont pas réprimés, ils abandonneront les foires de France pour ne plus fréquenter que celles de l'Europe.

(1) Tailliar, *Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles*. Enquête de Capi, p. 13.

(2) Finot, *Etudes historiques sur les relations commerciales entre la France et la Flandre au moyen âge*, p. 22.

(3) *Ibid.*, p. 179.

Peut-être la réclamation adressée en octobre 1283 au bailli d'Artois par les gardes de foires a-t-elle le même objet ? En tout cas les traces de la clientèle foraine sont ici suffisamment indiquées pour que nous puissions plus tard apprécier les variations des affaires champenoises, d'après les oscillations du chiffre de revenus du tonlieu de Bapaume.

De là, bien que nos *Articles* assignent aux forains l'itinéraire fluvial de l'Oise et de la Seine, la voie romaine d'Arras à Troyes par Reims et Arcis semble être d'un emploi plus probable, malgré la pénurie de documents à ce sujet.

En ce qui concerne le trajet des Italiens, nos recherches peuvent, malgré la distance et grâce à certaines pièces, être étayées plus facilement. Si nous essayons de suivre les traces du marchand parti de l'extrémité adriatique de la péninsule, il semble que celui-ci s'efforce tout d'abord de gagner Naples par Foggia, Bovino, Ariano, Montecalvo, Benevent : de là il tend vers Florence par un chemin dangereux suivant à peu près l'ancienne voie Numicia, traversant les Abruzzes par de simples sentiers, les confins de la Campanie infestée de brigands, atteignant ainsi Capone, Teano, Venafro, Isernia, Salmona, Aquila, Rieti Pérouse et Florence.

Les rigueurs de cette première partie du voyage (que les documents de M. Georges Yver (1) permettent de retracer)

(1) Georges Yver, *Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale aux XIII^e et XIV^e siècles*, p. 68 et suiv., d'après de Blasiis, *La Dimora di Boccaccio a Napoli* (A. S. N, XVII, p. 514 et XV, p. 95) et d'après les registres angevins.

sont atténuées quelque peu par la rencontre de refuges (*pro itinerantium tuto presidio*) tels que Santa Maria Annunciata (près de Nocera) et l'hôpital St-Erasme, de Capoue. Parvenu dans l'Italie septentrionale, le trajet jusqu'aux Alpes n'offre plus au marchand de difficultés bien sérieuses, grâce à l'éventail de vallées formé par les affluents du Pô. La principale voie de communication avec la France semble être la route romaine de Brescia, Milan, comme en témoigne sa dénomination de « Strada francesca » (1). Le Genois trouve avantage à joindre Turin par Asti, Caccometo, Castiglione, Gassini ou même Testona par Asti et Poirino ; là, selon Cibrario (2), il passe le pont des Templiers sur le Pô et se rend par Rivoli et Suse au Mont-Cenis.

Le Vénitien emprunte, semble-t-il, un itinéraire spécial, traversant l'ancien Forum Julii, aujourd'hui Cividale, près d'Udine, ainsi qu'il résulte de la délibération suivante du Sénat, le 8 mai 1337 (3) : « *Mercatores nostri ituri ad Flandriam et Franciam per viam Forojulii et inde redeunt cum suis mercatoribus et rebus non solvant datium solitum solvi pro rebus que portantur ad portas Forojulii* ». Est-ce à dire que Venise préfère alors s'enfoncer dans le Tyrol pour traverser ensuite la Suisse ? Ceci est possible, si l'on considère la date tardive de cet acte et si l'on tient compte des luttes

(1) Perret, *Histoire des relations de la France et de Venise*, p. 15.

(2) Cibrario, *Economie politique du moyen âge*, p. 256.

(3) Ment. Perret, *Histoire des relations de la France et de Venise*, p. 15.

intérieures italiennes rendant difficile à cette époque l'accès des plaines du Pô.

C'est ici que se présente le principal obstacle du voyage des Alpes ; les affronter semble bien osé, aussi préfère-t-on souvent emprunter la voie de mer comme l'indique le cartulaire Caillot (1) : « Or en vérité que li marchans de Ytalie débarquaient au Port d'Aigues-Mortes leurs denrées et marchandises et les amenaient en Champagne es foire. » Aigues-Mortes, nouvellement mis en activité par St-Louis, puis favorisé par l'hostilité de Philippe le Hardi envers la maison d'Aragon, maîtresse de Montpellier, est avant l'annexion de Marseille à la France une importante étape italienne. Le tonlieu de St-Gilles (2), perçu dans son voisinage à Pellamorges, la Fosse et le Râ, au profit de l'abbaye de St-Gilles et des Templiers, permet par son détail de se représenter l'étendue du transit maritime destiné aux foires de Champagne.

Cependant les tempêtes et les incursions barbaresques rendent l'itinéraire alpestre, sinon plus facile, du moins plus sûr, et en tout cas plus pratique, pour les marchandises peu encombrantes. De nombreux refuges sont créés de bonne heure ; deux hospices sont l'œuvre de St-Bernardt de Menthon. St-Michel de la Cluse dû à Louis le Débonnaire (3), le Lautaret sur le mont Genève adoucissent

(1) Cartulaire Caillot, *Bib. de Provins*, extraits dans l'ouvrage de M. Bourquelot.

(2) Bondurand, *La leude et les péages de St-Gilles*.

(3) Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, p. 191.

la traversée des routes de montagne. Quelles en sont les principales ?

Le Col du Mont-Cenis franchi par Pépin le Bref en 755 et Charlemagne en 773, comme plus tard en l'an 1200 par le champenois Godefroy de Villehardouin revenant de Venise (1), ouvre au négoce latin la vallée de l'Isère.

Plus au Nord, le grand St-Bernardt passé par le Pape en 753 donne la clef de Genève par la vallée de l'Arve.

Enfin, selon Cibrario (2), la route la plus fréquentée, la plus habituelle aux lombards est celle du Simplon, chemin de Sion et des États du Comte de Savoie, tandis que Schaube (3) pense par contre que le Simplon, malgré sa faible hauteur (2.009 mètres), est d'une escalade trop pénible sur les deux versants, ce qui explique la préférence des marchands pour le passage du Genèvre qui unit la vallée de la Doire Ripuaire à celle de la Durance.

La traversée des Alpes effectuée, les voyageurs du Genève et du Mont-Cenis, comme ceux de la Méditerranée, s'efforcent d'atteindre Lyon, et d'autre part ceux du Grand St-Bernard et du Simplon tendent vers Mâcon par les États des Ducs de Savoie, dans des conditions essentiellement favorables, grâce à la protection des autorités de ce pays ; c'est ainsi qu'en 1293, au Bourget, un sauf-conduit est accordé à des négociants italiens en présence d'André V,

(1) Carré, *Histoire de Troyes*, p. 66.

(2) Cibrario, *Economie politique du moyen âge*, t. II, p. 257.

(3) Schaube, *Handelsgeschichte der Romanischen Volker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge*, p. 335.

par Ludovic de Savoie, seigneur de Vaud (1) : les princes de cette maison vont même jusqu'à traiter avec l'évêque de Sion et les seigneurs de Milan pour assurer au dehors même la liberté de passage de leurs protégés. L'itinéraire des forains sur leurs propres terres nous est fourni par une lettre d'un certain Bertrand de St-Maurice, datée de Lagny 1302, conseillant à la Compagnie des marchands lombards fréquentant les foires de Champagne, sur l'ordre de son seigneur le comte Amédée de Savoie, de suivre la route du Dauphiné et du Viennois (*per terram Vienensi a civitate Ludunensi per insulam Dercime, per terram Dolfini*), plutôt que le chemin trop peu sûr de la Bresse (*per terram suam Bressie exinde ultra vel per castrum de Lesclos et per terram Vaudi*, etc. (2).

Plus loin, à travers la Franche-Comté et la Bourgogne, la trace des négociants est révélée par les traités de « conduit » des seigneurs locaux. L'un concédé l'an 1295 (11 février) par Othon, comte de Bourgogne et Hugues son frère, spécifiant péage à Dôle, Gevry, Augerans, Salins, Villiers-sous-Chalamont, Pontarlier, est la pièce classique en cette matière (3). Un autre, publié récemment par M. Finot (4), conclut l'an 1191 (14 février) entre Hugues III

(1) Cibrario, *op. cit.*, t. II, p. 257.

(2) Schulte, *Geschichte des Mittelalterlichen Handels und Verkers zwischen Westdeutschland und Italien mit ausschluß von venedig*, t. II, p. 150.

(3) Fagniez, *Documents relatifs au commerce et à l'industrie*, n° 270.

(4) Finot, *Etudes historiques sur les relations commerciales entre la Flandre et la République de Gênes*, p. 9.

de Bourgogne et la République de Gênes, révèle le passage des citoyens de cette ville à Chalon, Beaune, Dijon, Châtillon-sur-Seine, le long des collines de la Côte-d'Or et de la vallée de la Seine, vers les marchés champenois. Le marchand italien pour parvenir à destination rencontre ainsi, tant dans la longueur du trajet que dans les difficultés de communication de l'époque, de sérieux obstacles qui semblent inconciliables à première vue avec le grand commerce pratiqué alors aux foires de Champagne ; il ne faut, toutefois, pas exagérer leur importance commune au moyen âge entre tous les peuples de la chrétienté, puisque ceux-ci savent se plier aux nécessités économiques inéluctables de leur temps, approprier les conditions de voyage au milieu où ils vivent, aux moyens dont ils disposent et ce, fort aisément à en juger par la vitesse avec laquelle on se transporte alors de Lagny à Florence, en une vingtaine de jours selon une lettre de Consiglio Cerchi (1), indiquant que des missives de son correspondant d'Angleterre parties de Lagny par le *cursur de ara* (soit le 27 ou 28 janvier comme nous le verrons), lui sont parvenues le 17 février : soit approximativement la moyenne de temps des courriers royaux consacrant, dit-on, cinq à six jours pour aller de Florence à Naples.

Rien d'étonnant, dès lors, qu'avec un rendement aussi appréciable obtenu du grand moyen de locomotion de

(1) Huvelin, Quelques données nouvelles sur les foires de Champagne, *Annales de droit commercial*, 98.

l'époque, le cheval, employé généralement sans attelage pour le voyage en Champagne (*bestiis absque carretis*), comme le spécifient certaines lettres de voiture (1), nos foires se soient assurées un courant commercial aussi important et continu, d'autant plus que la situation géographique du comté contribue étroitement à assurer ce rendement et à canaliser ce courant.

*
* *

Mais pourquoi ce mouvement de concentration économique qui s'opère alors vers le comté de Champagne vait-il s'y diviser en plusieurs places distinctes ?

Sans doute peut-on, en considérant l'aspect général de cette contrée valonnée de petites dépressions divergentes, comprendre qu'il n'y ait pas eu de centre commun capable de coordonner les diverses régions et de les dominer et que quatre foyers d'attraction différents : Bar dans la vallée de l'Aube, Troyes dans celle de la Seine, Lagny sur la Marne, Provins pour le Montois, se soient partagés la vitalité politique et économique du pays.

Or, il faut surtout en cette matière faire intervenir brièvement d'autres considérations d'ordre politique touchant en propre aux cités champenoises.

Leur rayonnement extérieur commercial semble en premier lieu devoir le plus vif de son éclat à la force stratégique et militaire qui les caractérise.

(1) Blancard, *Documents inédits sur le commerce de Marseille*. Note de d'Almaric, n° 129, etc...

Troyes tout d'abord, l'ancienne cité des Tricasses comme la connurent les Romains, solidement établie entre deux bras de Seine avec ses 5.200 mètres de murs flanqués des quatre forteresses du Beffroi, de St-Jacques, de Croncels, du Comporté, avec sa milice bourgeoise où le clergé lui-même venait servir ainsi que le fit l'évêque Jean Raguier (1), offrait toutes garanties de sécurité. La rigueur des sièges soutenus contre l'étranger ou les seigneurs coalisés le prouve suffisamment. Provins, petite capitale du Montois, fixée en partie sur le rebord d'un plateau s'avancant au-dessus du confluent de la Voulzie et du Durteint et en partie dans cette vallée, dû à son pentagone irrégulier de 2.000 mètres d'enceinte soutenu par plusieurs tours telles que la tour de César, le tournillon, le Pinnacle, etc., et dominé par le puissant réduit du « vieux château », de pouvoir subir onze assauts.

Les défenses de Bar appuyées au levant par la « Montagne Ste-Germaine », au couchant par la rivière l'Aube, au centre par un réduit fortifié, contribuèrent au vieux renom militaire de cette ville traduit par le dicton : « L'œil toujours ouvert de Bar ». Lagny enfin, aux portes de Paris, située en bordure de la Marne, dans un resserrement boisé de sa vallée, pouvait rivaliser avec les autres cités champenoises grâce à sa double enceinte garnie de dix tourelles.

La « Paix des foires », fondement primordial, comme l'a montré M. Huvelin, de cette institution commerciale,

(1) Carré, *Histoire de Troyes*, p. 208.

supposée pour la création de toute étape du négoce nomade, où puisse jouer libre de toute contrainte le mécanisme d'offre et de demande des transactions, ne pouvait donc trouver de meilleurs champs d'éclosion qu'en ces quatre places fortes.

Troyes, Bar, Provins et Lagny ne bornent toutefois pas leur rôle commercial à celui de simples abris fortifiés du négoce forain : elles tirent en outre leur pouvoir d'attraction de sources diverses et notamment de l'importance numérique de leur population urbaine, qui permet d'élever ces villes au rang de grands centres de peuplement de l'Europe du moyen âge et d'expliquer la gravitation de population nomade dont est l'objet le circuit constant des foires de Champagne. Il est difficile néanmoins d'évaluer le chiffre d'agglomération urbaine en temps de foire, celui-ci étant essentiellement relatif suivant les années, et n'ayant de plus aucun rapport direct avec l'importance des affaires commerciales puisque, nous le verrons, de grandes sociétés italiennes ou autres, faisant loi sur le marché, n'y délèguent parfois qu'un seul employé pour prendre position dans les plus grosses transactions : ce qui force à ramener cette estimation au-dessous de ce que la renommée mondiale des foires pourrait faire supposer.

En tout cas l'importance de l'élément autochtone n'y est pas moins considérable, d'autant plus qu'en ces temps troublés, où le droit de guerre privée avec toute sa suite de guerres féodales vient prélever chaque année un lourd tribut de vies humaines, de concert avec les épidémies de

toutes sortes contre lesquelles il n'existe alors aucun moyen de lutte, la population est tellement clairsemée que nos villes champenoises peuvent se classer en tête des autres cités de l'époque.

Si Lagny et Bar paraissent à ce sujet s'être bornés au rang de grosses seigneuries, Troyes et Provins, dit-on, auraient atteint 70.000 à 80.000 habitants : l'exagération de cette appréciation apparaît nettement au simple aperçu du plan de nos places foraines au moyen âge, resserrées entre leurs murailles, encombrées d'immenses monuments tels que les palais seigneuriaux, les églises, les collégiales et leurs cimetières.

Il faut tenir compte, il est vrai, de ce que le caractère religieux ou nobiliaire de ces édifices n'est pas un obstacle, selon la conception pratique de leurs propriétaires, à leur usage commercial, et, d'autre part, de ce que les conditions de vie d'alors, dans des rues étroites aux hautes maisons surplombant la chaussée de leurs pignons de bois, permettent l'existence d'une forte densité.

D'ailleurs, le développement de l'industrie champenoise confirme aisément cette opinion. A côté de multiples échoppes d'orfèvrerie, blanchisserie, « cordoannerie », ganterie taillant le cerf, vair et gris et des quatre moulins comtaux, Troyes possédait, paraît-il, jusqu'à quatre cents ateliers de tannerie, grâce à l'aménagement de cette industrie au moyen de dérivations de la Seine, œuvres du comte Henri ; de plus « Ville de loi sur le fait de la drape-

rie bien qu'elle ne possédât ni corps, ni commune », on y comptait jusqu'à 3.000 métiers de drapiers (1).

A Provins, les propriétés minérales des eaux de la rivière Durteint, propices à la décantation des cuirs, permirent l'établissement de 120 tanneries : la draperie et la coutellerie devaient également être très florissantes à en juger par une supplique adressée de Provins au roi en 1592.

« Lors des Comtes de Champagne, le grand et déserté circuit de leurs murailles estait remply de maisons et habitans et les faulxbourgs si grands et peuplés que du seul estat de drappier il se trouvoit plus de troys mil mestiers et de celuy de coustellier mil sept cents. »

Ici encore, n'acceptons ces chiffres que sous toutes réserves au seul titre de présomption de vitalité de l'économie locale champenoise, présomption assez probante toutefois, pour montrer comment, grâce à cette incorporation de capitaux au sol, fixant immobilièrement sous forme de puissantes industries les richesses passagères de ce grand trafic nomade, la destinée commerciale des foires de Champagne, malgré toutes les vicissitudes de celles-ci, put subsister si longtemps florissante, contrairement à celle des villes de la hanse teutonique exclusivement né-

(1) Témoin, l'ordonnance du 29 juillet 1399 « fondée sur le labour de drapperie de laine du nombre de 17 villes frequentans les foires de Champagne et de Brie en laquelle vouloit avoir trois milles et deux cents mestiers à tixtre draps de laine ». Ment. Poinssignon, *Histoire de Champagne*, t. I, p. 413.

gociantes qui, pleine d'éclat tout d'abord, passa éphémère.

Cette puissance industrielle, jointe à la force militaire et à l'importance de peuplement des quatre cités, constitue, certes, un des principaux facteurs du développement des foires, mais il existe encore à ce sujet un autre apport moins direct peut-être, mais non moins utile, fourni par le libéralisme de la coutume champenoise.

C'est ainsi que l'article 160 de la Coutume de Troyes (1) permet le commerce à la noblesse : on distingue donc des nobles vivant « noblement » et des nobles « vivant marchandement. » Dumoulin, frappé des conséquences commerciales de cette particularité, la commentait ainsi : « *Prima facie videtur stulla consuetudo sed non est ita, quia valet fecunda genitis qui sunt pauperes saepissime et iterim conguntur mercaturam exercere, donec meliori forte adepta nobiliter vivere possint et arma pro republica gerere* ». En fait les anciens noms de négociants champenois attestent que bon nombre de cadets de noble race ne rougissaient pas de commercer, comme le précise Michelet, « s'asseyant de bonne grâce au comptoir, maniant l'aune aussi bien que la lance, faisant force politesse au manant et au mécréant, ainsi commença peu à peu l'égalité ».

D'autre part, la coutume locale étendait la noblesse aux roturiers par leur mariage avec des filles nobles. « En Champagne, le ventre anoblit, disait-on », d'où conséquence, selon Grosley, « de couronner par cette illustration

(1) Pierre Pithou, *Coutumes du bailliage de Troyes*.

les travaux des roturiers et de répandre sur la noblesse l'éclat qui suit la richesse ».

Inutile d'attacher à ces deux règles plus d'importance qu'elles n'en comportent dans l'étude spéciale des foires de Champagne, il est juste de constater néanmoins combien elles favorisent l'ambiance de ce milieu pour toute éclosion commerciale.

Peut-être pourra-t-on s'étonner de ne pas retrouver ce libéralisme dans les institutions publiques de Champagne, où les libertés communales (considérées pourtant selon l'opinion générale comme corollaire nécessaire de tout éveil économique au moyen âge) semblent fort restreintes.

Sans doute la chartre de Soissons aux clauses fort larges s'étend-elle en Champagne, mais momentanément seulement ; le pouvoir qu'elle confère aux maires et aux jurés allant jusqu'au droit de guerre privée paraît exorbitant au comte Thibaud IV qui, en 1230, lui substitue à Troyes un autre genre de chartre où il se réserve la nomination des 13 jurés autrefois élus, laissant à la commune la basse justice et la perception de l'impôt « La Jurée ». L'usage déplorable fait par les Troyens de ce minimum de liberté, puisqu'ils concèdent l'administration fiscale à une société financière étrangère, dirigée par un cahorsin (1), contraint encore le comte en 1242 à de nouvelles restrictions.

Or cette faiblesse de franchises municipales, à peu près générale dans les villes champenoises, loin de nuire à

(1) Carré, *Histoire de Troyes*, p. 202.

leur commerce forain ainsi qu'il semblerait résulter du lien existant entre le mouvement communal du moyen âge et le courant commercial contemporain dont de nombreux auteurs, tel Augustin Thierry, ont démontré la force, ne peut selon nous que l'avoir favorisé.

Admettons, en effet, que l'administration urbaine à Troyes, Bar, Provins et Lagny, ait joui d'une indépendance complète vis-à-vis du pouvoir seigneurial, elle n'eût pas tardé, dans ce cas, à tomber aux mains de quelque patriarcat autochtone de riches familles commerçantes ou au contraire de quelque société étrangère, comme nous venons de le voir partiellement en 1240 : d'un côté ou de l'autre, la clientèle des foires de Champagne n'eût certes pas gagné au change de l'autorité comtale indépendante parce que désintéressée de toute rivalité d'affaire, contre celle de bourgeois, marchands locaux ou non, donc de concurrents.

Dans les institutions publiques ou privées de Champagne, tout semble dès lors concourir à souhait au développement de cette force d'attraction économique de nos quatre cités, qui va concentrer les forces vives de l'éveil commercial, nécessité au moyen âge, et lui offrir un merveilleux terrain d'éclosion.

*
* *

Or, toutes ces circonstances économiques, physiques, politiques eussent pu coexister longtemps, sans que nos foires de Champagne en soient résultées nécessairement :

non pas que cet ensemble de conditions favorables n'ait point suffi pour l'établissement du marché primitif supposé par leurs origines, puisque la coutume, nous l'avons vu, joue ici le principal rôle. Mais pour que ce marché puisse prendre le caractère extraordinaire qui l'élèvera au rang de « foire », il va falloir le concours objectif d'un acte de l'autorité locale, édictant certaines mesures exorbitantes du droit commun, des atténuations (franchises) ou des aggravations (privilèges proprement dits) : bref la concession du « privilège forain » s'imposera.

Nous verrons plus loin quels en furent en Champagne les différents termes, ne retenons maintenant que l'article principal, intéressant directement l'appel des négociants aux places commerciales, étroitement lié par conséquent aux fondements primordiaux des foires, ne considérons brièvement que le « conduit ».

Celui-ci s'étend à toute la clientèle foraine, « à tous les marchanz, les marchandises et toutes manières de gens venant à la foire » (1); bien entendu la nuit exceptée, « dès le premier jour qu'ils les mennent de leurs hotels dès le soleil levant jusques à soleil couchant » : il a pour conséquence de garantir les voyageurs se rendant en Champagne contre tout dommage survenu en cours de route, sauf recours envers le seigneur du lieu de l'éviction.

De plus ce privilège étendu à tous les marchands, sur

(1) Cartulaire Caillôt, feuillet 422 : « Ce sont les privilèges et les coutumes des foires, lesquelles le sire du lieu promet à tenir. »

leur serment, subsiste même en cas de guerre pendant la première quinzaine des hostilités.

Il y a là pour les foires de Champagne une véritable cause déterminante agissant pour leur création embryonnaire plus directement peut-être que tous les autres facteurs tenant à l'état économique de l'époque, ou à la situation géographique du comté, mais le développement économique de ces francs marchés est commandé surtout par ce principe de liberté qui est la base de leur tenue ; principe commun nécessaire à toute foire, sans doute, mais non moins nouveau et original ici en ces temps du moyen âge où le marchand étranger a coutume en général d'être parqué en certains quartiers, à Venise par exemple dans les fondachi (1), étroitement surveillé, obligé à n'entrer en relations d'affaires qu'avec l'autochtone seulement, rencontre partout mille obstacles, auxquels la facilité de vie aux foires de Champagne offre une heureuse exception sûre garante de la prospérité de celles-ci.

(1) Pirenne, *Histoire de Belgique*, op. cit., p. 246.

CHAPITRE II

ORIGINES DES FOIRES.

Il est évident que dans cette étude sur les origines des foires de Champagne, nous laissons de côté la multitude de marchés établis sur le territoire du comté, à l'occasion de fêtes patronales en général, qualifiés cependant de l'appellation de « foires » comme tel est le cas pour ceux de Brienon, Châlons, St-Florentin, Hautvilliers, Ervy, Lhuître, Méry, Ramerupt, Reims, Rilly-St-Cy, Sergy (1) ; nous négligeons de même de véritables foires, celles de la St-Martin de Provins par exemple, ainsi que celles du « Clos », de l'Assomption, « Entre deux Eaux », « Aux Chevaux » à Troyes, pour limiter nos recherches aux six d'entre elles, connues seules sous le nom de « Foires de Champagne et de Brie », tenues deux à Troyes (la chaude et la froide), deux à Provins (St-Ayout et Mai), une à Bar, une autre enfin à Lagny, ainsi que nous l'examinerons plus loin relativement au temps ou au lieu.

Les Romains, dit-on, en seraient les fondateurs ; en

(1) Nous renvoyons pour ces marchés à l'ouvrage de M. Bourquelot, p. 95, aux recueils de pièces de M. d'Arbois de Jubainville (*Histoire des ducs et comtes de Champagne*, chartres, n^{os} 162, 69, etc ..), aux travaux de M. Lalore et Boutiot.

dotant ainsi ces quatre cités, leur but aurait été de favoriser l'éclosion de nouveaux centres au détriment des vieilles métropoles gauloises voisines, telles que Sens ou Langres (1).

Cette première opinion semble justifiée par une lettre (2) de Sidoine Appolinaire à St Loup, évêque de Troyes, où il fait mention d'un certains Prudens porté au registre des foires de Troyes « *hoc viro nomen, quem nunc Tricassibus de gere fama divulgat, ignotorum nobis hominum collaudante contractum cujus subscriptio inter formulam nundinarum tanquam idonei ad stipulatoris ostenditur* ».

Cette pièce suffit-elle à étayer notre première hypothèse ? Il est certain que voilà la première preuve certaine de l'existence d'une foire à Troyes, mais quant à y voir la source des grandes « foires de Champagne et de Brie », il y a loin. Sans doute l'expression de « *formulae nundinarum* » indique-t-elle, semble-t-il, un état avancé d'organisation, d'un perfectionnement supérieur à celui d'un simple marché, mais elle n'est que tout à fait en rapport avec la réglementation des « *nundinae* romaines » issues de la fiscalité impériale, sans qu'aucune comparaison puisse ici s'établir avec le mécanisme de précision de notre coutume foraine des XII^e ou XIII^e siècles, qui paraît même n'avoir aucun lien de succession avec l'institution foraine mentionnée au V^e siècle, puisque pendant plusieurs centaines d'années les archi-

(1) Assier, *La Champagne encore inconnue*, op. cit., t. I.

(2) *Lettres de Sidoine Appolinaire*, éd. Bruno Krusch, IV, 4, § 2. p. 97 et ment. d'Arbois de Jubainville. *Pièces justificatives*, n° 1, t. I.

ves seront muettes relativement aux foires de Champagne.

Du moins nous sommes réduits pendant une longue période à retrouver leurs traces dans des légendes ou fabliaux : passons donc brièvement.

En premier lieu Jehan de Flagny, dans son roman des Loherains (composé au ^{xiii}^e siècle), attribue les foires à Charles le Chauve, fils aîné de Pépin le Bref.

« Dix festes fit en France le pays,
L'une de Bar et deux mist à Provins
La tierce à Troyes et la quarte à Senlis,
Et trois en Flandre, la novisme au Lendi
Et la dixième remit-il à Laigny (1). »

Leur origine semble encore établie dans le conte (2) du transfert des cendres de St-Ayoul où l'auteur anonyme rapporte qu'émervéillé par un miracle survenu à cette occasion, le comte Henri I^{er} récompense le monastère de Provins avec le don d'un quart du produit de la foire de cette ville, dont les moines possédaient déjà la moitié concédée par un certain Engenoul. Mais l'accord n'existe pas entre les érudits sur la personne de ce comte, Etienne Henri (1089-1102) selon Mabillon, d'Arbois de Jubainville; Henri I^{er} (993-1019) selon Bourquelot.

Enfin un prologue placé en tête de la Geste Lorraine conservée dans un manuscrit de la bibliothèque de Turin

(1) *Bib. nat.*, collection Colbert, fol. 291. Ment. Bourquelot, p. 68 ; Le Paire, *Annales du pays de Lagny*, etc.

(2) *Miraculi Augulphi, Auctore anonymo*, Bollandistes, t. I, p. 758. Ment. d'Arbois de Jubainville, *Pièces justificatives*, t. I, p. 462.

datant du ^{xii}^e siècle, résumant le roman de Huon de Bordeaux, fournit la source suivante : « Le fil à St-Bertin qui les foires cria et establi chelle de Troies, de Bar et de Lagny » (1)

Cette création reviendrait donc au descendant de St-Bertin, le second abbé de Sithieu (610-709), fondateur de St Omer.

Le caractère légendaire de ces diverses hypothèses en infirme sérieusement l'authenticité : nous n'insisterons donc pas. En tout cas, fondées par les Romains, ou postérieurement par quelque roi ou abbé, il semble bien que les foires de Champagne ne doivent pas prendre grand développement avant le ^{xii}^e siècle en raison des désastres dont cette région reste longtemps le théâtre.

Au ^v^e siècle les hordes d'Attila vaincues dévastent en se retirant les plaines champenoises : Troyes, grâce à St-Loup, est épargnée, Bar-sur-Aube par contre est brûlée comme en témoigne l'histoire de Sainte Germaine (2).

Au ^{vii}^e siècle la peste ravage le pays, au ^{viii}^e siècle ce sont les Sarrasins qui pillent Troyes avant d'être défaits par l'évêque de Sens ; puis les invasions normandes surviennent ravagent Troyes, où les principaux édifices tels que la cathédrale, l'abbaye de St-Loup s'abîment dans les flammes ; en 889 Bar, en 910 Lagny subissent le même sort.

(1) Le Paire, *Histoire populaire de Lagny*, p. 17, d'après Paul Meyer et Gaston Paris, *Romania*, t. VIII, p. 3.

(2) Chevalier, *Histoire de Bar-sur-Aube*, p. 301.

Tenons compte en outre ici des luttes locales, particulièrement vives dès l'époque mérovingienne, lorsque la rivalité de Frédégonde et de Brunehaut prend ce malheureux comté situé aux confins de la Neustrie, de l'Austrasie et de la Bourgogne pour théâtre de guerre, où de même plus tard vont se jouer de nouvelles hostilités dues aux intrigues de l'évêque Anségise, aidé de l'empereur Othon, contre l'autorité chancelante de la maison de Vermandois, et nous comprendrons facilement pourquoi tardivement, corollairement à l'établissement en Champagne d'un pouvoir stable sous l'égide des comtes de Blois, les foires affirment de façon certaine leur existence; ce en l'an 1114.

A cette date, le comte Hugues, avant de partir pour Jérusalem, concède (1) à l'abbaye de Montiérender le tonlieu de la foire de Bar perçu sur les ventes de chevaux et d'autres animaux jusqu'au jour de levée du droit de forage. « *Dedi etiam Deo et sanctis ejus Petro et Paulo sancto que Bechario nundinibus Barrensibus omnes redditus quos ventas vocant equorum ceterorumque animalium qui ibi venduntur, ab illo die quo nundines deliberate fuerint usque ad illum diem quo pertusiacum accipietur.* » A la même date, une autre charte comtale révèle l'existence contemporaine des foires de Troyes, en prescrivant donation au profit de l'abbaye de Montier-la-Celle du tonlieu forain de cette ville relatif au

(1) Archives de la Hte-Marne, Premier Cartulaire de Montiérender, fol. 103. Ment. d'Arbois de Jubainville, *Recueil de pièces*, p. 107.

petit bétail : « *totum theloneum omnium pecorum sive pecudum, que in cunctis nundinis Trecorum venderentur, etc...* », ainsi que de 15 sous de rente sur le tonlieu des cuirs : « *Concessi preterea in singulis nundinis, Trecorum XV solidos ad calciamenta fratrum cellensium de theloneo coriorum quos persolvat thelonearius eorundem coriorum, etc.* »

Certains textes postérieurs vont mentionner ensuite les autres foires de Champagne : Lagny en 1154 (2), tandis qu'à partir de 1159 (3), la distinction de St-Jean et St-Remi de Troyes devient possible, ce n'est qu'en 1169 (4) qu'une charte de délimitation de la foire de mai à Provins, promulguée par le comte Thibaud, permet de reconstituer au complet le circuit forain.

(1) Cartulaire de Montier-la-Celle, fol. 5, recto, *Archives de l'Aube*.

(2) Chartre de Henri I^{er}, Cartulaire de Lagny. Ment. Le Paire, p. 826. *De nundinis innocentium*.

(3) Cartulaire de la Croix de Brie. Ment. d'Arbois de Jubainville, t. I, *Pièces justificatives*, n° 65.

(4) Chartre de Thibaut II, Original bib. de Provins. Ment. d'Arbois de Jubainville, t. II, n° 124.

CHAPITRE III

LES FOIRES SEIGNEURIALES.

Dès lors, à partir de 1114, nombreux sont les documents nous permettant de suivre les foires de Champagne au cours de leur développement : celui-ci, malgré les avantages du terrain économique et physique où il s'opère, sera particulièrement lent en raison de certaines causes restrictives, en l'espèce les guerres de l'époque, qui, impuissantes à étouffer le négoce forain, n'en vont pas moins retarder son apogée jusqu'à la deuxième moitié du xiii^e siècle.

Il ne nous appartient pas d'énumérer ici les diverses conflagrations ayant ensanglanté notre pays de Louis VI à Philippe le Bel : qu'il s'agisse par exemple des luttes de Philippe-Auguste contre l'empereur d'Allemagne ou de St Louis contre le roi d'Angleterre, il est certain que tous les conflits armés dont la France fut le théâtre eurent leur répercussion immédiate sur le commerce général, sur celui de nos foires¹ spécialement, d'autant plus que le Comte de Champagne, grand fondateur de la couronne, le « premier dans l'host après le roi », y joua toujours un rôle important par son appui armé fourni en Orient ou en Occident.

D'autres guerres étrangères au royaume pourtant influèrent beaucoup plus directement sur la prospérité commerciale du comté. Peut-être cette affirmation semble-t-elle paradoxale ? Mais il suffit de considérer l'interminable différend commencé dès le *xi*^e siècle par la querelle des investitures mettant aux prises Italiens et Allemands, continué par la fameuse lutte entre guelfs et gibelins où Barberousse et ses successeurs tentèrent d'imposer la domination impériale aux cités latines, terminé enfin en 1268 par la victoire de Charles d'Anjou sur les Hohens-*tauffen*, pour comprendre que l'Italie, principale cliente champenoise, transformée en perpétuel champ de bataille, ait vu sa puissance d'expansion économique végéter sinon décroître.

Les villes de la péninsule, au point de vue commercial, n'eurent pas tant à souffrir des ravages exercés par les bandes mercenaires brabançonnnes et bourguignonnes déversées par l'agresseur germanique que des haines politiques allumées entre elles, liquant les gibelins *Cremône*, *Lodie*, *Côme* contre les guelfes *Milan*, *Brescia*, *Pavie*, *Modène*, *Plaisance*, etc..., retardant longtemps cette union pour le négoce extérieur qui plus tard fera leur force ; sans doute, sur le terrain commerçant, grâce à l'esprit mercantile latin, bien des inimitiés s'émousseront-elles, mais que ce n'est guère qu'au *xiii*^e siècle, la paix survenue, que fonctionnera aux foires de Champagne cette puissante association de marchands italiens avec son maximum de vitalité.

A côté de ces guerres européennes, mentionnons encore d'autres luttes intéressant plus directement notre comté, les luttes féodales, bien qu'elles aient été peut-être moins préjudiciables pour le commerce champenois en raison de leur brièveté, due aux énergiques interventions du royal suzerain, fût-il belligérant ou médiateur : Etant donné la forte situation politique du seigneur champenois qui lui confère toujours un rôle primordial dans les conflits intérieurs de l'époque, ceux dont ses terres furent le théâtre sont particulièrement nombreux : aussi de crainte de dépasser le cadre de cette étude, nous bornerons-nous ici à une brève énumération, bien que l'influence restrictive des envahissements de la Champagne sur son commerce eût peut-être demandé plus ample développement.

En 1141, sous le triple grief résultant de la défection de Thibaud II dans l'expédition contre le comte de Toulouse, comme de son intervention en faveur de l'excommunication de Raoul de Vermandois et enfin de l'hospitalité fournie à Pierre le Châtre, élu au siège épiscopal de Bourges malgré l'opposition royale, le roi Louis VII envahit le comté, en ravage les domaines, incendie Vitry où 1.300 personnes réfugiées dans une église trouvent la mort.

Mais les foires de Champagne vont être contemporaines de bien d'autres désastres. Pendant la minorité de Thibaud IV, Hérard de Brienne, prétendant à la couronne comtale par suite de son mariage avec une princesse de Jérusalem, fille de Henri II de Champagne, tient le pays

avec ses bandes, se livre à toutes sortes de destructions résumées ainsi par le duc de Bourgogne dans une lettre au Pape Honorius : « Errard vient d'entrer dans la terre de Champagne, il a mis le feu à plusieurs villages, il a dépouillé sur les grands chemins des marchands qui se rendaient aux foires, etc... (1) »

Cette question de succession une fois réglée grâce à l'opportune excommunication papale ainsi qu'aux troupes de la reine Blanche, toute une suite de désastres vient s'abattre sur la Champagne avec la majorité de Thibaud : celui-ci, par sa politique instable consistant à combattre les ennemis du roi tout en les flattant, offrant par exemple sa couronne à la fille de l'un d'eux, Pierre Mauclerc, pour rompre aussitôt ce projet et jurer fidélité au roi, sait s'attirer un faisceau de haines farouches. Plusieurs fois, dans des circonstances que nous ne pouvons exposer ici, la Champagne subit les horreurs de l'envahissement décrites par Joinville en ces termes (2) : « Le descort fut tel au comte de Champaigne que il mesmes ardoit ses villes devant la venue des barons pour qu'ils ne les trouvassent garnies... Ardi il Espargnay et Vertuz et Sezenne, etc... » Vaincu en Provins, ce seigneur ne doit son salut qu'au roi : celui-ci, au moment où les barons victorieux demandaient à traiter, couvre son vassal de son autorité en disant : « Je les en dispense, jamais à nulle paix n'entendray

(1) Poinsignon, *Histoire de la Champagne et de Brie*, p. 155, t. I.

(2) Ment. Delbarre, *Histoire de la vie de Thibaud*, IV, p. 9 et suiv.

ni ne souffrirai que Thibaud y entend jusqu'à ce que la Champagne soit délivrée des troupes qui la ravagent (1). » Cette intervention heureuse n'empêche pas l'inconstant Thibaud de s'attirer une nouvelle invasion, royale cette fois, sur son refus de livrer le comté de Blois dont il avait pourtant consenti l'aliénation dans un moment de gêne pécuniaire.

Ainsi donc, quoi de plus explicable que le rayonnement maximum des foires ait dû attendre la fin de ces luttes pour s'affirmer ?

Mais si l'apogée du négoce forain ne se produisit que dans la seconde moitié du XIII^e siècle, ceci ne signifie pas qu'antérieurement à cette période les marchés champenois aient végété dans la médiocrité : ils se sont développés au contraire lentement soit, mais sûrement, comme il est facile de le constater en reconstituant leurs principales phases de croissance, sous les comtes les plus notoires : car l'histoire des foires est intimement liée à celle des Comtes de Champagne, en raison de la tâche constante qu'ils s'imposèrent d'en assurer la prospérité. Il ne faudrait toutefois pas se méprendre sur les mobiles qui inspirèrent à ceux-ci leur politique commerciale : la fortune des cités négociantes n'est pas pour eux l'objet d'un pur idéal d'impérialisme économique. Ici, point de souci patriotique ou désintéressé ; les comtes se laissent guider par des considérations exclusivement utilitaires ; il est alors

(1) Delbarre, *ibid.*

de principe par tout prince de l'époque de considérer sa propre richesse comme formée par celle des sujets selon la devise mise en vogue par Frédéric II : *Oportet divites habere subjectos*. Aussi sous l'égide des Thibaud, des Henri de Blois, prospérité générale et profit personnel, intérêt particulier et intérêt commun se confondent-ils : tout nouvel accroissement d'importance foraine est pour le comte une source de plus-value fiscale ; l'affermissement de la richesse publique a pour conséquence immédiate l'affermissement de sa situation politique, d'autant plus que les revenus annuels des foires ne sont pas destinés à dormir dans la cassette personnelle du prince, celui-ci s'en sert par d'innombrables concessions, soit pour attirer l'appui du clergé, ou gager un vœu, comme tel est le cas pour la concession de 30 livres de rente sur la foire de Bar-sur-Aube, consentie par Henri I^{er}, prisonnier des Turcs (1), au profit de la cathédrale de Langres, soit pour désarmer ses ennemis féodaux, en faire ses hommes-liges, les tenir dans une étroite sujétion et cela en toute sécurité, car avec ses rentes annuelles dont la source reste toujours aux mains du comte dans ses quatre grandes places, nul danger que quelque baron félon ainsi gratifié (2) aille oublier le privilège reçu et prendre les armes contre son suzerain.

(1) Ce vœu est exaucé, l'empereur grec lui ayant fait obtenir la liberté. Chartre de Guillon, 1182, d'Arbois de Jubainville, t. III, p. 109.

(2) Nombreux sont les exemples de gratification. En 1216 Simon de Passavant (cat. 1052), en 1219 Gui de Thil Châtel (cat. 1190) et Hugues de Vaudrémont (1192), 1217 Guillaume de Belrain (cat. 1764). Selon Blampignon, *Histoire de Bar*, p. 157.

Sous Thibaud II, un des premiers comtes célèbres contemporains des foires de Champagne, celles-ci sont encore dans une période d'obscurité : c'est qu'au début du XII^e siècle l'institution commerciale foraine ne joue pas encore ce rôle d'assise du négoce national ou mondial auquel elle sera appelée postérieurement : en Champagne comme ailleurs, elle n'est encore probablement que l'accessoire de fêtes religieuses ou de tournois militaires, comme l'indique la condamnation prononcée en 1129 par le Concile de Reims « contre ces detestables festes ou foires, où les chevaliers, au péril de leur vie et de leur âme, ont coutume de se livrer à des batailles pour faire montre de leur force et de leur audace ». Mais déjà commence le prestige de la Champagne, sinon économiquement, du moins religieusement sous l'influence de St-Bernardt, qui de son abbaye de Clairvaux va se répandre sur le monde entier ; désormais, de monastère en monastère va se colporter à travers l'Europe, par la diffusion de la doctrine cisterienne, le nom de ce comté ; les relations monacales de la maison-mère avec ses filles de l'étranger prépareront le terrain aux relations commerciales.

Déjà le comte Thibaud, « père des orphelins, juge des veuves, œil des aveugles, pied des boiteux » (1), comme dit une vieille chronique, sait malgré sa bonté légendaire sévir à l'occasion contre les « destructeurs de ses foires » ; voici d'ailleurs la lettre (2) classique en cette matière adres-

(1) *Chronique de St-Marien d'Auxerre.*

(2) *Chronican Mauriniacense*, D. Bouquet, XV, 503 et publié par

sée par Thibaud au régent du royaume Suger qui ne fait que synthétiser on ne peut mieux la politique commerciale de la maison de Blois.

« A Suger, par la grâce de Dieu abbé de St-Denis, son cher ami Thibaud, comte de Blois, salut et assurance d'affection.

« Je vous informe que par une honteuse injure au roi et à vous, gardien de la terre du roi, Salon, vicomte de Sens, m'a fait un tort matériel et une injure égale à la vôtre. Garin, fils de Salon, a fait arrêter sur un chemin du seigneur roi, entre Sens et Bray, des changeurs de Vezelay qui venaient à mes prochaines foires de Provins et auxquels Salon et le prévôt du roi à Sens avaient sous la foi du serment garanti au nom du roi la sécurité de la route. Ce que Garin leur a pris vaut, disent-ils, plus de 700 livres. Je vous mande et vous prie de témoigner votre mécontentement de ce crime commis sur un chemin royal, et d'inviter énergiquement Salon à rendre ou faire rendre sans retard et sans prétexter aucune excuse, ce qui a été pris à ces changeurs. Car Salon est en votre pouvoir et ne peut vous résister plus que le moindre écuyer, si vous avez une volonté décidée. Veuillez par le retour du porteur m'instruire de ce que vous avez fait.

« Je ne puis souffrir que cette insulte reste impunie, car elle ne tend rien moins qu'à la destruction de mes foires. »

Dans une seconde lettre plus énergique encore, Thibaud offre son aide militaire pour obtenir vengeance (1).

Or, en dépit de l'efficacité de cette protection foraine, le comté de Champagne n'a pas pris encore le rang économique auquel il a droit, car malgré l'heureuse exception fournie par cette correspondance, les comtes à la fois seigneurs de Blois paraissent jusqu'alors négliger leurs fiefs du Nord aux immenses plaines monotones pour favoriser leurs riches domaines du bord de la Loire.

Mais avec Henri I^{er} tout cela change : il comprend le magnifique parti qu'il peut tirer de ce groupe compacte de terres d'un seul tenant auquel vient de s'ajouter récemment le comté de Meaux, aussi laisse-t-il à ses puînés, contrairement aux habitudes de sa maison, les possessions de Blois, de Chartres, de Sancerre, éparses sur les rives de l'Eure, de la Loire et du Cher (2) et il se consacre tout à celles de Champagne.

Il fonde 13 collégiales, 13 hôpitaux dont deux à Provins et deux à Troyes ; il crée des villes neuves à Maray-en-Othe, Pont-sur-Seine. Il dote les abbayes de St-Loup, de Montier-la Celle et diverses autres fort intelligemment ; c'est ainsi que celles de la crête de Clairvaux, d'Issy reçoivent des forges dans la forêt de Vassy (3) ; mais c'est surtout par la création du canal des Trevois et la distribution des eaux de la Seine en divers bras à travers la ville de

(1) *Idem chronicon*, XV, 511 et d'Arbois de Jubainville, t. II, p. 388.

(2) Carré, *Histoire de Troyes*, op. cit., p. 54.

(3) Poinson, *Histoire de Champagne*, t. I, p. 132.

Troyes que ce comte fait réellement œuvre économique.

Son influence politique est déjà considérable : du fond de son palais neuf, entouré du faste quasi royal de sa cour, Henri I^{er} devient parfois l'arbitre de conflits internationaux.

Toutes conditions favorables se présentent ainsi pour le développement des foires de Champagne : on traverse d'ailleurs en ce moment une période de paix. En 1156, une assemblée générale de vassaux réunie par le roi à Soissons décide que pour adoucir les maux de la guerre privée une trêve aura lieu pendant dix ans à partir de Pâques. « Paix sera donnée aux laboureurs et à leur bétail, aux marchands et à tout voyageur parcourant les chemins royaux ou seigneuriaux (1). » En 1157 le concile de Reims confirme cette protection : « Laboureurs, vigneron, marchands jouiront de cette trêve de Dieu, du mercredi soir au lundi matin. »

Malheureusement l'essor économique de Troyes va être retardé par le terrible incendie de 1188, [qui, survenu le lendemain de la Madeleine en pleine foire chaude de la St-Jean, détruira le quartier Notre-Dame (2) couvert d'échoppes et de halles foraines, endommageant le palais des comtes, la collégiale Saint-Etienne et la cathédrale. A ce sujet, le récit du moine Robert d'Auxerre permet d'apprécier l'importance qu'avait atteinte cette cité : « *Treca*

(1) *Ibid.*, p. 125.

(2) Boutiot, *Histoire de Troyes et de la Champagne méridionale*, t. I, p. 263.

civitas populosa, referta opibus, tectis amplissima, repentina conflagratione fere funditus eversa. Celebrantur ibi nundinæ in quibus diversas congesserant opes qui de diversis patribus confluxerunt institores (1). »

La vitalité de ces foires est déjà attestée par leur choix comme date et lieu d'échéance dans de très nombreux actes : néanmoins, le circuit formé par les six principales n'apparaît pas encore avec beaucoup de netteté, un acte du comte Henri de 1176 (2), par exemple, ne fait pas de distinction entre les trois foires de Provins : les faveurs seigneuriales ne s'adressent pas à elles particulièrement, elles semblent même, par la création d'une multitude de marchés tels que l'Assomption, les Deux-Eaux à Troyes, etc., aboutir à disperser les énergies commerciales.

Dès lors pourtant, les trois grands propriétaires forains, le comte à Troyes, Bar et Provins (partiellement), l'abbé de St-Pierre à Lagny, le prieur de St-Ayoul à Provins (pendant les dix premiers jours), sont spécifiés avec précision.

Mais ce n'est qu'au xiii^e siècle seulement que fonctionnera dans toute sa minutie le mécanisme des foires de Champagne : le début, il est vrai, en est particulièrement dur pour celles-ci. A côté des guerres désastreuses de Thibaud IV que nous venons de citer brièvement, le commerce champenois rencontre longtemps dans l'autorité papale

(1) *Chronique de St-Marien d'Auxerre*. Ment. Bourquelot, t. I, p. 74.

(2) Chartre du comte Henri en faveur de l'Eglise St-Quirince de Provins. Cartulaire Caillot, *op. cit.* ; Bourquelot, *Histoire de Provins*, t. II, p. 394.

un sérieux obstacle que rien jusqu'alors n'avait fait prévoir : car le pape, loin de nuire aux foires, avait toujours été pour elles un puissant appui. C'est ce qui ressort de nombreuses recommandations pontificales en faveur de certains forains : que celles-ci aient eu pour objet des marchands italiens tels que Jacques Scarso, citoyen romain en 1233 (1), ou des marchands florentins en 1239, ceci n'a rien d'étonnant ; on comprend qu'elles se soient adressées à des compatriotes, surtout à des fidèles, d'autant plus que parfois à l'étranger le Pape doit avoir recours aux services de ces agents commerciaux comme en témoigne une bulle d'Innocent IV (2), ordonnant au chapitre St-Etienne de Troyes de remettre au siennois Roland Bonseigneur l'argent et l'or provenant de la succession de Hugues, prêtre du Crucifix de l'Eglise, afin d'en effectuer le transport à Constantinople.

Mais il est plus surprenant de voir cette protection s'étendre à des hérétiques ainsi que le fait se produira en 1247 (3) en faveur d'usuriers juifs.

Une telle sollicitude du Souverain pontife envers la clientèle des foires s'explique aisément en considérant la conception spéciale, que celui-ci se fait de bonne heure, du rôle des marchés champenois. L'existence au sein de la chrétienté d'une telle source de richesses, à la merci de son pouvoir spirituel, va lui permettre d'affirmer son au-

(1) Boutiot, t. I, p. 364.

(2) *Archives de l'Aube*, G. 23.

(3) Boutiot, t. I, p. 364.

torité en maniant la « défense de foires » contre ceux qui y seront rebelles. C'est ainsi que lors de la lutte entre la commune de Vézelay et son seigneur, l'abbé de St-Pierre de Vézelay, le Pape Eugène III écrira à l'archidiacre de Sens, Hugues, à l'évêque de Paris et à Henri de Corinthe, évêque de Troyes, pour leur recommander de ne pas supporter dans les foires et les marchés de leurs diocèses les bourgeois de Vézelay « qui doivent être considérés comme parjures et excommuniés » (1).

Les foires de Champagne vont devenir pour le pouvoir pontifical une arme si puissante que les faveurs de celui-ci ne se borneront pas à leur seule clientèle, mais s'étendront à l'institution foraine elle-même, à en juger par une bulle du Pape Grégoire IX (2), datée du 5 des ides d'août 1231 à Agnani, adressée aux « bien chers fils l'abbé et les moines de Lagny ». « Nous confirmons, dit-il, par autorité apostolique la foire établie à Lagny le jour de la fête des Saints Innocents comme la confirma jadis notre prédécesseur Adrien d'heureuse mémoire. Nous voulons que cette foire ait lieu à perpétuité comme elle s'est toujours faite et que les allants et venants soient à l'abri de toute vexation tant pour les personnes que pour les marchandises. Qu'il ne soit donc permis à aucun homme d'enfreindre cette patente de notre confirmation et constitution ou de s'y opposer témérairement, etc... »

(1) Boutiot, t. I, p. 366.

(2) Cartulaire de Lagny, fol. 7. Ment. Le Paire, *Annales du pays de Lagny*, p. 206.

Longtemps, les comtes de Champagne eux-mêmes connaîtront les bienfaits de la protection romaine : pendant la guerre de succession de Champagne, Grégoire IX prendra ouvertement partie pour le jeune Thibaud en excommuniant son rival Errard de Brienne ; en 1236, il interviendra encore en sa faveur auprès du roi victorieux.

Mais le désaccord survient subitement entre le Pape et Thibaud IV. Déjà, en 1225 (1), un premier conflit s'était produit, Thibaud IV prétendant faire payer le portage des vins aux clercs et religieux et dépouiller l'évêque de Troyes de tout temporel sur les abbayes de son diocèse, quand, en 1236 (2), en survient un second : le comte de Champagne ayant pris partie pour le roi et ses barons dans leur différend avec le Pape, relatif aux limites de la juridiction ecclésiastique fixées à St-Denis, s'attire cette cinglante observation de celui-ci : « N'allez pas par une autre cause vider le vase rempli de vos mérites. »

Cette hostilité s'accroît encore en 1237, quand Thibaud IV accuse ouvertement le Souverain Pontife de détourner les fonds de la croisade pour soutenir l'empereur latin de Constantinople et surtout lorsque, malgré l'opposition papale, il organise une expédition pour Jérusalem, en offre le commandement à l'empereur Frédéric récemment excommunié, justifiant ce choix par sa rime belliqueuse :

(1) *Archives de l'Aube*, G. fond de l'évêché. Ment. Boutiot, t. I, p. 311.

(2) D'Arbois de Jubainville, t. IV, p. 295.

« En tans plein de felonie... que je voi escumenier ceans qui plus sivent raison. »

Au milieu de ces haines politiques, il n'est rien que fort naturel de voir, en 1238 (1), Grégoire IX alléguer le non paiement d'une somme due aux marchands romains, pour adresser un avertissement au comte, et la même année (2) l'official de Beauvais prononcer la peine de l'interdit contre toute la Champagne sous le prétexte d'extorsions du comte envers des forains italiens, et enfin en 1249 (3) une bulle d'excommunication venir frapper Thibaud pour inexécution d'un accord conclu entre les changeurs des foires et les marchands romains.

Ces rigueurs sont-elles fondées? voilà qui est aujourd'hui difficile à établir : on peut douter toutefois que le comte de Champagne manquât ainsi réellement à la protection traditionnelle de sa maison, envers le principal aliment de son trésor, ses foires. En fait le ressentiment politique du Pape, dont nous venons parallèlement d'exposer les raisons, semble bien la seule cause de ces rudes sanctions, puisqu'à Lagny il suffira ouvertement à dicter la sentence d'excommunication contre l'abbé de St-Pierre sur son refus de chasser de sa foire les marchands de la gibeline Sienne.

Cette mise à l'index en plein moyen âge, au cœur de la

(1) *Bib. nat.*, Cartulaire Campania 5993 (fonds latin), fol. 46. Ment. Davidsohn, *Forschungen*, p. 6.

(2) 500 de Colbert, 59, fol. 132. V. Ment. Bourquelot, t. I, p. 184.

(3) *Ibid.*, 500 de Colbert, 59, fol. 150.

chrétienté, eût dû, pourrait-on croire, porter un coup fatal aux foires de Champagne ? mais il n'en est rien.

Celles-ci, passées dès lors à l'état d'habitude, sont déjà trop fortement ancrées dans les mœurs de l'époque, pour qu'un acte d'une autorité, quelque puissante soit-elle, pût les anéantir brusquement. D'ailleurs le comte de Champagne, grâce aux ressources de son habile politique commerciale, sait remédier brillamment à ces difficultés momentanées. Pour prévenir la menace de désertion foraine par l'élément latin, il n'hésite pas à recourir envers celui-ci à certaines mesures protectrices extraordinaires, auxquelles pourtant aucune prescription coutumière du privilège ne le force.

En 1245 (1) par exemple, Thibaud IV crée une sérieuse exception au droit commun de la justice du marché en faveur des marchands ultramontains, en accordant à ceux qui viendraient résider dans sa maison du Val de Provins le bénéfice de sa juridiction personnelle. Mais il va même plus loin, jusqu'à garantir la dette de certains débiteurs afin de donner confiance à leurs créanciers italiens, ainsi qu'en témoigne une quittance donnée par neuf marchands romains à Guillart de Lart, citoyen et changeur de Cahors, et cautionnée par ce comte de Champagne (2).

De plus, pendant ces temps difficiles, les autorités champenoises redoublent de zèle : le préjudice causé à leur

(1) *Archives nationales*, J. 205. Ment. Bourquelot et Boutiot.

(2) *Bib. nationale*, 500 de Colbert, n° 60, fol. 24.

clientèle foraine, même à l'étranger, est l'objet de leur sollicitude.

On comprend, dès lors, qu'en raison de l'énergie avec laquelle on lutte en Champagne contre ces obstacles commerciaux, les foires puissent attendre sans trop souffrir la fin des sanctions pontificales : celle-ci d'ailleurs ne tarde pas.

En 1258 (1), l'interdit est levé par l'abbé de Montiéramy sur l'ordre de Rome, à la requête du prévôt Thinoche agissant au nom de Thibaud V. Bien plus, avec Urbain IV, troyen d'origine, la bienveillance papale redouble de nouveau. Celui-ci, à la requête de Thibaud V, interdit à l'archevêque de Sens et à l'évêque de Troyes de favoriser les clercs marchands, tentant de se soustraire aux charges pécuniaires foraines en invoquant le privilège de clergie (2). D'autre part, en 1262 (3), l'abbé de Lagny voit à son tour rapporter par Urbain V la sentence qui le frappait.

Les foires vont reprendre enfin leur cours normal et connaître les heures les plus prospères de leur existence.

Mais comment apprécier cette vitalité ? Il est naturellement impossible de s'appuyer ici sur quelque statistique fournissant le chiffre approximatif des transactions au ^{xiii}e siècle, à Troyes, Bar, Provins ou Lagny. Les registres forains, seules pièces susceptibles de jouer ce rôle,

(1) Boutiot, t. I, p. 366.

(2) Boutiot, t. I, p. 367.

(3) Cartulaire de Lagny, fol. 16.

n'ont, en effet, laissé aucune trace. Il faut donc se contenter ici de se faire une idée des affaires commerciales d'après le total des revenus des foires perçus par le comte, base bien imprécise.

Voici, en tout cas, le montant du rapport des diverses foires tel qu'il nous est révélé par l'*Extenta terre Comitatus Campanie* et Brie (1) à l'époque de sa rédaction, soit vers 1275 croit-on : St-Remi de Troyes, 700 livres ; Mai de Provins, 800 livres ; St-Ayoul de Provins, 1.000 livres ; St-Jean de Troyes, 1.300 livres ; Bar-sur-Aube, 2.000 livres.

Le manuscrit 2833 (2) de la Bibliothèque nationale fournit à ce sujet les chiffres suivants pour une date incertaine, de même période sans doute puisqu'elle se place « avant que marcheans repairans es foires eussent onques parlé du denier de la livre ne du quart de courretage, ne male-touste » : St-Remi de Troyes, 160 livres ; Mai de Provins, 800 à 900 livres ; St-Ayoul de Provins, 1.000 à 1.100 livres ; St-Jean de Troyes, 800 à 900 livres ; Bar-sur-Aube, 1.600 à 1.800 livres.

L'importance de ces revenus, augmentée encore si l'on tient compte de la différence de pouvoir d'acquisition de la monnaie au moyen âge, permet de considérer les foires comme parvenues à leur apogée. Car déjà, dès la fin de la domination comtale, certains signes de fléchissement, précurseurs de la décadence foraine future, se font sentir

(1) *Extenta terre comitatus Campanie et Brie*, publié par Longnon.

(2) Masc. 2833, *Bibl. nat.*, intitulé : *Ce que valent les foires de Champagne*.

sous l'empire de causes extérieures auxquelles le roi de France n'est pas étranger.

Sans doute, pendant longtemps, la prospérité générale du royaume n'a pas à souffrir du règne de Philippe le Hardi, le taux modéré des exactions, la bonne qualité de la monnaie ne peuvent qu'y contribuer.

La bourgeoisie garantie dans ses droits par l'ordonnance des francs-fiefs et enrichie par la sécurité publique se trouve pour ainsi dire, selon M. Langlois, « associée au gouvernement » (1).

Mais certaines mesures royales vont venir peser lourdement sur le commerce, particulièrement sur celui des foires de Champagne.

Nous ne croyons toutefois pas, malgré l'opinion de M. Bourquelot, qu'il faille imputer en cette matière les efforts de Philippe le Hardi pour attirer et fixer les Italiens à Nîmes (2) avec les mêmes privilèges que les marchands trafiquant en Champagne.

Peut-être la ruine de Montpellier, possédée par le roi de Majorque, importante étape sur la route de nos foires, en est-elle une conséquence immédiate : or le courant commercial affluant vers le Nord de l'Europe ne doit certainement pas faiblir par la légère déviation de son itinéraire, issue de cette ordonnance ; aussi devons-nous ici considérer d'autres actes royaux d'une portée plus grave.

(1) Langlois, *Le règne de Philippe le Hardi*, p. 346.

(2) Les marchands italiens s'assemblent à ce sujet à Lagny, 1277, *Trésor des chartres*, J. 335, n° 10.

En 1277 (1), la réunion à Carcassonne d'une Assemblée de prélats et de barons reconnaît au roi la pleine possession (*vel quasi*) de faire des prohibitions générales. Philippe le Hardi « pour le commun profit du royaume » défend aussitôt d'exporter le vin, les grains, « les laines », etc. : les sénéchaux et justiciers devront exiger « bonne seureté que les marchands ne les portera, ni ne fera porter, ne mener hors du royaume et de rapporter vraies enseignes qu'il les aura vendues en dependances au royaume ». Nous n'établirons réellement la portée de ce coup direct au commerce champenois qu'en examinant plus loin le rôle de sa principale cliente, l'*Arte di Calimala*, grande exportatrice de laines brutes, dont les opérations se trouvent ainsi entravées.

Une autre atteinte non moins sérieuse résulte de l'ordonnance somptuaire de 1279, spécifiant « que les bourgeois ne porteraient ni vair, ni gris, s'ils n'ont vaillant plus de mille livres tournois » ; les conséquences s'en feront sentir durement pour le négoce de pelleterie de Champagne, où convergent alors les productions de cet ordre du Nord de l'Europe.

Mais le commerce de ce comté trouve plus particulièrement à souffrir de la ruine d'un de ses quatre centres, Provins, survenue à la suite d'une révolte de 1275. A cette époque, la comtesse Blanche, mère et tutrice de la jeune comtesse Jeanne de Champagne, confie la garde de ses

(1) Langlois, p. 349, *Règne de Philippe le Hardi*.

États au roi de France qui accepte dans l'avenir pour son fils la main de celle-ci.

Pour subvenir aux frais de la campagne de Navarre, Philippe le Hardi, profitant de ses fonctions de protecteur, se fait engager Provins ; d'où levée de taille au nom du roi, fait sans précédent pour les provinois, les comtes de Champagne ayant joui jusqu'alors en matière financière et autres d'une autonomie complète à laquelle cette mesure devient une première entrave.

Le maire de Provins, Guillaume Pentecoste, croit alors trouver le moyen de payer ces impôts par un surcroît de production industrielle, obtenu en faisant sonner la cessation du travail une heure plus tard. Ce recul du couvre-feu obtient pour seul résultat de provoquer une sanglante émeute d'ouvriers, où le maire lui-même réfugié en son palais trouve la mort ; Philippe le Hardi organise sans tarder une répression terrible, en envoyant avec une armée Edouard de Lancastre et Jean d'Acre (1) dont les massacres, restés légendaires par un vieux quatrain chantant « la grant douleur à Provins », ses « penduz » et « ses affolés (2) », ont pour conséquence immédiate de ruiner la production drapière de cette ville s'élevant alors à 1 million 200 mille aunes, dit-on.

D'autres marchés de moindre importance eussent pu succomber devant de tels obstacles, mais les foires de

(1) Langlois, *Règne de Philippe le Hardi*, p. 249.

(2) Oppoix, *Histoire de Provins*, p. 316.

(3) Fabliau de Barbazin, *Chronique de St-Magloire*.

Champagne étaient déjà, nous l'avons vu, passées trop fortement à l'état d'habitude, pour en être sérieusement amoindries, aussi est-ce encore pleines de vitalité qu'elles se placent sous l'autorité royale en 1285 par l'accession de Philippe le Bel au trône.

CHAPITRE IV

LES FOIRES ROYALES.

L'avènement de Philippe le Bel, époux de la comtesse Jeanne, eut donc pour résultat de priver la Champagne de cette indépendance à peu près complète qu'elle avait connue tant que « baronnie ». Encore que, durant toute la vie de la reine, les principaux actes relatifs au comté aient continué à recevoir l'approbation officielle de celle-ci, témoin l'ordonnance de 1294 (1) concernant le régime des Italiens aux foires, témoin encore le projet de travaux de navigation de la Seine (2). Mais ces formalités administratives n'infirmant nullement ce fait évident de fusionnement de la couronne seigneuriale de Champagne à la couronne royale de France.

Or parallèlement à ce fait politique, un autre d'ordre économique se produit : les foires de Champagne tombent en décadence. Leur rapport est certain, simple concomitance ou cause à effet ? Autrement dit faut-il imputer à ce changement d'autorité le bouleversement commercial

(1) *Ordonnance des rois de France*, t. XI, p. 377.

(2) Lettre de Philippe le Bel au nom de la comtesse Jeanne, à Simon de Marthois et G. de Moisse, ordonnant les travaux nécessaires à la navigabilité de la Seine jusqu'à Troyes. *Archives nationales*, J. 199, 41, 42, 44. Ment. Lefèvre, *Les Finances de Champagne*, p. 3.

champenois ? Nous ne voudrions pas, pour résoudre cette question, nous enfermer dogmatiquement dans des considérations doctrinales sur les conséquences de la centralisation : pourtant il faut bien partir de là, quelque lointaine que paraisse cette source, pour comprendre l'étendue du préjudice souffert par l'économie locale de ce comté en raison du passage d'un état d'autonomie entière à l'état d'étroite sujétion, conséquence de la domination royale.

Sans doute le nouveau maître de la Champagne portait-il à cette contrée un intérêt spécial commandé par les nécessités fiscales de son trésor ; mais accaparé par les affaires générales de l'Etat, éloigné toute l'année de ce nouveau domaine où il ne fera que de rares apparitions et dont il ne connaîtra les besoins que de temps en temps par les doléances des habitants, le roi ne pourra descendre assez fréquemment à ces détails opportuns de gestion administrative qu'un simple comte jusqu'alors n'avait jamais négligé, pour le grand bien de ses sujets. L'eût-il voulu d'ailleurs, bien souvent son devoir de souverain le lui défendra ; car parfois de violents conflits vont se produire d'une part entre l'intérêt particulier de l'absorbé, ici l'intérêt commercial de la Champagne, où la longue indépendance avait favorisé le développement d'une véritable économie nationale propre, et d'autre part l'intérêt général de l'absorbant, c'est-à-dire le fisc royal. Or dans ces heurts ce dernier aura toujours raison. Comme le remarque en effet M. Pigeonneau (1), « la politique royale sera

(1) Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, t. I, p. 284.

brutale et avide sous Philippe le Bel, imprévoyante et avide sous les premiers Valois, mais jusque dans ses erreurs et ses violences, elle est dominée par un principe que le moyen âge n'avait fait qu'entrevoir, l'idée d'un intérêt général supérieur aux intérêts particuliers, le sentiment d'un bien public qui est la loi suprême et devant lequel tout doit s'incliner jusqu'à la coutume et à la tradition. »

Sous l'empire de considérations totalement étrangères, la conception de l'administration royale sera bien différente de celle du comte de Champagne. Tandis que celui-ci, gérant ses domaines en véritable commerçant, pèse le rendement fiscal aux forces pécuniaires du pays, le roi, acculé parfois à toutes sortes d'expédients, ira dans certains cas jusqu'à exploiter ses nouvelles possessions au sens péjoratif de ce mot.

La différence de besoins des deux princes justifie, il est vrai, la divergence de moyens employés. En tant que comté, la Champagne, quelles que fussent les guerres où elle fut partie en Orient ou en Occident, n'avait en réalité dans la politique mondiale que le rang assez effacé d'une grosse seigneurie; mais incorporée à ce royaume de France qui y joue le principal rôle, elle va, en argent et en hommes, subir les conséquences de ce nouvel honneur. Elle ne constitue plus, cette fois, un marché neutre entre l'Italie, la Flandre, l'Allemagne, l'Angleterre et la France, voyant passer les grands conflits européens sans que son commerce ait à souffrir beaucoup de leurs conséquences directes; or désormais il lui va falloir subir pour sa ruine les

guerres, les impôts, les représailles auxquels sa récente noblesse l'oblige.

Il serait toutefois injuste de méconnaître les quelques efforts tentés par Philippe le Bel pour maintenir la prospérité de ses possessions champenoises en y développant l'activité commerciale. Nulle part cette tendance n'est plus visible que dans une lettre (1) adressée en 1301 à Guillaume de Nogaret, Simon de Marthois et G. de Moisey, prescrivant des travaux destinés à rendre navigables la Voulzie jusqu'à Provins et la Seine jusqu'à Troyes ; ce projet, il est vrai, dût en rester là, en l'absence de toutes traces postérieures d'exécution. Les mesures royales concernant les foires furent plus effectives. Certains actes attestent l'intervention opportune de Philippe le Bel : des lettres de 1287, 1294, l'ordonnance générale de 1302 (2) en font mention spécialement.

Les ordonnances à peu près semblables des 11 juillet et 30 janvier 1311 (2) sur les « usures » s'efforceront d'en limiter le taux, avec, nous le verrons, une clause spéciale pour les foires de Champagne. L'exécution dans ce comté de l'ordonnance de 1312 (4) sur les épiceries et les denrées qui se vendent aux poids fait l'objet d'un mandement adressé le 13 janvier aux gardes des foires.

Longtemps les faveurs du souverain s'exercent à l'égard

(1) Déjà mentionnée.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 355.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 484.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 511.

de la clientèle foraine. Une lettre défend de troubler le commerce des marchands de Montpellier (*injuste impediatur*) (1).

Suivant divers diplômes de 1288, 1296, 1299, 1300, le roi assure aux Brugeois une pleine liberté de négoce dans ses Etats, tandis qu'un autre de 1301 accorde aux habitants d'Ypres la franchise du tonlieu de Bapaume (2).

Ces seules mesures n'eussent pu évidemment que contribuer à l'essor économique champenois ; mais la législation royale en produira bien d'autres, tant générales à tout le pays que particulières à la Champagne, dont le résultat déplorable doit être imputé principalement à la politique financière de Philippe le Bel. Celle-ci débute en 1292 par la création de la « maltôte » frappant d'un denier par livre, payable par chaque partie contractante, la vente des objets de consommation : impôt, dont la dénomination offre le témoignage peu suspect d'impopularité, qui alla en certaines villes comme Rouen jusqu'à provoquer des émeutes.

Après le centième de 1295, transformé pour la riche Champagne en un cinquantième (3), la France subit avec la guerre de Flandre la levée d'une succession de subsides, formée de « prêts » alternés de cinquantièmes, auxquels vient s'ajouter au début du xiv^e siècle le fardeau des « six deniers par livre ».

(1) Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*. Pièce justificative, p. 296.

(2) Warnkœnig, *Histoire de Flandre*, p. 194.

(3) Boutaric, *La France au temps de Philippe le Bel*, p. 261.

Ces charges fiscales sont alourdies encore par toute une série de réformes monétaires de Philippe le Bel dont l'effet fut désastreux. Elles débutent par un édit de 1295 (1) défendant à tous ceux qui ne possèdent pas 6.000 livres de revenus d'avoir de la vaisselle d'or ou d'argent, leur enjoignant dans ce cas d'en porter le tiers, les huit jours suivants, aux hôtels des monnaies et de tenir le reste à la disposition du roi. Cette prescription royale est complétée en 1296 (2) par une ordonnance interdisant l'exportation des matières d'or et d'argent ainsi que des pierres précieuses. Puis diverses altérations royales du titre de la monnaie viennent en troubler le cours, et ajouter ainsi à la perturbation générale dont souffrent les affaires, il ne nous appartient pas d'examiner ici en détail ces variations de frappe. Si nous ne considérons que le marc d'argent, dont la valeur nominative passe selon Boutaric (3) de 61 sous tournois au lundi de Quasimodo 1293, à 70 sous tournois en 1298, pour atteindre 4 livres 5 sous tournois à la St-Georges 1302, nous comprenons, dès lors, l'étendue des conséquences économiques du dédoublement de prix qui sera le corollaire immédiat de ce faux monnayage, comme aussi l'importance du gêne apporté au négoce des foires de Champagne par la circulation de ces nouvelles pièces

(1) Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 299. En 1302, dans le bailliage de Troyes, plusieurs hommes de bonne volonté sont chargés à ce sujet d'estimer sous serment la fortune de leurs concitoyens.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. XI, p. 886.

(3) V. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*.

que les changeurs ne recevront que la balance et la pierre de touche en main.

La politique commerciale de Philippe le Bel ne fut pas plus heureuse pour le négoce champenois, quel qu'ait été ici l'objet de sa législation, *ratione materiae* ou *ratione personae*.

Dans le premier cas, le coup le plus sérieux lui est porté par l'ordonnance de 1305, défendant d'exporter les draps non teints et les substances tinctoriales, à la requête des pareurs de drap de Carcassonne, émus de voir les Italiens acheter des draps grossiers en France pour les colorer et les transformer chez eux et proposant au roi d'échanger cette prohibition contre un impôt de deux deniers sur la vente en gros de la pièce de onze aunes et de sept deniers sur celle de la même pièce vendue au détail (1).

La grande cliente foraine, l'*Arte di Calimala*, déjà fortement éprouvée par l'ordonnance de Philippe le Hardi sur l'exportation des laines, en sera, nous le verrons, la principale victime.

Dans le second cas, mentionnons tout d'abord les mesures de persécutions prises contre les juifs, qui avaient su prendre jusqu'alors un rang prépondérant dans les affaires d'argent du royaume, particulièrement dans celles des grandes places de paiement, les cités champenoises. A l'ordonnance de 1295 (2) prescrivant leur arrestation générale, levée seulement moyennant rançon, succède l'or-

(1) Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 359.

(2) *Ibid.*, p. 301-302.

dre d'expulsion de 1306, renouvelé en 1311, puis les ordonnances sur les « usures » dont les Israélites sont les premiers à souffrir.

Les Italiens ont alors, eux aussi, leur part des rigueurs royales tout aussi brutalement parfois, comme parfois aussi sous le couvert de mesures législatives.

Au premier cas se rapportent les mesures de percussions de 1291 (1). A cette époque, deux florentins Biccio et Musciatta Franzesi, ayant reçu du roi, en échange de monnaies fortes, les tailles et impôts de plusieurs provinces, obtiennent du souverain, afin de s'éviter toute concurrence, un ordre d'arrestation générale des Italiens. Ceux-ci, emprisonnés dans la nuit du 1^{er} janvier, achètent leur liberté moyennant rançon et s'en vont, sauf quelques-uns retenus en France par leurs intérêts. Consiglio Cerchi, important client des foires de Champagne, victime de cet arbitraire, fait part à son correspondant d'Angleterre du préjudice causé en cette lettre : « Nous avons été et nous sommes fort tourmentés quand nous pensons aux embarras et aux dommages qui peuvent résulter de cet événement pour nos marchandises, nos capitaux, notre avoir dans les Flandres et la Champagne. De la cour nous espérons avec l'aide de Dieu qu'elle ne nous fera aucun mal, parce que nous n'avons aucun tort envers le roi : nous croyons que maintenant nos associés et nos marchandises

(1) Perrens, *Histoire de Florence*, t. II, p. 356.

ont été remis en liberté de manière que nos affaires puissent continuer comme par le passé (1). »

Plus tard la persécution royale bien que spéciale aux Siennois n'en est pas moins dure. Le 20 novembre 1308, Philippe le Bel ordonne aux administrateurs de la succession de la reine Jeanne d'arrêter les Siennois à Troyes comme partout ailleurs où on pourra les prendre et de confisquer leurs livres, leurs biens et leurs créances à son profit (2).

La mention de cette détention, faite sur la grande table de l'assemblée du conseil de Sienne, prouve combien pouvait être grande l'indignation contre ces mesures d'ordre fiscal considérées par Philippe le Bel comme fort naturelles, sans réfléchir aux conséquences funestes qu'elles pourraient avoir pour la prospérité générale de son royaume et de ses foires de Champagne particulièrement.

D'autre part, la sévérité du roi de France envers les Italiens prend souvent une forme moins vexatoire, plus légale sinon plus douce.

La première atteinte de ce genre leur est portée par l'ordonnance du 7 mars 1294 (3) « touchant les droits que doit payer la Compagnie des marchands et changeurs ultramontains, fréquentant les foires de Champagne et les privilèges accordés à cette Compagnie » dont voici les principales dispositions :

(1) Perrens, d'après *Storia dei municipi italiani*, t. II, p. 237.

(2) Robert Davidsohn, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, p. 109.

(3) *Ordonnance des rois de France*, t. XI, p. 377.

« De toutes les marchandises que lesdits marchands vendent ou achètent dans lesdites foires, il sera payé au roi par l'acheteur un denier tournois par livre de petits deniers tournois du prix d'icelles et autant par le vendeur : ce qui aura lieu aussi pour les affaires faites à Nîmes. » Cette charge, il est vrai, est présentée ici comme une faveur puisqu'un tarif double est applicable dans tout le reste du royaume. Il en est de même pour les opérations de change qui donnent lieu à perception par le roi d'une pite tournoise (1) pour chaque livre de petits tournois et d'une obole tournoise en tout autre lieu, tandis que pour chaque livre d'or ou d'argent en masse vendue au poids il est dû partout un petit tournois.

Philippe le Bel tente toutefois d'atténuer la rigueur de cette ordonnance en accordant en retour aux Italiens : le conduit royal, l'autorisation à résidence en certaines villes telles que Paris, St-Omer, Nîmes, La Rochelle ; l'exemption de tous droits d'ost et chevauchée ; la suppression de toute solidarité entre eux en cas de délit, le monopole de leur juridiction aux gardes des foires, bref un ensemble de privilèges qu'il ne fait guère ainsi que codifier puisqu'ils en possédaient antérieurement la jouissance en fait, sinon en droit.

Or, le prix déjà fort élevé de ces faveurs va renchérir encore avec Louis X le Hutin dont l'ordonnance du 9 juillet 1315 (2) aggrave le régime du négoce italien.

(1) Les changeurs de profession payent en monnaie paris.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 584 et *Recueil des anciennes lois d'Isambert*, p. 105.

Cette fois, pour chaque livre de marchandise vendue aux foires de Champagne, il faut payer deux deniers de la monnaie usée par le marché (quatre deniers ailleurs). Pour tout contrat, vendeur et acheteur doivent chacun une maille par livre, au lieu de la pougeoise exigée jusqu'ici (un denier par livre ailleurs).

Pour toute affaire d'or et d'argent, acheteur et vendeur doivent chacun deux deniers pour chaque livre du prix.

Enfin il est prescrit établissement de courtiers, spéciaux aux Italiens, nommés par le roi, à qui il doivent rede-vance comme celui-ci le juge à propos.

La brève analyse de ces deux ordonnances suffit à indiquer quelles furent leurs conséquences néfastes.

Le marché français, sur lequel se trouvent fortement engagées la plupart des maisons italiennes, leur devient désormais partiellement fermé : leur solidité en subit immédiatement la répercussion. La faillite en 1312 de la célèbre maison Tolomei de Sienne (dont nous verrons plus loin la place importante en Champagne), suivie de la fuite de la plupart des associés de cette Compagnie au grand préjudice de leurs alliés les Bardi (1), n'est probablement pas étrangère aux mesures fiscales du roi de France.

Dès lors, on le comprend, les Italiens commencent-ils peu à peu à se passer de l'intermédiaire de la Champagne pour commercer avec leurs principaux clients, les Flamands, empruntant soit la vallée du Rhin, soit surtout la

(1) Georges Yver, *Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale aux XIII^e et XIV^e siècles*, op. cit., p. 41.

voie de mer comme l'explique grossièrement le Cartulaire Caillot, en un récit légendaire où intervient comme explication la « rupture d'une roche en mer ». Nous ne cherchons pas, comme l'a tenté M. Bourquelot (1), à retrouver l'énigme de ce passage plus ou moins fantastique qui ne peut servir que de présomption de l'itinéraire maritime suivi par les Italiens, établi de façon certaine en 1312 seulement, date à laquelle Venise expédia à Anvers la première galère ; en 1318, lors du traité de commerce qui est consenti par Bruges, se crée un service régulier de communications entre les Flandres et l'Italie qui nécessitera, en 1325, la création d'une escadre spéciale dite « Escadre des Flandres » (2). Bien plus, les galères vénitiennes arriveront désormais à espacer leurs escales sur les côtes méridionales de France, parfois sans doute auront-elles encore l'ordre de toucher en passant à Aigues-Mortes, mais en général, selon l'opinion de Heyd (3), elles couperont en ligne droite à partir de la Sicile et de l'Italie méridionale et feront de même en retour.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de descendre si loin pour examiner le mouvement de désertion foraine due aux Italiens.

Dès la fin du ^{xiii}e siècle, un léger fléchissement se produit déjà dans le total de marchandises subissant le tonlieu de Villeneuve près de Chillon (4), l'un des principaux

(1) Bourquelot, *op. cit.*

(2) Octave Noël, *Histoire du commerce du monde.*

(3) Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, t. II, p. 716.

(4) D'après Schulte, *Geschichte des Mittelalterlichen Handels und*

passages du négoce latin : c'est ainsi qu'en janvier 1286, en 213 jours, on y compte 2.211 ballots 1/3 de draps français et lombards, 1.448 ballots de laines et de cordonans et 80 charges de draps et de pacotilles pesées au transit, contre 11.858 ballots et 722 charges le 30 novembre 1294, en 1.022 jours.

Les Flamands de leur côté n'attendent pas le signal des Italiens pour quitter aussi les foires de Champagne : la législation royale ici encore suffit à les détourner. Sans doute, en 1304, une ordonnance de Philippe le Bel permet-elle le commerce aux marchands du Brabant, avec cette seule réserve capitale qu'ils n'apporteront pas de marchandises de Flandres ; mais des lettres de Louis le Hutin, en février 1315 (1), viennent défendre expressément tout négoce avec les Brabançons, aussi bien qu'avec les Flamands, alléguant « qu'il est montré que les genz de ladite « terre dudit Duc viennent dans notre royaume, achatent, « blez, vins, chevaus, armures et emportent de quoy nos « diz anemiz sont soutenuz, confortez, aidiz et nourris en « leurs fauces et malicieuses erreurs et rebellions contre « nous, laquelle chose nous ne pouvons, ne ne voulons « plus souffrir ».

Cette guerre de Flandre va en effet porter le coup de grâce au commerce de Champagne, non pas tant en raison des sacrifices militaires et pécuniaires qu'elle exige de

Verkehrs zwischen westdeutschland und Italien mit Auschluss von Venedig, t. II, p. 164.

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 619.

cette province que par suite de l'obstacle qu'elle oppose à l'arrivée de sa clientèle foraine du nord de l'Europe. Les variations de revenu du tonlieu de Bapaume (1) vont à ce sujet nous donner de précieux renseignements. Voici les chiffres appréciés à diverses époques :

En 1285, 2.400 livres parisis ; 1286, 2.600 l. p. ; 1301, 3.200 l. p. ; 1302, 3.250 l. p. ; mais en pleine hostilité en 1303, 1.226 l. p. ; 1304, 1.554 l. p. ; 1305 (signature de la Paix), 1.374 l. p. ; 1306, 1.900 l. p. ; 1307, 3.200 l. p. ; 1310, 3.250 l. p., la guerre recommence alors ; 1325, 2.600 l. p. ; 1328, 2.800 l. p.

Exactions fiscales, guerres, telles sont donc les grandes sources de décadence foraine extérieures à la Champagne dès le début de la domination royale ; elles se trouvent résumées dans un registre de l'hôtel de ville de Troyes « Au temps du roy Loys qui régnaît l'an 1315 » dont la publication déjà faite par M. Lalore et P. Pithou (2) nous dispensera ici d'insister.

Mais la « grande playe es foires » dont parle ce document devient en outre pendant cette période la résultante indirecte d'autres faits dont l'influence sur le commerce champenois est plus lointaine peut-être, quoique non moins vive. C'est ainsi que la Champagne souffre cruellement du fameux procès des Templiers.

(1) Schulte, *op. cit.*, t. II, p. 164 et 350.

(2) Pithou, *Coutumes du bailliage de Troyes. Annales manuscrites de 484 à 1344*, et abbé Lalore, *Ce sont les coutumes des foires de Champagne*, texte publié par M. Bourquelot, t. I, p. 319.

L'ordre du Temple fondé par un chevalier troyen, grâce aux libéralités comtales, s'était fortement développé dans le pays : ses nombreuses commanderies disséminées à travers la campagne représentaient par leurs exploitations agricoles, leurs forges, leurs moulins, un élément primordial de la prospérité locale, que la spoliation de ses possesseurs va ruiner à jamais.

Cette condamnation inique jointe à l'excès de fiscalité ne contribue pas peu à provoquer cette indignation générale d'où sort la coalition de nobles et communiers de l'Artois et de la Champagne ligués en 1314 avec l'appui du sénéchal de Joinville (1), l'ami de St Louis presque centenaire, devenu l'ennemi de Philippe le Bel, qui rachètera sa conduite en 1315 en offrant son épée à Louis X le Hutin contre les Flamands.

Le règne de ces deux rois voit donc le début de la décadence des foires de Champagne sous l'empire de causes fort diverses ; avec Philippe le Long, cette décroissance va s'accroître encore par suite d'un nouvel alourdissement des charges pesant sur les Italiens, ainsi qu'il résulte de l'ordonnance de 1317 (2), qui établit contre eux une sorte de prime à la délation, en attribuant à celui qui dénonce leurs contrats le quart de l'amende dont ils sont passibles ; Philippe le Long pourtant tentera bien une réforme.

(1) Boutiot, t. II, p. 35.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 649.

L'article 44 de l'ordonnance du 18 juillet 1318 (1) « pour le profit du roi et le gouvernement de son hôtel » comporte création d'un fonctionnaire chargé de réprimer les fraudes relatives au sceau forain, le « garde scel ». Cette mesure caractérise on ne peut mieux la tendance de la politique commerciale du roi relative aux foires : il ne cherche plus, dès lors, à en obtenir un accroissement de revenu par une rénovation de la prospérité économique de Troyes, Bar, Provins ou Lagny, mais simplement à trouver un meilleur rendement des impôts existants en surveillant de très près la perception des « droits de scel » qui en forment une source d'autant plus importante que leur taux ne fera que croître, à en juger par l'augmentation du prix d'affermement, passant de 17 livres primitivement, à 55 livres en 1287, puis en 1341, 209, 290 et même 319 livres (2).

Cette conception, essentiellement utilitaire, du rôle des foires de Champagne, aura pour résultat immédiat d'en parachever la ruine totale, témoin ce tableau des revenus forains, emprunté à M. André Lefèvre, d'après l'*Extent*, et appréciés :

	En 1287	En 1296	et sous Philippe le Long
	livres	livres	livres
La foire St Jean de Troyes.	1.084	1.375	300
— St-Remi de Troyes.	700	1.368	60
— St-Ayoul de Provins.	1.000 à 1.053	1.554	400
— Mai de Provins . .	800	1.225	250
— de Bar-sur-Aube. .	2.000	1.240	700

(1) Boutiot, t. II.

(2) André Lefèvre, *Les finances de Champagne*, p. 13.

D'autre part, le manuscrit 2835 (1) de la Bibliothèque nationale fournit les chiffres suivants correspondant à peu près à ceux de l'*Extenta* pour cette troisième période : ce qui permet donc de les rattacher au règne de Philippe le Long, bien que ce texte soit muet à ce sujet, se bornant vaguement à en placer la date « après la levée des nouveaux impôts » : St-Jean de Troyes, 300 livres ; St-Remi de Troyes, 60 livres ; St-Ayoul de Provins, 450 livres ; Mai de Provins, 250 livres ; Bar-sur-Aube, 700 livres.

L'importance de la décadence foraine, survenue ces trente dernières années en de si fortes proportions, semble augurer désormais la prochaine disparition des marchés champenois à brève échéance. Il n'en est rien pourtant : ils vont subsister longtemps encore grâce à certaines réformes dont Charles IV donne l'exemple : En 1324, autorisation d'exporter est donnée pour un certain nombre de marchandises, moyennant le « droit de rêve », droit *ad valorem* modique de 4 deniers par livre tournoise de draps notamment. De plus, l'ordonnance de juin 1326 (2) réalise presque complètement les vœux formulés antérieurement sous Philippe le Long par les gardes de foires. En voici les principales dispositions : Les impositions royales telles que le quart de courtage, les six deniers pour mandement, les trois deniers par livre sont supprimées, de même aussi que les grâces, répit accordés aux

(1) Déjà cité.

(2) *Ordonnance des rois de France*, t. I, p. 794.

débiteurs par les gardes, qui par contre devront suspendre les défenses de foires par eux édictées.

A côté de certaines règles relatives aux Italiens, telles qu'obligation à domicile principal aux foires de Champagne ou à Nîmes ou encore obligation à venir en ces foires sauf à quitter le royaume dans les trois mois, cette ordonnance contient en outre certaines mesures administratives intérieures, inspirées d'un large esprit de décentralisation : les sergents intitués sont seuls assermentés, les fonctionnaires du pouvoir central, les prévôts doivent obéir aux mandements des gardes, pourvus de pleins pouvoirs sur ces marchés où le roi renonce à intervenir au moyen de commissaires, donnant compétence à deux personnes de son conseil pour régler tout conflit de pouvoir éventuel.

Tel est donc le résumé de cette ordonnance type dont vont s'inspirer postérieurement toutes les ordonnances royales : celles-ci, en effet, ne tendront pas à établir des prescriptions nouvelles basées sur les nécessités du moment, mais au contraire, orientées par ce vieux principe inhérent à l'esprit de réforme de l'ancien régime, selon lequel la source des bonnes institutions inaltérées par le temps se trouve dans le passé, elles s'efforceront de s'appuyer sur les mesures précédentes, afin de remplir le but, défini en ces termes par Charles IV dans l'ordonnance de 1327 (1) : « Il nous plect et voulons que noz dites Foires de

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 800.

Champagne et de Brie soient remises à leur Etat ancien. Pourquoy nous voulons que les coutumes mises et establies de novel soient du tout abatues. » Il est inutile par conséquent d'insister ici sur les divers actes royaux du milieu du xiv^e siècle dont les dispositions sont à peu près semblables ; notons seulement l'ordonnance de Philippe VI de Valois en décembre 1331 (1) « touchant les foires de Champagne » ; les lettres du même roi en 1344 (2) pour leur « réformation », suivies de l'ordonnance de 1345 (3) touchant la vente des biens en exécution des mandements de foires, et de celle de 1349 (4), dont les principaux articles comportent prohibition d'exporter les laines, autorisent les stipulations de paiement à la valeur de l'or et de l'argent au moment du contrat et visent en outre certaines réformes administratives.

Toute cette législation aux foires de Champagne obtient-elle un résultat appréciable ? Ceci est difficile à constater, bien que l'*Extenta terre comitatus Campanie et Brie* (5) mentionne pour l'année 1341 un léger relèvement du revenu global forain :

517 livres pour la foire St-Jean de Troyes au lieu de 300 livres sous Philippe le Long.

480 livres pour la foire St-Remi de Troyes au lieu de 60 livres sous Philippe le Long.

(1) *Ordonnances des rois des France*, t. II, p. 73.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 200.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 234.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 305.

(5) Résumé, André Lefèvre, *op. cit.*, p. 13.

360 livres pour la foire Mai de Provins au lieu de 250 livres sous Philippe le Long.

C'est que cette hausse n'est peut-être qu'artificiellement due à la majoration de certains impôts indirects, tels que le droit de sceau dont nous avons antérieurement noté la croissance.

En tout cas, quelle que fut la faiblesse du rendement obtenu, l'effort royal n'en va pas moins s'exercer longtemps encore par de nombreuses ordonnances : l'une d'elles, due à Jean le Bon en 1351 (1) « pour le bien, l'utilité, la réformation du royaume », prescrit une enquête pour la recherche des anciennes coutumes foraines ; une autre de 1353 (2) concerne les sergents. Puis il sera encore question des foires de Champagne dans le règlement des drapiers de Troyes en 1360 (3) et dans un acte de Charles VI ; mais, dès lors, leur grandeur est bien finie : car le commerce européen a déserté bien plus que les marchés champenois la France elle-même. En 1386, le tonlieu de Bapaume (4) n'atteint plus que 371 livres, et 288 livres en 1423 contre 2.800 livres, nous l'avons vu, en 1328. L'activité négociante s'est tournée vers d'autres voies. Nombreuses sont à cette époque les foires étrangères. Celles de Salmone, Capoue, Lucerne, Bari, Tarenta, Consenza et

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. II, p. 450.

(2) *Ibid.*, t. IV, p. 219.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 412.

(4) Schulte, *Geschichte des Mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien mit Ausschluss von Venedig*, t. II, p. 350.

Regio (1) ont été depuis longtemps créées par l'empereur. Mais la grande place commerciale est alors sans contredit Gênes.

Aussi comprend-on que le voisinage économique si dangereux de cette ville aux portes du royaume ait déterminé le roi de France à lui créer à Lyon une sérieuse rivale. Ce choix semble alors particulièrement heureux. Ehrenberg (2), en effet, considère cette cité comme « le centre du réseau d'attraction politique entre la France et l'Italie, jouant le rôle d'une seconde capitale du pays, servant de voie d'accès à l'impétueux torrent de la renaissance florentine ». Les considérations auxquelles obéit le Dauphin l'an 1419 (3) en accordant à la ville de Lyon deux foires de six jours chacune sont évidemment d'ordre moins relevé ; elles doivent être étroitement commandées par les intrigues politiques de l'époque troublée par la fameuse querelle des Armagnacs et des Bourguignons.

Troyes tient alors pour le duc de Bourgogne « Jean sans Peur » qui, après avoir enlevé la reine Isabeau de Bavière, impuissant à s'emparer de Paris, s'efforce de faire de cette place champenoise la tête du royaume, en y créant une Cour, un Conseil, un Parlement, une Chambre des Comptes. Dès lors, quoi de plus naturel de voir le Dauphin rompre la tradition commerciale du pays en transportant ailleurs deux grandes foires françaises ; devenu roi, la dé-

(1) *Ibid.*, t. II, p. 166.

(2) Ehrenberg, *Das Zeitalter der Fugger*.

(3) *Ordonnances des rois de France*.

termination de ce prince ne fait que persister. Par lettres patentes de Charles VII en 1443 (1), le nombre des foires de Lyon est porté à trois, de vingt jours chacune.

Cependant les Troyens s'émeuvent, le procureur au bailliage de Troyes, les officiers forains, les abbayes du diocèse, les notables de la ville protestent auprès du roi contre ses lettres, et ce, bien vainement : le 7 août 1444 elles sont enregistrées par la Cour des Comptes. Inutile aussi le voyage entrepris à Châlons par l'évêque Jean Leguisé (2), assisté de quinze bourgeois de Troyes, en vue de remontrances au roi ; il aboutit à la délivrance de lettres patentes (19 janvier 1445) (3) confirmant les foires de Champagne, mais ne brisant nullement celles de Lyon.

Bientôt va se produire un curieux conflit rapporté par M. J. Pierre dans ses *Notes sur les foires de Champagne*, d'après une pièce des Archives de Lyon. A la suite de protestations élevées de toutes parts, des « Etats » de Paris, de Languedoc, de Tours notamment, contre les foires de Lyon, accusées de l'exode du numéraire, le Conseil du Roi décide d'aviser à la recherche d'une autre place pour la tenue des foires françaises. Plusieurs villes entrent aussitôt en lice pour briguer cette désignation ; telles sont Tours, Troyes, Bourges et aussi Lyon qui se défend. Nous avons déjà mentionné antérieurement les articles présentés à ce sujet par notre cité troyenne ; notons encore ce passage

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 399.

(2) *Archives de l'Aube*, G. 127, fol. 199. V. ment. Lalore.

(3) *Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 431.

d'où ressort toute l'âpreté du conflit : « (Nos foires) douées de plusieurs beaulx et grans privilleges et lesquelles ou parties d'icelles ont esté, puis certain temps en ca, au très évident dommâge dud. S^r et de toute la chose publique de son royaumê, establies en la ville de Lyon, dont est advenu aud. Royaume peste et dommâge irréparable ainsi que lieu a esté reconnoistre par les gens des troys estaz et par toutes genz en ce connoissans » (1).

Lyon, Tours, Bourges ripostent alors, invoquant la proximité de Troyes avec l'Allemagne, trop propice à l'exportation du numéraire national. Bourges l'emporte en partie, obtenant par lettres patentes du 2 août 1484 deux des foires de Lyon, bien que, selon l'opinion des Troyens, elle ne fut qu'apte à produire « bonnes et seures maisons pour le feu ». Or, cette prophétie se réalise justement avant que l'enquête royale sur l'attribution des autres foires ait eu le temps d'aboutir : un incendie détruit le marché de Bourges et a pour résultat immédiat de provoquer par lettres patentes du 14 juin 1486 le partage de quatre grandes foires françaises entre Lyon et Troyes. L'avantage de cette dernière ville est, il est vrai, de bien courte durée, car un édit de juin 1494 vient rendre à Lyon entièrement son circuit forain.

Dès lors, les véritables « foires de Champagne et de Brie » sont bien finies, ou du moins nous refusons l'emploi de cette expression à la multitude des foires dont nous n'énu-

(1) J. Pierre, *op. cit.*, p. 19 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 32, 33.

mèrerons pas ici les concessions, survenues du ^{xv}^e siècle à nos jours, au profit de Troyes, Bar, Provins, Lagny et d'ailleurs. Sans doute divers actes royaux s'efforcent-ils d'affirmer la survivance des anciens marchés champenois, tel le mémoire officiel de 1696, établissant que les deux grandes foires de Troyes n'ont jamais été révoquées, mais seulement discontinuées, tandis que le clergé et notamment l'évêque Bouthillier (1), par des processions, demande à la protection divine le retour de l'antique prospérité commerciale du pays ; sans doute aussi, ces dernières foires atteignent-elles parfois une certaine vitalité, comme en témoigne l'état de celle de Troyes, en septembre 1734 (2), mentionnant la venue de 44 marchands d'Amiens, Nogent-le-Rotrou, Tours, Paris, St-Germain-en-Laye, Joinville, Wassy, Montier-en-Der, Lyon, de Flandre, Savoie, Provence, avec 420.000 livres de marchandises dont 307.000 sont débitées et 113.000 restent invendues. Mais il n'y a, dans ces manifestations persistantes de l'activité économique de notre province, aucun rapport avec le circuit minutieux des « foires de Champagne et de Brie » dont nous venons de faire l'histoire avant d'en étudier le mécanisme intérieur.

(1) *Archives de l'Aube*, G. 49.

(2) *Archives de l'Aube*, G. 1906, original. Ment. Lalore.

DEUXIÈME PARTIE

HISTOIRE INTERNE

CHAPITRE V

LA « TENUE » DES FOIRES.

Le trait caractéristique, distinguant nettement nos foires de Champagne de tout marché ordinaire, ne réside pas tant dans leur importance économique que dans la complexité de leur organisme.

Elles exigent en effet pour être « livrées » ou « tenues », selon les expressions de l'époque, un ensemble de règles précises, relatives au temps, au lieu, à la pratique de cette tenue que nous nous efforcerons d'exposer ici.

I. — Quand les foires étaient-elles « tenues » ?

Deux catégories de documents peuvent servir à déterminer les diverses dates de tenue des foires de Champagne. Les uns concernent globalement les six foires, les autres sont spéciaux à certaines d'entre elles.

Dans le premier cas nous nous guiderons sur sept manuscrits, amplifiant ainsi le chiffre des sources de M. Goldsmidt (1) et Huvelin, restreignant celui de Bassermann (2), n'ayant pas, en effet, quant à nous, consulté *de visu* la pièce italienne que Bourquelot mentionne aussi de son côté.

Bornons-nous donc à cette énumération :

a) Le Cartulaire Caillot du xvi^e siècle, fol. 118 : « Quand les foires sont livrées », Bibliothèque de Provins.

b) Manuscrit n° 16537 (xiii^e siècle), fonds latin, Bibliothèque nationale, fol. 45.

c) Manuscrit n° 12581, fonds français, Bibliothèque nationale, xiv^e siècle : « Ci commence la devisions des foires de Champaigne ».

d) Manuscrit n° 25545, fonds français, Bibliothèque nationale, xiii^e ou xiv^e siècle, fol. 17 : « Ci commencent les foires de Champainne et de Brie ».

e) Manuscrit 412, fonds français, Bibliothèque nationale, fol. 2.

f) Manuscrit n° 2625, fonds français, Bibliothèque nationale du xvi^e siècle : « Quant les foires sont liurées ».

g) Manuscrit *Archives de Douai*, Reg. AA 90, fol. 29 V, mai 1248 : « Ci puet on savoir quant les fiestes de Borgoingne falent » publié par Fagniez et Bassermann.

Dans le second cas citons :

(1) Goldsmidt, *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht*, t. XL, p. 4 et suiv.

(2) Bassermann Elisabeth, *Die Champagnermessen*, p. 6 et suiv.

a) Manuscrit 5378, ancien fonds français, Bibliothèque nationale, donnant le cours des foires de Troyes, publié par Bourquelot.

b) *L'Extenta terre Comitatus Companie et Brie*, publiée par Longnon, *Documents relatifs au Comté de Champagne*, Ballivia Trecensae, Ballivia Pruvinis (p. 69 J.), Ballivya Chalonum (p. 169 N).

c) Cartulaire de Lagny. Bibliothèque Nationale.

d) Chartre Henri le Libéral 1160 en faveur de l'abbaye St-Maclou de Bar, *Archives de l'Aube*, 7 G 1, publiée d'Arbois de Jubainville.

Quelles sont d'après ces divers documents les dates d'ouverture des six foires de Champagne?

Pour ce qui est de la foire de Lagny, ces pièces sont unanimes à en placer le début le lendemain du nouvel an, époque orthographiée fort particulièrement selon les manuscrits. « Le lendemain de l'an neuf » (1), « de l'an renuef » (2) ou « del aneenuf » (3). Bien que selon l'année des clercs, auteurs de ces écrits, « l'an neuf » dut désigner le Noël, nous nous rallierons à l'opinion générale plaçant cette ouverture le 2 janvier (contrairement à Bourquelot (4) indiquant le premier de ce mois sans étayer son affirmation).

Bar-sur-Aube se tenait ensuite le mardi avant la mi-

(1) Cartulaire Caillot.

(2) Manuscrits 12581, 25545, 412.

(3) Manuscrit des *Archives de Douai*.

(4) Bourquelot, t. I, p. 80.

carême, date très variable pouvant aller, comme le remarque M. Huvelin (1), du 24 février au 30 mars.

Puis c'était au tour de la foire de Provins, connue sous la désignation de « Mai », le mois normal où elle était livrée, quoique son jour de début, le mardi avant l'Ascension, oscillant du 28 avril au 1^{er} juin, pût l'en écarter entièrement parfois.

La foire St-Jean de Troyes, qualifiée « chaude » en raison de sa tenue estivale, s'ouvrait alors du mardi suivant la St-Jean en quinze. Sans doute ici le manuscrit 12581 substitue-t-il un délai de onze jours à celui de quinze fourni par tous les autres textes, mais nous adopterons par conséquent l'opinion de cette majorité de sources, quelle qu'en fut la diversité d'orthographe « dou premier mardi en XV iors après la fête Saint-Jehan (2) » ou « le mardy après la XVaine de la St-Jehan (3) ».

D'ailleurs ces quinze jours se changeaient en trois semaines au cas où la St-Jean (24 juin) tombait un mardi. Cette foire de Troyes commençait donc le 9 ou 15 juillet suivant les années.

Ensuite la foire St-Ayoul de Provins débutait le jour de l'exaltation de la Croix, c'est-à-dire le 14 septembre. Et enfin la foire froide de Troyes de la St-Remy se livrait le lendemain de la Toussaint (le jour même selon l'*Extenta*) pour clore le circuit forain.

(1) Huvelin, *Essai*, p. 249.

(2) 412.

(3) 2625.

En ce qui concerne la fermeture des foires de Champagne, les documents a, b, c, d, e, f, g susmentionnés n'ont spécifié aucune date : celles-ci n'en sont pas moins possibles à déterminer, grâce aux données fournies par lesdites pièces relativement à la division intérieure de la période foraine, quelle que fut l'obscurité de ces renseignements, comme nous le verrons plus loin en étudiant en détail l'ordre des opérations de nos foires. Nous n'insisterons donc pas maintenant sur les discussions doctrinales auxquelles a donné lieu l'interprétation de ces manuscrits.

Pourtant une question ici se pose au premier abord. Quelle durée assigner à chaque temps de foire ? 52 jours avec Goldsmidt en prenant à la lettre les expressions « XV jours », « VIII jours » indiquant certaines phases foraines ? ou 49 jours avec Bassermann (1) en n'y voyant que d'usuelles locutions françaises désignant deux semaines et une semaine, donc 14 et 7 jours ? Sans doute cette dernière opinion nous paraît-elle partiellement juste, nous n'en croyons pas moins à une tenue de foire plus longue, ainsi qu'il résulte de l'examen des textes publiés plus loin, en additionnant les VIII jours d'entrée (soit 7 jours), les 10 jours consacrés à la vente du drap, le mois de change (soit 30 jours) et les 4 jours de lettres de foire, soit 51 jours.

Ceci posé, le problème de la recherche des dates foraines se trouve résolu, en tenant compte il est vrai de certaines particularités de détail : c'est ainsi que le temps de la foire Mai de Provins devait être réduit à 46 jours « et

(1) Basserman, p. 14.

durant per XLVI dies » comme le spécifie l'*Extenta*. De plus, au cours de la longue histoire de nos foires, les délais d'ouverture ont varié parfois suivant les époques : M. d'Arbois de Jubainville par exemple a fait remarquer que la foire de Bar sur-Aube (1) devait avoir une durée de deux semaines seulement en 1160, car à cette date le comte Henri concédant au chapitre St-Maclou le péage et le tonlieu de Bar, se réserve formellement la période foraine, la plus lucrative par conséquent, formée par les 3^e et 4^e semaines du temps de carême « *a dominica qua cantatur Oculi mei usque ad dominicam qua cantatur Judica me* ». La durée de cette foire fut augmentée postérieurement comme celle de certaines autres. La St-Remi de Troyes finissant selon l'*Extenta*, « *ebdomada ante nativitatem domini* », atteignit ensuite le 1^{er} janvier, de même que la St-Jean connût tardivement pour terme la St-Michel.

En tout cas malgré ces variations exceptionnelles, la période foraine normale de 51 jours nous permet d'établir ainsi, approximativement, le circuit des foires de Champagne :

	Ouverture.	Clôtures
Lagny.	date fixe 2 janvier.	22 février.
Bar-sur-Aube. . . .	d. variable { 24 février { au { 30 mars	{ 15 avril { au { 20 mai.
Mai de Provins (46 jours)	d. variable { 28 avril { au { 30 juin	{ 13 juin { au { 16 juillet
St-Jean de Troyes .	d. variable { 9 juillet { ou bien { 15 juillet	{ 29 août { ou bien { 4 septembre.
St-Ayoul de Provins	d. fixe 14 septembre	La Toussaint.
St-Remi de Troyes.	d. fixe 2 novembre	23 décembre.

(1) D'Arbois de Jubainville, *Histoire de Bar-sur-Aube*, p. 37.

Voilà donc le mouvement commercial champenois oscillant, tel un pendule, avec une amplitude décroissante des places les plus éloignées, aux plus rapprochées, coupée d'intervalles merveilleusement adaptés aux nécessités économiques du négoce ambulant, puisque leurs délais atteignent jusqu'à une moyenne de 17 jours entre les marchés séparés par une distance maxima (Lagny-Bar, 150 kil. à vol d'oiseau) pour disparaître totalement parfois (ex. St-Ayoul) entre les plus voisins (Provins-Troyes, 50 kil.).

Nous comprenons, dès lors, quel important facteur de vitalité est fourni aux foires de Champagne par la précision de ce mécanisme coutumier, suivant lequel elles sont « livrées ».

II. — Où les foires étaient-elles tenues ?

L'aspect général d'une foire moderne ne peut se comparer à celui que présentaient probablement nos anciens marchés champenois. Si aujourd'hui, sous l'autorité de toute municipalité jalouse de l'esthétique et du bon ordre de sa cité, les établissements forains sont administrativement parqués sur tel boulevard ou telle place déterminée, selon un alignement rigoureux, il n'en était pas de même au moyen âge ; il eût d'ailleurs été fort difficile de trouver un emplacement assez vaste, pour contenir d'un seul tenant le négoce forain alors considérable, dans une ville de cette époque que la stratégie militaire contraignait au resserrement en d'étroites ruelles. Y fut-on parvenu ?

Le commerce international, alimenté en ces temps de marchandises de prix, de luxe en général, n'eut pû s'exercer sur des étalages temporairement fixés, dans des baraques en planches disjointes, suffisantes de nos jours à la pacotille nomade. On usait pourtant d'étaux (stabula) dressés, nous le verrons, dans les espaces libres de Troyes, Bar, Provins, Lagny, mais la grande vente se faisait principalement en des « halles », vastes maisons louées par les bourgeois du lieu aux commerçants étrangers, éparses à travers toute la ville, si bien qu'il eût été difficile d'avoir alors une vue d'ensemble de ce que nous appelons un « champ de foire », malgré les descriptions imaginées écrites depuis à ce sujet.

Cette dissémination des comptoirs commerciaux ne résultait pas, comme il semble au premier abord, de l'absence de toute délimitation : celle-ci au contraire s'exerçait fort activement dans nos places négociantes, mais périphériquement seulement, pour assurer la perception de certains impôts sur loyers, au profit de l'autorité seigneuriale ou ecclésiastique, si bien qu'à défaut d'emplacement forain proprement dit, on pouvait y distinguer néanmoins certains quartiers, dominés par l'élément nomade et marchand une partie de l'année, et distants quelque peu du centre urbain.

Or, cette extériorité du *mercatum*, loin d'être spéciale aux cités champenoises, se retrouve à peu près dans toutes les villes du moyen âge douées de quelque activité économique ; aussi des divergences doctrinales se sont-elles

produites sur le rôle à attribuer à ce marché dans le développement de la cité. Doit-on lui accorder en cette matière, avec Sohm et Huvelin, une influence prépondérante, lui faire une large place dans l'origine de la paix de la ville, du droit de la ville ainsi que de sa justice et son conseil ? Ou faut-il, par contre, avec Keutgen (*Untersuchungen über den Ursprung der deutschen Stadtverfassung*) et Rietschel (*Markt und Stadt in ihrem rechtlichen Verhältniss*), refuser de voir en la ville du moyen âge un *mercatum* développé, sans nier toutefois la contribution postérieure de celui-ci à la vie municipale, expliquant la fréquente absorption du vieux bourg militaire par le faubourg commercial ? Telle est la question que se pose M. Pirenne (1). Un simple coup d'œil sur l'histoire topographique de nos quatre places de Champagne permet aisément de se rallier à cette dernière théorie, qui, avec Troyes par exemple, ne peut trouver de meilleure confirmation. Ici, le quartier négociant est nettement caractérisé par sa concentration à l'ouest de l'île, constituée par deux dérivations de la Seine, le rû Cordé et le rû Meldancon, agglomération essentiellement aristocratique et religieuse, groupant autour de l'austère palais des comtes les riches abbayes et les hôtels seigneuriaux, formant le noyau central de l'ancienne cité, par opposition à la banlieue occidentale de la ville, développée postérieurement en dehors de l'enceinte primitive, dominée par les paroisses St-Jean et St-Remy, sous le patronage desquelles se tiennent les foires.

(1) Pirenne, *Ville, marchés et marchands*.

Cette dualité de marchés, réelle dans le temps, ne concerne nullement le lieu. En foire chaude ou en foire froide, les comptoirs commerciaux s'établissent toujours dans les mêmes halles aux quartiers Beffroi et Concels presque exclusivement, dont l'activité économique semble concentrée autour de l'église St-Jean.

Là, en effet, se groupent les principaux organes administratifs forains, le poids public, la loge des gardes au couchant de l'église, la place des changes, dans cette cour plus tard dénommée « Marché au pain », voisine de la rue du Petit Credo, où se tient la loge du prévôt ou « loge aux plaids » (1). Cette centralisation de services publics en un même point, générale en nos quatre places champenoises, est nécessitée par le besoin de parer à l'inconvénient pour la marche des affaires, résultant de la dissémination des maisons commerciales.

En ce qui concerne le négoce local troyen, on trouve encore une certaine unité par suite du classement des industries rue par rue, dû à l'organisation corporative de l'époque : aussi les dénominations de ganterie, draperie, tannerie, épicerie, se retrouvent-elles dans toutes les principales voies urbaines de Troyes, Bar, Provins et Lagny. Les marchands ambulants se logent au contraire au hasard comme ils peuvent. Dans le quartier du « beffroi », rue de Montpellier (plus tard Clef de bois), les négociants de cette ville voisinent avec ceux de Valence,

(1) Corrard de Breban, p. 20. Ment. Bourquelot.

Barcelone, Larida (1), non loin de la rue de la Pierre où se tient la maison où l'on bat les toiles, tandis que les Vénitiens descendent rue du Petit Credo (2), près du marché de l'argent. Au quartier de Croncels, rue de la Trinité, s'établissent les Lombards ; quant aux Allemands, une rue portant leur nom indique leur siège au delà de la rue de l'épicerie. Celle-ci (notre moderne rue Notre-Dame), prolongée par la rue de la Fanerie, abrite les principales villes foraines, telles qu'Arras, Lucques, Ypres (3), Douai (Rosière) (4), Montauban, Provins. Voilà donc l'agglomération urbaine, commerciale par excellence ; bien qu'à St-Jacques et au Comporté, la rue de Crémone, la rue des Juifs et la halle de Châlons, rue du Domino, témoignent aussi de quelque activité économique, celle-ci n'en va pas moins exercer l'influence décisive qui lui transférera le siège des institutions locales, jusqu'alors possédé par le vieux Troyes féodal.

Cette absorption de la ville primitive par la ville neuve apparaît, moins clairement peut-être, mais non moins sûrement dans les autres places champenoises, dont nous ne reprendrons pas ici l'histoire topographique, nous bornant brièvement à la recherche de leurs emplacements forains.

(1-2) Corrad de Breban, p. 8 et 14. Ment. Bourquelot.

(3) Dans des bâtiments considérables, selon Courtalon Delaistre, *Topographie historique du diocèse de Troyes*, p. 14.

(4) Rosière est la dénomination des halles de Douai, selon M. Semilliard, *Troyes du V^e au XVIII^e siècle*, p. 7.

L'enceinte du château semble, à Bar-sur-Aube, concentrer l'activité commerciale : la plupart des halles étrangères y sont ouvertes, celles d'Ypres et Cambrai, attestées par une chartre de Thibaud V en 1270 (1), et aussi de Gênes, Lucques, Plaisance (2). Ailleurs, des chartres mentionnent les halles de Valenciennes, Châlons, Auxerre, Sisteron. Le Prieuré de St-Pierre possède le monopole d'abriter les vendeurs de Provins (3). Le quartier des Juifs, la rue des Allemands (à l'est de la ville), la place des Espagnols, le marché des Lorrains, la rue des Angoiselles, près de l'Aube, toutes dénominations urbaines de la rive droite de l'Aube sont autant de preuves de l'importance du négoce de ce quartier, contrairement à celui de la rive gauche relié par un pont de dix sept arches où l'on ne trouve guère que la rue d'Aragon (4) et les étalages du fief du Heaume pour prouver quelques traces de commerce.

A Provins, chacune des deux foires occupe un emplacement particulier, conformément aux deux parties nettement distinctes formant cette place.

La ville haute ou Gentico est le siège de la foire de mai dont les organes administratifs, loge des changeurs (5),

(1) Accordant au chapitre de St-Maclou un terrain *inter halas dictas de Ypra ex una parte et halas in daibus draperii camer a cences vendere consueverunt tempore nundinarum Barrensum*. D'Arbois, *Histoire de Bar*, pièce justificative.

(2) Blampignon, *Histoire de Bar*, p. 159.

(3) Chartre de Henri le Libéral, 1176. Blampignon, *Pièce justificative*, n° 29.

(4) *Essais historiques sur Bar-sur-Aube*, J. F. G., *Bibl. nat.*, p. 10.

(5) Oppoix, *Histoire de Provins*, p. 202.

maison aux plaids, etc..., sont établis place du Châtel, autour du puits féodal (1). Non loin, dans le bourg neuf, voici le « marché aux toiles », le « cours aux bêtes ». Les ruines actuelles de vastes bâtiments de pierre fort vastes témoignent évidemment de vestiges de halles commerciales. C'est ainsi que le Fort Cadas, rue St-Jean, remarquable par sa grande salle voûtée, formée d'une suite d'arcades soutenues par des piliers, avant de servir à l'engrangement des dîmes du chapitre de St-Quiriace, joue le rôle de maison de Toulouse (2). Ce sont encore les étaux des Lormiers, les halles de Troyes, Châlons, Cambrai. Mais le nombre de ces établissements est ici relativement restreint, car le haut Provins est alors plus militaire, aristocratique et religieux que commerçant malgré sa foire de mai. Celle-ci est d'ailleurs loin d'atteindre l'importance du marché de septembre, à en juger, aux belles années de prospérité, par les totaux de revenus comtaux supérieurs pour cette dernière foire, malgré la diminution résultant du privilège de l'abbaye de St-Ayoul. La foire de ce nom, établie à la ville basse ou Anatilorum, contribue donc déjà à faire de ce quartier, comme aujourd'hui encore à un degré moindre, le Provins négociant, d'accès facile, dans sa vallée resserrée par deux hautes collines et abondamment arrosée. La place des Oches (3) est alors l'office central du commerce forain : ce grand carré bordé de hauts murs,

(1) Voir Morel-Payen, *Troyes et Provins*, p. 129.

(2) Pascal, *Histoire du département de Seine-et-Marne*, p. 197.

(3) Oppois, *Histoire de Provins*, p. 180.

flanqué aux angles de tourelles, offre toutes conditions de sécurité pour servir de siège aux loges des notaires, des gardes et des changeurs. Tout autour s'entre-croisent les rues et places communes aux villes du moyen âge, la friperie, poissonnerie, tannerie, rue aux aulx, aux oignons, marché aux chevaux, etc...

Nombreuses, rue de Culoison, sont les halles marchandes : Toulouse, Reims, Cambrai, Aurillac, Bar-sur-Aube (1) y descendent, de même que Troyes, rue du Boulancois et Louvain, rue du Temple. Les rues des Allemands, de Hollande, la tour flamande pourvue d'un corps de garde sont autant de preuves du passage de négoce ambulante, auquel les vestiges de certains hôtels spacieux tels que les « voûtes », les « crochets » rue des Bourbeaux, le « grand et le petit mouton », grande rue, viennent encore apporter de nouvelles présomptions.

Le centre de l'activité commerciale de la foire de Lagny semble résider tout d'abord non loin de l'abbaye de St-Pierre, autour de la fontaine St-Fursy, dont les eaux, douées selon la croyance populaire de pouvoirs miraculeux, provoquent des pèlerinages le jour de la fête des Saints Innocents qui sont probablement l'occasion du marché primitif du pays.

À en effet se tiennent les cinq halles de Douai, Châlons, Lyon, Malines, Ypres : elles ont subsisté, selon M. Le Paire (2), avec leurs pignons sur rue à toits aigus surmon-

(1) Voir Michelin, *Essai historique sur le département de Seine-et-Marne*.

(2) Le Paire, *Histoire populaire de Lagny*, p. 29.

tés de girouettes. Notons, en passant, l'obligation des forains d'Ypres d'annoncer à l'avance le nombre de leurs arrivées, afin que l'on puisse disposer des locaux inoccupés, et notons aussi leur privilège, stipulé en 1294, de ne pas payer de loyer si la plupart des 17 villes s'abstiennent de venir à Lagny (1).

Ailleurs un quartier « *vicus anglie* » fait présumer l'établissement d'Anglais, sans prouver toutefois que ce fut à l'occasion des foires] plutôt que de la guerre de Cent Ans. Mais, en somme, à Lagny les traces de halles sont peu nombreuses, on vend beaucoup dans des échoppes qu'une fâcheuse tendance porte à dresser vers la Marne et même au delà, du côté de Thorigny, comme en témoignent les actes de 1315, 1319, 1333 (2) relatifs à un conflit entre les abbés de Lagny d'une part, les marchands de Montpellier et de Toulouse de l'autre, trop enclins à débiter leurs pelletteries, cordouanneries, au bout du pont, hors des « *mectes* » foraines : l'accord qui s'ensuivit menace d'amende et de confiscation de marchandises toute récidive des négociants.

Donc, en ce qui concerne le « lieu », la tenue des foires n'est pas livrée au seul hasard, bien que la dispersion des établissements forains eût pu le faire supposer ; ceci résulte facilement de cette analyse de leur situation trop longue peut-être si nous ne considérons que le caractère économique de cette étude, mais qui n'en est pas moins

(1) *Ibid.*, p. 19. Cartulaire de Lagny, fol. 66.

(2) Cartulaire de Lagny, fol. 236 et 66.

nécessitée par l'examen complet de toutes les conditions dans lesquelles les opérations des foires de Champagne vont s'effectuer.

III. — Organisation administrative et judiciaire.

Nous aurions pu à ce sujet renvoyer au savant ouvrage de M. Bourquelot dont les recherches ont été très fructueuses ; nous ne croyons toutefois pas ici devoir passer sous silence cette question qui aux foires de Champagne prend une importance capitale. Car pour assurer le bon ordre d'une réunion aussi disparate et cosmopolite de marchands internationaux, une réglementation stricte s'impose avec tout un cadre de fonctionnaires chargés de son application.

Quels sont ces fonctionnaires ? Le droit commun ne donne-t-il pas compétence en cette matière aux officiers seigneuriaux et plus tard royaux ? L'établissement de leurs loges, au centre du marché nous l'avons vu, eut pu le faire supposer en fait. Mais tout autre est la coutume en ces marchés privilégiés, constitués par nos foires franches de Champagne et de Brie. Ici prévôts et baillis agissent sans doute, mais en subordonnés de fonctionnaires spéciaux, les maîtres ou gardes de foires. Peu importent les origines de ceux-ci : leur création se comprend du jour où les foires sortent du rôle de simples marchés pour prendre des proportions de ventes internationales. Dès lors l'existence d'un corps d'administrateurs spéciaux, étrangers

aux tyrannies et aux sujétions de la prévôté locale, parce que dépendants du seul souverain, devient une condition primordiale de cette « paix foraine » pour qui le marchand nomade va risquer à travers le monde sa vie et ses biens. Il semble toutefois que la garantie résultant du caractère spécial de cette fonction eût du trouver son complément nécessaire dans l'élection du garde par la clientèle négociante. En est-il ainsi ? Aucune preuve ne permet selon nous d'étayer cette affirmation. Il faut donc admettre que cette nomination revient au comte de Champagne, tandis que postérieurement, sous l'autorité royale, le grand Conseil du Roi sera chargé de ce choix selon l'article 14 de l'Ordonnance de 1302 (1) et même en 1413 en présence du grand chancelier du royaume (2).

Quoique relative, l'indépendance des gardes de foires n'en atteint pas moins un double résultat, car tout en contribuant à affirmer la confiance nécessaire à la vie des marchés internationaux de Champagne, elle vient en outre assurer et sauvegarder l'unité de leur circuit. Celui-ci, nous le savons, est constitué par six foires partagées entre divers propriétaires, le comte ou le roi, l'abbaye de Lagny, le prieuré de St-Ayoul ; or les inconvénients multiples soulevés par cette situation se trouvent prévenus par l'existence d'une direction administrative unique, entièrement compétente à Lagny (3) comme ailleurs, sauf peut-être dans

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. I. p. 355.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 354.

(3) A Lagny même, les gardes de foire jouissent d'une complète

les 10 premiers jours de la foire St-Ayoul (ce qui importe peu puisque, nous le verrons, ce temps est presque complètement consacré aux seules « entrées » à l'exclusion des ventes) et confiée à deux gardes de foires. L'ordonnance de 1326 exige la présence de l'un d'eux à chaque foire et ce, la veille des « trois jours » selon l'ordonnance de 1344 : en retour, cette fonction est rétribuée par un gage annuel de 200 livres grossi de nombreux profits.

Nous examinerons plus loin la durée de leurs pouvoirs en étudiant leur rôle judiciaire : bornons-nous maintenant à leurs attributions administratives. Celles-ci se résument en fait dans la direction générale de la foire : elles concernent donc la nomination et la révocation des fonctionnaires subordonnés, l'agrément des capitaines de marchands étrangers, la rédaction d'un rapport annuel sur l'état du marché, la garde du sceau forain (sauf pendant la période allant de l'ordonnance de juillet 1318 (1) à la fin du xiv^e siècle où un fonctionnaire spécial, le garde scel ou bien chancelier, obtint cette charge), mais elles consistent surtout en pouvoirs de police fort étendus ; en cette matière il n'est rien que fort naturel de voir l'autorité des gardes s'exercer dans les quartiers commerciaux

indépendance à l'égard de l'autorité propriétaire de la foire : un accord de 1223 ayant conféré la charge de leur traitement au comte à l'exclusion des religieux. Dom. Chaugy, *Histoire de l'abbaye de Lagny*, p. 8.

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 657.

(2) En 1295, par exemple, les gardes interviennent à propos d'actes de piraterie exercés en Provence. Huvelin, p. 381, d'après Berti, *Sul commercio dei fiorentini in Francia*.

de nos places champenoises, il semble par contre plus surprenant d'en remarquer l'extension hors de la Champagne ou en pays étranger. Ce n'est là, il est vrai, qu'une conséquence nécessaire de l'observation du « conduit », c'est-à-dire de la protection en cours de route promise aux marchands par la coutume foraine que les gardes s'efforcent de suivre scrupuleusement.

Or, ici, une évolution de leurs fonctions semble se produire. Tandis que sous la domination seigneuriale, le comte en tant que souverain s'emploie en personne directement, nous l'avons vu, à faire rendre justice aux forains lésés, avec le pouvoir royal au contraire les exemples d'intervention officielle deviennent fort rares, le roi s'en remet pour cela aux gardes de foires dont le rôle prend une croissance nouvelle sous l'empire sinon de décentralisation, du moins d'une déconcentration d'attributions, que nécessite à l'étranger la variété des tâches de l'administration foraine. Celle-ci, en effet, ne se borne pas à assurer la police des routes, elle poursuit en outre activement en tous pays l'exécution des obligations commerciales contractées dans les places champenoises, « les obligations du corps de foire », ainsi qu'il résulte par exemple de la lettre (1) adressée en juin 1300 par le garde Gerardus de Novalibus au Doge de Venise Pierre Grandenigo, prescrivant l'arrestation et la saisie des biens du marchand « Marchus Dorten », débiteur envers la société Bardi, de Florence, de

(1) Mas Latrie, Commerce et expéditions militaires de Venise et de la France au moyen âge. *Mélanges historiques*, p. 18.

300 livres exigibles en foire St-Jean de Troyes ; comme en témoigne encore la volumineuse correspondance (1) échangée en 1299 et 1300 entre le garde J. de Sancto Nabore et le maire de Londres, désigné sous le titre de « *venerable man, the provident, wise and discreet Warden of London* », dans les requêtes tendant vainement à l'arrestation du florentin « Fauberti » grevé de dettes envers certains maquignons des foires de Champagne.

D'ailleurs, nombreux sont les autres exemples où nous voyons la garde foraine solliciter auprès d'autorités étrangères l'exécution de ses décisions : là au contraire où elle dispose matériellement de moyens de contrainte, c'est-à-dire en Champagne et même bien au delà dans le royaume, elle s'en remet à une catégorie spéciale de fonctionnaires, « les sergents », sortes de gendarmes dont la nomination donne lieu à délivrance par le roi de lettres de sergenterie garantissant moyennant finance certaines exemptions d'host, de chevauchée, et assurant de plus le monopole de cette fonction comme le spécifie l'ordonnance de 1326 (art. 6). L'importance des sergents de foire est tout d'abord considérable ; sous la domination comtale, le Cartulaire Caillot nous les montre gardant les chemins jusqu'à Dijon, mais au fur et à mesure que croîtra la sécurité générale avec l'affermissement du pouvoir royal, leur utilité s'affaiblit, aussi les ordonnances s'efforcent-elles de réduire leur nombre à 140 en 1317 (« six vingt à cheval et vingt à pied »), 130 en 1331, 100 en 1349.

(1) Walford, *Fairs Past and Present*, appendice.

Plus élevés dans la hiérarchie des fonctionnaires forains sont les « clercs », à en juger par leur dénomination de « Lieutenants des gardes », bien que malgré cette appellation ils ne paraissent pas seconder ceux-ci en toutes leurs attributions. Le rôle des clercs est même assez obscur : peut-être reste-t-il étranger à la police foraine et se limite-t-il à la rédaction de lettres de foire ? C'est ce qui semble résulter d'une pièce rapportée par M. Desmaretz (1), signalant l'accompagnement de marchands forains au cours de leur tournée par le clerc des foires de Champagne « Jake-mes le Moniers », qui leur fournit son assistance dans la rédaction d'actes commerciaux. Les fonctions du clerc se rapprochent donc sensiblement de celles du notaire, fonctionnaire dépositaire du sceau forain, existant également en Champagne dès Sidoine Appolinaire, nous l'avons vu, nommé au choix des gardes, dont la situation par contre est essentiellement sédentaire.

Nous n'insisterons pas plus longuement sur l'énumération du personnel administratif forain ; il va de soi que chaque service public des marchés champenois suppose l'existence de préposés spéciaux : peseurs, mesureurs, tonloyers, portagiers, dont les appellations caractéristiques suffisent par leur énoncé à compléter les principales lignes du cadre spécial dans lequel les foires de Champagne sont « tenues ».

Une bonne administration, une police stricte du champ

(1) Desmaretz, *La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle*, p. 15.

de foire ne suffisent toutefois pas à assurer cette « Paix », base de tout commerce ambulante au moyen âge : celle-ci exige en outre une organisation juridictionnelle appropriée au caractère cosmopolite de son centre d'éclosion, le marché.

Soumettre une assemblée aussi hétérogène de marchands de tous pays, de religions diverses, à quelque justice locale seigneuriale eût pu gêner considérablement la libre pratique du négoce international : aussi la coutume foraine prévoit-elle le fonctionnement d'un tribunal commercial des « gardes de foire ».

Sans doute le juge comtal, prévôt ou bailli, loge-t-il en foire, mais sa compétence ne se borne qu'aux cas criminels ; et s'il intervient parfois en matière commerciale, c'est sur mandement du garde et comme son agent d'exécution.

Les ordonnances royales s'efforcent minutieusement de spécifier cette prédominance de la garde foraine.

Sans doute aussi voit-on s'exercer à Lagny la justice ecclésiastique des abbés de St-Pierre, mais avec une compétence limitée à tout ce qui n'est pas réservé aux gardes de foire et ce, pendant les trois jours de draps seulement ; malgré cette brièveté de jouissance, le couvent n'en conserve pas moins son droit fort jalousement, un arrêt du Parlement de Paris, rendu à sa requête, interdit au prévôt royal toute usurpation (1).

(1) *Recueil d'actes du Parlement de Boutaric*, n° 7394.

La seule exception réelle à l'unité de juridiction commerciale réside dans le privilège accordé au prieuré de St-Ayoul pendant les sept premiers jours de la foire de ce nom, par une chartre de Henri le Libéral (1153) (1) concernant : *Justitiam etiam totius villae et castellaniae Pruvini grossam gracilem allam et bassam, de latrocinio, rapto, homicidio, campionis, comilis et omnibus aliis forefactis emendis et aliis, rebus quae possunt advenire justitiae et domino, etc...* »

Le tribunal abbatial, composé d'un bailli, un lieutenant, un procureur fiscal, un greffier, siégeant dans une salle du couvent, est renommé par sa célérité à juger et la modicité de ses frais, aussi l'affluence des affaires nécessite-t-elle, dit-on, la prolongation des plaidoiries jusqu'à minuit (2) le dernier jour, veille de St-Mathieu. Malgré sa popularité, cette juridiction ecclésiastique n'offre qu'une faible exception au droit commun de la justice foraine, étant donné le peu de durée de son temps de session limité aux sept premiers jours de marché consacrés, nous le verrons, uniquement aux « entrées », à l'exclusion de toute vente et par conséquent peu propices à l'éclosion de litiges commerciaux. Le véritable arbitre aux foires de Champagne sera donc le tribunal des gardes, qui vont ajouter les fonctions de magistrats à leurs attributions administratives. S'adjoignent-ils pour cela certains auxi-

(1) Ment. Lefèvre, *Les finances de Champagne*, p. 45. Ment. Bourquelot.

(2) Oppois, *Histoire de Provins*.

liaires, officiers ou notables ? Les textes n'ont rien de formel à ce sujet, malgré l'opinion doctrinale (1).

L'ordonnance de 1349 prévoit bien l'adjonction d'une « autre bonne personne suffisante et non suspecte », sans viser rien d'autre que le cas de suppléance d'un garde en l'absence du chancelier.

Non moins incertaine est la question de leur inamovibilité. Celle-ci semble résulter d'un arrêt du Parlement de Paris de 1306 (2), spécifiant en conclusion le principe de la permanence de leur pouvoir, sauf révocation pour faute grave, telle que la dilapidation du garde Huon de Chaumont, objet de cette sentence. La grande variété de noms des gardes, indice de changements fréquents, permet de douter de cette inamovibilité, à moins de leur imputer une singulière vénalité ou une vie fort éphémère.

En ce qui concerne la compétence de ce tribunal, point n'est besoin de définition expresse ; elle résulte implicitement, hors de toute spécification textuelle, de la raison d'être même de cette institution juridictionnelle ouverte à tous litiges nés en foire, quelles qu'en soient les modalités *rationæ personæ* ou *materiæ*.

Diverses causes, néanmoins, relèvent de certaines autorités dont nous étudierons plus loin le rôle économique aux foires de Champagne, les consuls et capitaines des

(1) Glasson, *Les juges et consuls des marchands*, p. 14 ; Denisart, *op. cit.*, article Foire.

(2) *Recueil des Olim*, t. III, p. 207. Ment. François Morel, *Les juridictions commerciales au moyen âge*.

marchands, qui, dans l'exercice de leur pouvoir disciplinaire à l'égard de leurs communautés ou de leurs protégés (1), appliqueront à quelques délits pénaux ou civils leur droit d'amende *usque ad liberas L et plus eorum arbitrio* (2), selon les statuts de l'*Arte di Calimala*.

La garde foraine parvient à sauvegarder sa prédominance en se réservant le monopole des mesures d'exécution (3), conciliant ainsi cette exception avec l'unité de la juridiction commerciale.

Or, son pouvoir ne s'exerce qu'en premier ressort. Ses jugements sont susceptibles d'appel devant les « Grands Jours » de Champagne. Peu important ici les controverses relatives à cette Cour, assimilable selon M. Bourquelot à la « Cour des Barons », contrairement à l'opinion de M. Boutiot (4) ; la première ordonnance concernant les Grands Jours (1302) leur assigne deux sessions annuelles postérieures immédiatement aux sessions du Parlement : le lendemain des Brandons (dimanche de la Mi-Carême) et lendemain de l'Assomption. Plusieurs prélats et barons y siègent à côté de quatre membres du Parlement désignés par le Roi ou les présidents de chambre.

D'ailleurs, le Parlement n'intervient pas seulement par délégation, mais directement parfois dans les causes foraines au second degré, témoin un arrêt (5) confirmant

(1) Schaube, *Coursbericht*, p. 254.

(2) Huvelin, *op. cit.*, p. 400.

(3) Bourquelot, t. I, p. 168, d'après Cartulaire Caillot, fol. 446.

(4) Boutiot, *Recherches et nouvelles recherches sur la Cour des Grands Jours*, p. 8 et suiv.

(5) Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, n°s 7149 et 5356.

une sentence des gardes rendue contre la commune de Pontoise, comme aussi au troisième degré un autre arrêt sur jugement des Grands Jours et des gardes contre la commune de Sienne, le prouve aisément. M. Boutiot en a conclu à l'équivalence des deux juridictions, étant donné deux lettres de Charles V et Charles VI (1379 et 1381) semblant mettre les deux cours sur le même plan. M. Morel, dans sa thèse sur *Les juridictions commerciales au moyen âge*, croit, au contraire, à la supériorité du Parlement en raison d'une décision citée par Du Cange indiquant certaines de ses causes soustraites à la compétence des Grands Jours.

Telle est donc l'esquisse du cadre administratif où la justice foraine, limitée ou non à deux degrés (il ne nous appartient pas de l'approfondir), va s'exercer. Nous ne dirons rien de sa pratique, renvoyant à l'œuvre juridique, où M. Huvelin expose cette procédure commerciale sommaire en tous points qui, par son caractère nettement expéditif, appropriée aux besoins du négoce nomade, constitue un des plus solides fondements de cette organisation judiciaire. On comprend combien celle-ci contribue à l'essor économique, d'autant plus que dans leur rôle de protecteurs du commerce, les juges des foires de Champagne usent d'une arme redoutable : à côté des moyens de contrainte ordinaires, vente de biens, contrainte par corps fréquemment employée contre les fugitifs (fuitifs) de foire, ils disposent, en effet, de la « défense de foire », interdit général contre tous les marchands d'une ville ou

d'une région dont ils se servirent parfois pour frapper (Cahors, Pontoise, etc... en furent victimes), mais bien plus souvent pour menacer.

Peut-être est-il difficile de rattacher à cet organisme judiciaire la filiation de nos justices commerciales, puisque les tribunaux consulaires n'apparaissent que longtemps après la décadence des marchés champenois (1), avec l'édit de Charles IX (novembre 1563) inspiré par le Chancelier de l'Hôpital ; on peut du moins remarquer ici le premier essai d'un régime juridictionnel extraordinaire en faveur du commerce, et qui, joint aux autres conditions relatives au temps, au lieu, au mode de tenue des foires de Champagne, explique en grande part leur prodigieuse vitalité.

(1) Glasson, *Les juges et consuls des marchands*, op. cit., p. 6.

CHAPITRE VI

LE COURANT COMMERCIAL.

L'étude des voies commerciales convergeant en Champagne nous a donné un aperçu du courant économique de nos foires : nous préciserons dès lors ces données premières, en analysant ce mouvement d'affaires en lui-même, limitant notre but à la recherche de la clientèle foraine et des marchandises apportées des régions les plus lointaines.

Si le flot économique canalisé à demeure aux quatre places de Troyes, Bar, Provins et Lagny, est de nature principalement nomade, on se méprendrait toutefois en lui attribuant des sources exclusivement étrangères : il faut tenir compte ici d'un afflux commercial indigène propre à la Champagne, qui lui fournit un important tribut.

Etape du négoce mondial, voilà certes le rôle primordial du comté; or les villes foraines, loin de se borner à favoriser le courant commercial international en lui servant périodiquement chacune de lit temporaire, viennent en outre le grossir directement du produit de leurs puissantes industries, dont nous avons déjà eu l'occasion d'énumérer les diverses branches : métallurgie, tannerie, blanchisserie,

teinturerie, et surtout la draperie, de renommée universelle au moyen âge, à en juger par les notules d'Almaric et de Manduel attestant l'exportation fort lointaine, jusqu'à Acre et Chypre même (1), des draps de Châlons, Reims, Provins ou des toiles de Champagne. En cette matière d'ailleurs le commerce champenois ne fait que suivre le grand mouvement d'activité « drapante » de de l'Europe septentrionale, représenté alors brillamment par la « Hanse des XVII villes », la grande cliente foraine.

Celle-ci est une vaste association de villes drapières françaises et flamandes conclue, en vue d'une entente commune aux foires de Champagne, entre dix-sept cités primitivement, nombre augmenté postérieurement comme l'attestent divers documents, malgré le maintien du chiffre originaire dans le titre de l'union. C'est ainsi qu'une pièce tirée (2) des *Archives de Douai* cite 24 villes : « Che sont les XVII villes (de la Hansse) Chalons, Rains, St-Quentins, Cambrais, Lille en Flandres, Ypres, Douays, Arras, Tournais, Pieronne en Viermandois, Huwi (Huy), Prouvins, Valenchiennes, Gand, Bruges, Sains-Omer, Monsteriel-sous-le-Mer, Abbeville-en-Ponthieu, Amiens, Biauvais, Dixemue, Bailleul en Flandres, Poupringhe en Flandres, Orchies. »

Un second document tiré du même fonds des *Archives municipales de Douai* n'énumère que vingt-deux villes.

(1) Blancard, *Documents inédits sur le commerce de Marseille*; notules 33, 42, 56, etc...

(2) *Livre Roisin*, éd. Brun-Lavainne. Bibl. nationale, p. 151.

D'autres manuscrits (1) tels que le Cartulaire Caillot, le fonds français 412-12581 et le fonds Notre-Dame 274 de Bibliothèque nationale augmentent cette liste en lui ajoutant : « Aubenton, Avesnes, Bernay, Bruxelles, Caen, Chartres, Diest, Etampes, Hesdin, Lagny, Laon, Liège, Louvain, Louviers, Malines, Le Mans, Maubeuge, Meulan, Monceaux, Moncornet, Namur, Nivelles, Paris, Pontoise, Rouen, Semur, Senlis, Sens, St-Denis, St-Dizier, Troyes, Vitry. »

D'ailleurs cette énumération n'offre que peu de certitude, étant donné la pénurie et l'imprécision des renseignements relatifs à la « Hanse des XVII villes », dont l'identité même reste controversée. Doit-on l'assimiler à la « hanse flamande de Londres » ? L'existence contemporaine dans l'Europe septentrionale de cette vaste association, dont le « Comte » à Bruges et le « Schildracker » à Ypres dirigent la fortune commerciale, prête naturellement au rapprochement ; aussi longtemps, depuis Warnkönig et Bourquelot, les auteurs furent-ils unanimes dans l'affirmative. Mais aujourd'hui l'opinion est moins catégorique. M. Vanderlinden (3) admet bien l'unité de hanse, mais successivement seulement. Hanse de Londres, puis « XVII » villes ensuite auraient été les appellations diverses d'une même association. D'autres auteurs, au con-

(1) *Arch. municipales de Douai*, Reg. A A fol. 29. Ment. Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce*, n° 190.

(2) Déjà mentionnés.

(3) Vanderlinden, *Les gildes marchandes dans les Pays-Bas au moyen âge*, p. 28.

traire, ne voient là qu'une confusion doctrinale entre deux unions totalement différentes, erreur résultant selon M. Kœhne (1) de l'étude des deux statuts latin et français de la hanse flamande de Londres ; l'un mentionne en effet quinze cités : Bruges, Ypres, Dixmude, Ardenbourg, Lille, Ordenbourg, Oostbourg, Damme, Thourout, Bergues, Furnes, Tournai, Orchies, Bailleul et Poperinghe, auxquelles l'autre manuscrit retranche Bergues, Orchies, Bailleul et Poperinghe, sorties de la corporation lors de sa rédaction, mais leur ajoute Isendike et St-Anne-ter-Muyden, ce qui porte bien, semble-t-il, à dix-sept le nombre des villes hanséatiques.

Or, remarque M. Pirenne (2), les dates essentiellement différentes de ces pièces empêchent de faire usage de ce total pour conclure à ce fusionnement des deux hanses, d'autant plus qu'un simple aperçu de la situation maritime des villes de la hanse flamande, nettement opposée à celle des XVII villes pour la plupart françaises, permet de soupçonner ici une erreur historique, erreur il est vrai fort légère semble-t-il, si l'on s'en rapporte au Cartulaire de l'Etaple de Bruges considérant ces deux hanses comme associées. En tout cas, quelle qu'ait été l'extension plus ou moins septentrionale des ramifications directes ou non de la hanse des XVII villes, celle-ci n'en prend pas moins nos marchés champenois pour principal champ

(1) Vanderlinden, *op. cit.* ; Kœhne, *Marlit-Kaufmanns und Handelsrecht in primitiven Kulturverhältnissen*, p. 207.

(2) Pirenne, *La Hanse flamande de Londres*, p. 24 et suiv.

d'opérations ; bien plus, la raison d'être de cette association paraît commandée par le seul but d'organiser l'écoulement des productions drapières aux quatre places de Champagne : car nous ne nous arrêterons pas ici à l'opinion de M. Pirenne (1) faisant de cette hanse une sorte de syndicat patronal destiné à refréner les soulèvements ouvriers, les « takehans » de Flandre, sans qu'aucun texte puisse justifier cette assertion. Les XVII villes se présentent bien plutôt comme un essai fort intéressant au moyen âge d'entente internationale sur le terrain économique essentiellement, conclue temporairement seulement comme en témoigne une charte (2) des avoués et échevins d'Ypres, « renouvelant avec le « ruward » et les échevins de Lille l'accord appelé « hanze » qui existait de toute ancienneté entre les bourgeois des XVII villes tant de Flandres, de Brabant et de Champagne fréquentant les foires de France ».

Sous la direction du « maieur » (3), l'union s'efforce donc de faciliter l'exercice du négoce d'une part en garantissant la qualité des productions par certaines réglementations de fabrication, d'autre part en donnant aux marchands la garantie de ses privilèges, où ils puiseront la confiance nécessaire pour entreprendre leur commerce lointain.

(1) Pirenne, *Histoire de Belgique*, p. 351.

(2) Diegerick, *Inventaire des Archives d'Ypres*, II, p. 129. Ment. Duclos, *Bruges*.

(3) Le messager du « maieur » des XVII villes figure dans le compte de Bruges pour 1285, AA, *Archives de Bruges*, fol. 90. Ment. Duclos, *Bruges*.

Ainsi donc, remarquons en premier lieu que les XVII villes, « villes de loi sur le fait de la draperie », obéissent pour leur approvisionnement en laines et pour la fabrication des tissus à des prescriptions communes dont l'exécution semble confiée à des fonctionnaires attachés à l'administration foraine ; les *Archives de Douai* fournissent par exemple un ban sur le listage (1) des draps publié dans cette ville par les eswardeurs des foires de Champagne ; « Li eswardeur de Campaingne et li listeur de Douay ont eswardé par commun asens des marchans et des listeurs, pour le grant damage que li marchant ont eut et ont encore pour endroit le listage que nus listeres ne puist drap lister, k'il n'i ait 2 tilles nœves outre en outre le drap à l'endroit et à l'enviers etc... »

Le rapport entre la hanse et les marchés champenois se traduit encore fort clairement par l'assujettissement des villes de l'union à l'unité de mesure du comté ; c'est ainsi que le manuscrit 274, fonds Notre-Dame, indique les moissons variées (ou mesure de la pièce de drap sur le métier) des diverses villes, avec cette conclusion : « Et tout est à l'aune de Champagne » (2), qui spécifie évidemment l'usage de cette unité comme coefficient commun.

Bonne qualité de matières premières, fabrication soignée des produits, facilité d'estimation, toutes conditions

(1) *Archives communales de Douai*, Regist. AA 90, fol. 13, publié Espinas et Pirenne, *Recueil de Documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière*, t. II, p. 34.

(2) Voir plus loin les mesures de Champagne.

favorables se trouvent dès lors réalisées pour permettre aux dix-sept villes « d'aller exercer leur négoce aux foires de Champagne » ; leur présence d'ailleurs n'y est pas seulement facilitée, mais aussi rendue obligatoire du seul fait d'incorporation à la hanse. Au cas où quelque circonstance fortuite oblige la plupart des villes marchandes à l'abstention, il en résulte, pour les marchés champenois, un véritable bouleversement, témoin les stipulations faites par les Rouennais à Provins (1) et les Yprois à Lagny (2), prévoyant, dans cette hypothèse, résolution du prix de leurs loyers de halles. Voilà donc une règle générale de contrainte secondée d'une coutume contractuelle dont la résultante immédiate est d'assurer aux foires champenoises la visite d'un contingent régulier de négociants septentrionaux vendeurs en ce qui concerne les draps, acheteurs pour ce qui est des productions méridionales ; aussi désormais un courant commercial minimum, de même qu'un rapport d'offre et de demande à peu près constant, se trouvent-ils garantis grâce à cette obligation ; procédé simpliste, certes, mais bien approprié à l'état embryonnaire du monde économique de l'époque.

La « hanse des XVII villes » va contribuer en outre à entretenir cette atmosphère de confiance, de paix indispen-

(1) Fréville, *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen*, acte de 1258 ; *Pièce justificative*, n° 23, t. II, p. 86.

(2) En avril 1294, 13 marchands d'Ypres louent pour 6 foires les halles d'Ypres moyennant 70 l. tournois avec, pour clause résolutoire, l'absence à Lagny de la majorité des XVII villes. Le Paire, *Hist. popul. de Lagny*, p. 18, d'après le Cartulaire de Lagny.

sable alors à toute impulsion commerciale, grâce aux privilèges dont elle dispose. C'est ainsi que ses ressortissants se trouvent à l'abri de toute arrestation arbitraire comme l'atteste un mandement de Philippe le Bel à ses baillis (1) reconnaissant, pour les marchands des XVII villes détenus ou saisis, le droit de se faire réclamer par leur commune à qui appartient la connaissance de l'affaire.

On comprend, dès lors, comment, disposant d'une telle puissance, la hanse des XVII villes parvient aux foires de Champagne à un véritable monopole de fait du commerce de draps. La vie économique des cités flamandes et champenoises se trouve désormais si étroitement commune que les archives de certaines villes du Nord attestent encore ce rapprochement par un grand nombre d'expéditions de lettres et d'ordonnances royales concernant l'administration foraine (2). Mentionnons par exemple, à Ypres, les lettres 1286, 12 décembre, Paris, de Philippe IV (or, sc. charte 150), d'autres lettres 1295, 7 mars, Paris, de Philippe IV et encore de Jeanne de Navarre, sous le vidimus de la prévôté de Paris, en date du 17 juin 1322 (or, sc. charte 2143).

Il est difficile de se représenter exactement l'importance de cette importation flamande en France ; le tarif du tonlieu de Bapaume, nous l'avons vu, ne peut permettre

(1) *Livre Roisin*, p. 153, et Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire du commerce et de l'industrie*, p. 85, t. II, n° 32.

(2) Opinion et documents cités. Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandres*, p. 19.

d'évaluer avec grande précision ce trafic qui aurait atteint, selon certains, jusqu'à deux cent millions (1) : néanmoins, on peut le présumer considérable à ne considérer que le degré de perfection industrielle atteint par la draperie des Flandres et attesté par l'extrême variété d'étoffes tissées.

Les tissus (2) les plus grossiers, les draps simplement foulés, c'est-à-dire sans lainage, tondage ou teinture, forment la catégorie des draps écrus (appelés aussi blancs) ou draps à tondre, les « scarlaken » selon l'expression flamande. Moins communs sont les demi-draps tirés à poil et tondus une fois seulement, connus sous le nom de tiretaines (3).

On arrive à un degré supérieur de préparation avec les rayés et les marbrés, bruns, vermeils ou brussequins roses, selon toute la gamme de couleurs, genre où l'industrie champenoise, elle aussi, se spécialise fortement, témoins les rayés d'estanfort, biffes, pers, brunettes de Provins, les futaines de Bar-sur-Aube, les gris d'Arcis, les serges de Reims.

Enfin le maximum de perfection est atteint par la catégorie des « escarlates », draps fins passés en toute une série d'opérations d'apprêt, dont la « tonde » pratiquée par une corporation spéciale d'ouvriers flamands, les « droogs cheerders » (4), forme la base. Bien que Provins fabriquât

(1) Selon Finot, *op. cit.* ; Funck-Brentano, p. 38.

(2) Voir le *Mesnagier de Paris* ; Douet d'Arcq, *Les comptes de l'argenterie des rois de France au XIV^e siècle*.

(3) Weckerlin, *Le drap escarlata au moyen âge*, p. 21.

couramment l'escarlate, cette étoffe est en général de production flamande, oscillant du vermeil au violet sanguin, avec la « paonnasse » de Bruxelles et la « longue sanguine » de Louvain.

Le négoce des draps est en somme représenté aux foires de Champagne par des marchands flamands principalement, comme d'ailleurs presque tout le commerce de l'Europe septentrionale : l'activité négociante de celle-ci est en effet dans la plupart des contrées trop embryonnaire encore pour jouer un grand rôle aux marchés français.

C'est ainsi, par exemple, que l'intervention de l'Angleterre semble y être, directement surtout, à peu près négative, bien que M. Bourquelot (1) ait cru trouver la trace d'Ecosse aux foires de Provins dans deux passages du nécrologe de l'hôtel-Dieu de cette ville : *V^o Kalend Julii Petrus Scoti et Opicidyani sociique eorum scotorum dederunt nobis unum equum, pro quibus tenemur facere perpetuam memoriam* et en outre : « La messon et les chambres de lez, que li Esquoz tient ». Comme M. Piton (2) l'a montré, il s'agit là, le mot « Opicidyani » le prouve, de la compagnie lombarde des Escos (Scotti de Plaisance), simplement.

D'autre part, l'existence à Lagny d'un *Vicus Angliae* (3) ne peut apporter ici beaucoup de clarté en raison de l'im-

(1) Bourquelot, *Rapport à l'Académie des sciences*, p. 198.

(2) Piton, *Les Lombards en France*, p. 14.

(3) D'après un texte de 1188, un des quartiers portait ce nom à Lagny. Le Paire, *Histoire de Lagny*, p. 18.

précision de date de cette appellation, contemporaine, peut-être tardivement, de la guerre de Cent ans.

D'ailleurs, au moment de l'essor des foires de Champagne, l'Angleterre, ouverte au négoce récemment par la conquête normande, ne figure pas encore ouvertement sur le grand marché mondial, « n'ayant pas jusqu'alors, constate Heyd (1), d'industrie nationale capable de mettre en œuvre les matières premières indigènes ». Elle se borne donc à un rôle économique effacé, passif, mais non pas négatif, comme son absence en Champagne eût pu le faire supposer. Ce pays, grâce à ses monastères grands propriétaires de troupeaux, fournit de laine brute les marchands drapiers continentaux, venus renouveler leurs stocks aux abbayes directement ou aux grandes foires de Northampton, Winchester, Boston, St-Yves, Stanford (2) et même simplement à Calais, grande étape d'importation lainière, ainsi que l'indique un manuscrit (3) résumant cette situation : « Angleterre est fort garnie de bestail... et par especial de beste à laine comme de brebiz qui portent la plus fine et la plus singulière laynne que on puisset savoir nulle part de quoy l'on fait les fins draps et les fines escarlates et les marchans dud. royaume le portant vandre en divers royaumes et pays et si y en croit si largement qu'ilz en tiennent l'estaplez connues à Calays à tous ceux qu'en voulant acheter. »

(1) Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, t. II, p. 726.

(2) Giry, *Histoire de St-Omer*, p. 326.

(3) Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris aux XII^e et XIV^e siècles*, p. 212.

Cette exportation lainière ne nécessite donc pas, pour s'exercer, la fréquentation des foires de Champagne, mais elle ne contribue pas moins indirectement à la prospérité de celles-ci, en alimentant de matière première nécessaire à leur négoce, les grands clients forains, les Flamands et les Italiens. En ce qui concerne les Flamands, cela n'est rien que fort naturel ; le voisinage physique explique ici comment une étroite communauté d'intérêts commerciaux put s'établir des deux côtés du continent et subir directement la répercussion de la fortune politique attachée à ces pays, à en juger par certains exemples. Les rangs des artisans de Gand, Bruges, Ypres étaient-ils décimés par une défaite comme celle de Dombourg (1253, 4 juillet), les couvents d'Angleterre se plaignaient dès lors de la diminution du prix de la laine fournie par leurs troupeaux (1).

D'autre part, au moment de la crise de 1337, quand s'ouvraient les difficultés entre la France et l'Angleterre, la question de l'alliance avec l'Angleterre était agitée au sein des grandes villes de Flandre, et l'opinion populaire obéissait étroitement aux nécessités économiques, ainsi que le résume Froissard : « Vray est que de Français nous viennent bleds, mais il convient avoir de quoi à acheter et a paier, mais d'Engleterre nous viennent laines et grans prouffis pour avoir les vivres et tenir grans estas et vivre en joie et du pays de Haynau nous venroit assez de bleds (2). »

(1) Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandres*, p. 37.

(2) *Ibid.*, p. 39.

On s'explique moins facilement le trafic direct de laines entre l'Angleterre et l'Italie. Les foires de Champagne eussent dû ici, semble-t-il, servir d'intermédiaires. Il n'en est rien cependant dans un grand nombre de cas. Les drapiers méridionaux traitent fort souvent avec les abbayes elles-mêmes, comme le prouve une lettre adressée de Londres, le 6 janvier 1284 (2), à ses correspondants par Simone Gherardi de la compagnie Tommaso Gherardi et Lapo Ughi, Spini, où il est parlé d'une quantité considérable de laine achetée dans les monastères anglais. Ce n'est du reste pas là un cas isolé, le mouvement d'affaires est continu puisque selon Peruzzi, les Bardi, Peruzzi, Mozzi, Lepini, Pulsi, achètent annuellement à Londres 2.380 sacs de laine au prix de 20 marks pour la qualité supérieure et de 10 pour l'inférieure, soit en bloc 25 à 30.000 livres sterling (3).

L'Angleterre, on le voit, prend une large part à la vie économique de l'Europe du moyen âge, bien qu'elle ne paraisse pas figurer ouvertement aux foires de Champagne, se bornant modestement à alimenter leur clientèle.

Pour ce qui est ici du négoce forain allemand, des documents certains existent, mais en bien petit nombre ; aussi peut-on vraisemblablement attribuer à l'Allemagne une participation faible au commerce des marchés champenois, surtout si l'on tient compte en plein moyen âge

(2) *Lettre tirée de Pagnini*, t. II, appendice n° XVI, p. 324. Mentionnée Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 246.

(3) Perrens, *ibid.*, t. III, *op. cit.*, p. 246.

de l'économie locale, plus agricole qu'industrielle ou commerçante, de ce pays, où le défrichement d'immenses forêts et marécages absorbe alors principalement l'activité de la race. Certaines villes des bords du Rhin n'en viennent pas moins en nos foires ; la protection impériale s'offre même parfois : témoin un conduit de l'Empereur Rodolphe de Habsbourg à tous les négociants fréquentant les foires de France, de Champagne, de Flandre en l'an 1283 (1). M. Schulte (2) fournit sur leur présence certains exemples. La présence de Cologne est attestée par une requête de ses habitants tendant à la levée de la défense de foire due à la négligence de l'archevêque, débiteur défaillant.

D'autre part une lettre des gardes de foire, assurant en 1313 aux marchands d'Aix-la-Chapelle l'oubli d'anciens griefs, donne quant à cette ville la même preuve (3).

Mais la principale cliente allemande des places foraines paraît être Constance (4), si l'on s'en rapporte à la minutie d'anciennes réglementations édictées par son conseil de ville, assisté de l'assemblée des marchands, dans le but de diminuer entre ceux-ci les rigueurs de la concurrence aux foires de Champagne et de renforcer ainsi la puissance exportatrice urbaine. Selon les principaux articles

(1) Warnkœnig, *Histoire de Flandre*, t. II, p. 194.

(2) Schulte, *Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien mit Auschluss von venedig*, p. 163.

(3) Schulte, *Ibid.*, p. 350.

(4) *Ibid.*, p. 164.

de cet édit, Constance doit avoir aux quatre marchés sa maison particulière pour la vente des toiles (*In unseren Husern, ze Pare, ze Treys, ze Prufiz und ze Lani*). Tout intermédiaire, tout courtage y est prohibé ; chaque marchand doit être propriétaire de la marchandise offerte, pour le tout ou comme associé ; il doit de plus commencer les affaires à l'heure commune et faire connaître à l'association quel est son prix de vente. Les frais d'ambassade ou de justice, nécessités par le recouvrement des marchandises saisies en cours de route, sont supportés par la communauté, qui prélève pour cela un impôt de circulation d'un pfennig par mark. De plus le quart des amendes revient aux autorités foraines.

Telles sont les principales prescriptions de cette union, conclue pour dix ans et renouvelable naturellement comme les autres associations économiques de l'époque, dont elle est l'imitation. Ce document, spécial à la toilerie, nous indique ici l'objet principal, mais non unique, du négoce allemand. L'Allemagne apporte en outre en foire des étoffes de laine, de l'argent de Fribourg et surtout de la tannerie et de la pelleterie. A ce sujet, le détail d'un vol de peaux d'écureuils (1) commis sur les terres du Duc de Lorraine au préjudice de marchands de Lubeck permet de considérer les négociants allemands comme fournisseurs des martres, zibelines, chats de feu, hermines, conins, aignelins, débités couramment aux grandes étapes commer-

(1) *Bib. nat.*, 500, de Colbert 56, fol. 122 Ment. Bourquelot, t. I^{er}, p. 200.

ciales du Nord de l'Europe à Bergen, à Wisby, à Novgorod et aussi aux foires de Champagne, témoins les nombreux tonlieux à ce relatifs, sans qu'aucun marchand de ces pays septentrionaux n'y ait laissé de traces. De ce côté encore, on le voit, le commerce flamand reste bien le principal aliment du courant économique qui va se fondre aux foires de Champagne avec une autre vague, affluent des péninsules ibériques et italiennes après avoir drainé le négoce du Sud de la France.

Or ici, les marchands italiens, sur le marché mondial, vont prendre une place prépondérante grâce à leur forte organisation, impérieusement nécessitée par cette multiplicité de difficultés qui s'opposent à l'étranger à l'énergie extensive latine. Celle-ci en effet, outre les obstacles naturels nombreux sur la route de Champagne, rencontre des barrières purement morales, dues à l'atmosphère d'hostilité où elle évolue. Malgré l'opinion de M. Prosper de Haulleville (1), les négociants lombards ne sont pas tous de vrais chevaliers « sans écu ni haubert », leur nom d'ailleurs, devenu communément terme de mépris, abrite beaucoup de simples usuriers de peu de scrupule qui, selon l'opinion populaire, « envahissent le pays, jamais n'y apportent un ducat, mais seulement une feuille de papier en une main et une plume dans l'autre, et ainsi tondent aux habitants la layne sur le dos et leur font gabelle de leur propre argent ».

(1) Prosper de Haulleville, *Histoire des communes lombardes*, p. 366.

Ce jugement, malgré son exagération malicieuse, dénote bien cet état d'esprit public de l'époque à l'égard des Italiens, qui aboutit, nous l'avons vu, à certaines persécutions officielles ; aussi s'explique-t-on que les cités latines aient su réfréner leurs discordes politiques pour s'unir sur le terrain commercial international.

Nous n'insisterons pas ici sur les conventions particulières conclues de ville à ville, fort nombreuses probablement, puisque, dès 1153 (1), un exemple s'en révèle entre Lucques et Gênes concernant le négoce aux foires françaises (*feriae ultramontanae*) ; tout l'intérêt se porte en cette matière sur la grande union de cités italiennes fréquentant les foires de Champagne, conclue dans la seconde moitié du XIII^e siècle entre Parme, Plaisance, Venise, Florence, Gênes, Sienne, Rome, Lucques, Asti, Crémone, etc..., groupées pour la défense commune de leurs intérêts économiques sous les ordes du *capitaneus ou rector universitatis et societatis mercatorum et cambitorum Lombardorum, Italiorum et ultramontanorum omnium nundinas Campaniae ac regnum Franciae frequentantium* (2), chef élu par les divers consuls urbains, comme l'atteste la procuration du capitaine Fulconis Caccia, établie en assemblée consulaire à Lagny, le 19 février 1278 (3).

(1) Schaube, *Handelsgeschichte der Romanischen Völker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge*, p. 350.

(2) Un acte de 1294 donne cette formule reproduite Schulte, *Geschichte des Mittelalters*, etc., p. 161.

(3) *Archives nationales*. Trésor des chartes, J, 335, n° 10. Ment. Bourquelot, p. 165 ; Davidsohn, *Forschungen zur geschichte von Florenz*, p. 29.

En ce qui concerne le rôle de ce personnage considérable, nous ne pouvons que renvoyer à la documentation pleine d'érudition de M. Bourquelot, pour en apprécier toute l'importance en ses diverses formes. Retenons maintenant les seules attributions diplomatiques du capitaine, où celui-ci apparaît avec grande autorité, dans la défense des intérêts matériels de ses protégés, traitant de pair avec les souverains comme Cacia de Perugia, réglant avec Philippe le Bel les privilèges des marchands italiens ; relevant même énergiquement les injures souffertes, tel Roger de Casace (1) demandant raison au comte Amédée de Savoie des dommages causés dans ses Etats à deux ambassadeurs de la Compagnie des ultramontains.

Il s'efforce, du reste, d'éviter aux ressortissants de l'union tous dommages et toutes représailles en en prévenant les causes possibles par une police des fraudes fort stricte, visitant les marchandises en foire avant la vente, édictant au besoin des pénalités afin de soutenir le bon renom du commerce italien sur le marché mondial et d'y affirmer sa suprématie.

Or celle-ci est certaine aux foires de Champagne. La longue liste des villes toscanes ou lombardes qui y prennent part, ainsi qu'il résulte de la procuration du capitaine Caccia et aussi d'une foule d'actes de vente et de prêt, affirme aisément la vitalité de ce négoce latin, qui nécessitera l'entretien en Italie d'un représentant diplomatique

(1) Prosper de Haulleville, *Histoire des communes lombardes*, p. 365.

des comtes de Champagne. On ne pourra vraiment en représenter l'importance qu'en tenant compte du nombre et de la puissance des sociétés marchandes italiennes établies aux places foraines. Parmi ces principales compagnies, sortes d'associations en nom collectif, cumulant généralement la vente des productions méridionales et les affaires de banque, mentionnons les Peruzzi ou Perruches, famille négociante de « popolaires », c'est-à-dire de simples bourgeois, les Bardi de Florence auxquels appartenait le célèbre Pegolotti, les Angoiselles de Plaisance (qui ont laissé leur nom à une rue de Bar-sur-Aube), les Tolomei de Sienne, les Marin, les Bucca-Nigra, les Scotti (Escoz) dont l'un des membres Albertus Scoti était un des chefs du parti guelf (1). Ce sont encore les Mache Scaramp, les Gagne biens, la Troye, les Cavacols, etc...

Ces diverses maisons délèguent en Champagne des *socii* ou de simples *nuntii* chargés de les représenter, qui se transportent aux six foires successivement ou même n'y figurent qu'accessoirement dans leurs tournées à travers l'Europe, ainsi décrites par M. Desmaretz (2) : « Le marchand fait son apparition à Lagny au commencement de l'année, à Ypres au Carême, à Bruges pour Pâques : il s'embarquait en mai pour l'Angleterre, revenait sur le continent pour assister à la foire de Lille au mois d'avril, puis à celle de Provins (St-Ayoul) en septembre ; il cou-

(1) Piton, *Les Lombards en France*, p. 58, 60, 62 et suiv. ; et aussi Boutaric, *Actes du Parlement*, t. III.

(2) Desmaretz, *La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle*, p. 75.

rait la dernière foire de Champagne, celle de Troyes, la « Froide », en novembre et rentrait enfin dans ses pénates à la fin de l'année ».

Ce *nuntius* partout reste en rapport constant avec le siège social de sa maison, prend ses ordres, la renseigne sur l'état du marché par des lettres de contenu fort varié (M. Schaube (1) en fournit un exemple d'analyse dans son *Coursbericht*), transmises au moyen d'un service spécial de courriers (*cursores*) sur lequel M. Huvelin (2) a donné de précieux renseignements. Le représentant de *Arte di Calimala* en Champagne envoie pendant chaque foire deux courriers au bureau central de l'art à Florence, le courrier *de hara* et celui *de pagamento*, distingués ainsi par leurs différentes dates de départ, la première lorsqu'on crie *Hare*, la seconde vers la fin de la foire à l'occasion, probablement, des délégations et compensations, avec mission, dit-on, d'indiquer aux marchands de la place desservie le montant des effets à acquitter ou à encaisser et dont l'échéance sera parfois déterminée par la date de son arrivée.

Ce service postal, fort rudimentaire en raison des moyens primitifs de communication de l'époque, fonctionne toutefois assez rapidement, à en juger par une lettre de Consiglio Cerchi annonçant de Florence l'arrivée du premier

(1) Schaube, Ein italienischer coursbericht von der Messe von Troyes aus dem 13^{ter} Jahrhundert. *Zeitschrift für Wirtschaft und Sozialgeschichte*, t. VI, p. 254.

(2) Huvelin, Quelques données nouvelles sur les foires de Champagne. *Annales de droit commercial*, t. XII, 1901.

courrier de Lagny le 17 ou 18 janvier, ce qui constitue un réel record de voyage, montrant clairement combien la forte organisation des Italiens était en rapport avec l'importance de leur négoce, qu'un certain équilibre des mouvements d'importation et d'exportation parvenait à régulariser. Ceci résulte, en effet, de la nature spéciale du commerce de la péninsule. La draperie en forme le principal objet, comme en Flandre, il est vrai, mais sans qu'aucune concurrence résultât de la rencontre aux foires de Champagne de ces deux industries, étroitement solidaires au contraire, ainsi que le prouvent les opérations de l'*Arte di Calimala*, puissante corporation des drapiers florentins. Comme le spécifient les statuts, le travail des artisans n'est nullement de production, mais d'apprêt et de perfectionnement (2) : leur rôle se borne à transformer les seuls draps d'outremonts, les grossiers *panni nividi* rapportés de Champagne et des Flandres, en élégantes draperies de haute valeur, les *panni fini*.

Diverses sont les phases par où passent les étoffes protégées sur le marché mondial du nom respecté de Calimala.

Dès leur arrivée, les draps étrangers sont vérifiés par experts, puis livrés aux nombreuses compagnies de l'art,

(1) *Ibid.*, Huvelin, *Données nouvelles*.

(2) Doren, *Florentiner Wirtschaftsgeschichte*, chap. III, d'après Uzzano, *Pratica della mercatura* XXI.

(3) *Colimala s'intenda essere e sia la ruga di calimala e ogni altro luogo ove è alcuna botte ga a fondaco d'alcuno mercatante dell. arte di calimala* (Stat. I-II, 39, p. 124), mentionné Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 222.

chargées du pesage, lavage, tissage, teinte, apprêt, selon certaines règles techniques dont l'inobservation entraîne pour l'ouvrier une amende de trois cents florins. On obtient ainsi les *panni fini* de grande valeur, passant par toutes les teintes de l'arc-en-ciel, grâce aux kermès, pastel, oseille que les Italiens excellent à employer (1). Chaque pièce terminée est alors étiquetée avec indication du montant des prix, de premier achat, de denier à Dieu, de transport ; des frais de transformation ; des droits de maltote, tonlieu, partage, des coûts de chargement d'hôtellerie, etc... ; la voilà prête pour l'exportation qui va se faire sous la protection des agents de l'*Arte di Calimala*. En effet, les consuls de la corporation élisent sous le même nom qu'eux deux magistrats, attachés aux marchands florentins de France, et choisis l'un parmi ceux qui y résident, l'autre parmi ceux qui s'y trouvent de passage. Ceux-ci, assistés de quatre des meilleurs marchands, ont pour rôle (2) de faire observer à l'étranger les règlements de vente de l'art, avec pouvoir d'infliger un premier châtimement, précurseur du châtimement plus grand prononcé postérieurement dans la mère-patrie par les consuls généraux de Calimala : sauf appel devant des syndics spéciaux envoyés (3) pour contrôler les fonctionnaires consulaires, redresser les torts, protéger les intérêts lésés.

(1) Depping, *Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe*, p. 234.

(2) Cibrario, *Economie politique du moyen âge*, p. 253.

(3) Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 237.

Avec une organisation aussi puissante, il n'est que fort naturel de voir l'*Arte di Calimala* prendre la première place dans l'industrie drapière italienne. Mais temporairement seulement, car au début du ^{xiii}^e siècle apparaît une corporation concurrente : l'*Arte della Lena*, qui parviendra plus tard à la supplanter, bien que la différence de leurs modes de fabrication eût dû, semble-t-il, empêcher entre elles toute rivalité.

C'est que l'industrie de la *Lena* n'est pas de perfectionnement, mais bien de production : la confection indigène des draps introduite à Florence en 1239 par les religieux Humiliés (3), appelés par les magistrats urbains, est dès lors pratiquée par les artisans de cet art, dont les statuts prohibent formellement la transformation et la vente des draps d'outremont (4). D'ailleurs la source primitive de la draperie italienne est tarie bientôt par les ordonnances de Philippe le Bel excluant les Flamands des foires de Champagne, écartant ainsi la corporation d'apprêt *La Calimala* de son centre d'approvisionnement, pour le plus grand profit des « lainiers », mais aussi pour le grand dommage de nos marchés, où les *panni franceschi di calimala* formaient la principale des marchandises italiennes.

La soierie, certes, est pour les cités lombardes ou toscanes l'objet d'un négoce important, mais à un degré bien moindre : ceci tient sans doute aux conditions spé-

(1) Perrens, *Ibid.*, t. III, p. 238.

(2) Espinas, *La draperie à Florence*, p. 4.

(3) Perrens, t. III, p. 241, d'après stat., t. II, § 8, p. 123 et Pagnini, t. II, p. 98.

ciales du travail de la soie. La main-d'œuvre, en effet, comme le montre Pagnini (1), quadruple la valeur de cette matière ; tandis qu'une livre de laine d'Espagne valant 5 paoli (2 fr. 50) transformée en drap surperfin en vaut 40, une livre de soie grège devenue étoffe de soie vaut non plus 30 paoli, mais 120 et même bien davantage, si l'on a mêlé au tissu des fils d'or ou d'argent.

Peut-être les Italiens n'étaient-ils pas assez sûrs de leurs débouchés pour se lancer dans cette industrie de haut luxe : toujours est-il que celle-ci garde dans la péninsule un rang fort médiocre, malgré les efforts de certaines villes, telle Venise où les tribuns profitent du partage de la Grèce en 1204, s'efforçant d'en débaucher les ouvriers en soie et de favoriser la création d'une fabrique indigène (2), telle encore Florence où fonctionne de bonne heure un « art de la soie », dont les membres s'approvisionnent en Angleterre de soie grège (3).

Il est vrai que le commerce italien de soierie n'est que faiblement tributaire de l'industrie nationale, puisqu'il s'alimente en grande partie de productions orientales. C'est ainsi que figurent aux foires de Champagne des brocards d'or et d'argent de Bagdad, de Damas, de Perse (comme aussi de nombreuses imitations) ; des paliots, des

(1) Pagnini, t. II, p. 111. Ment. Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 193.

(2) Chuppin, *Essai de l'histoire du commerce de Venise*, op. cit., p. 149, bib. de Genève.

(3) Simone Gherardi au XIII^e siècle achète de la soie grège en Angleterre. Perrens, t. III, p. 250.

draps de Larest, des cendaux, des taffetas, des Boccasino incrustés de fils d'or de Chypre (1), bref, toutes sortes d'étoffes précieuses apportées par les marchands d'Italie, affirmant ainsi le rôle providentiel de leur pays, trait d'union entre l'Orient et l'Occident latin.

Mais là ne se borne pas cet intermédiaire latin. Il participe en outre principalement à l'exportation de toute une classe de produits du Levant, tenant à l'épicerie et à la pharmacie, connus aux foires de Champagne sous le nom « d'avoirs de poids », en raison de l'évaluation au pesage de leur valeur marchande. Ces marchandises, débitées dans les villes italiennes par les apothicaires ou « *speziali* », ne forment pas en nos places foraines l'objet d'un commerce spécial. Drapiers ou banquiers de la péninsule vendent couramment l'aloès (2) venu d'Arabie, de Sokota notamment, employé en médecine; l'alun de Thrace, d'Asie Mineure, des îles grecques d'Alep, agent indispensable pour la fixation des couleurs sur les étoffes; l'ambre d'Alexandrie, Famagouste, Beyrouth, Tauris, Constantinople, selon Pegolotti; le baume d'Egypte, le benjoin; le bois d'aloès servant à l'ébénisterie; le bois de santal et sa variété rouge provenant des Indes, le bois du Brésil; le camphre, la cardamome; le clou de girofle, la noix muscade, le cochenille insecte employé industriellement

(1) Finot, *Relations commerciales entre Grèce et la Flandre*, p. 285.

(2) Nous renvoyons pour cette énumération à MM. Heyd et Cibrario et plus spécialement, en ce qui concerne nos foires de Champagne, aux notules d'Almaric (de Blancard), *op. cit.*

comme matière tinctoriale ; le corail, le coton ; l'encens provenant de Tauris, de Bagdad et aussi d'Alexandrie selon Pegolotti, la garance, la gingembre, l'indigo, les perles, le poivre, etc...

Comme le montre cette énumération, le commerce italien d'exportation se caractérise par des marchandises exotiques pour la plupart, étant donné la pauvreté de production indigène de la péninsule où certaines denrées agricoles, fruits, olives, huile, miel, quelques drogues pharmaceutiques tels que les onguents génois de « mithridate » et de « theriaque » (1) ne pourraient suffire à alimenter l'activité négociante nationale, obligée de recourir aux richesses étrangères. C'est en cela, d'ailleurs, que l'Italie se rapproche de l'Espagne, participant aussi à l'afflux économique méridional des foires de Champagne, moins activement, toutefois.

Il est de plus une autre ressemblance entre ces deux pays, basée sur ce fait qu'ici encore se révèle l'influence des Flandres : celles-ci paraissent commander l'attraction du négoce ibérique vers le Nord, vers nos places foraines. Les pèlerinages faits par les Flamands aux fameux sanctuaires St-Jacques de Compostelle (2) ne sont certes pas étrangers à l'existence du lien commercial établi avec les Espagnols, de très bonne heure comme l'atteste dès

(1) Finot, *Histoire des relations commerciales entre la France et la Flandre*, op. cit., p. 286.

(2) Finot, *Relations commerciales entre la Flandre et l'Espagne au moyen âge*, p. 5.

1202 le préambule de l'enquête de Capi ordonnée par Philippe-Auguste : *Omnia cruria que transeunt de Flandria sive in Franciam, sive in Burgundiam sive in Campaniam, sive « Ultra-Montes » sive in Provinciam debent Pedagium apud Bapalmas*. Cette expression *ultra montes* traduite en langue vulgaire à la fin du ^{xiii}^e siècle par « St-Jacques d'outre les monts d'Espagne » (1), nous démontre évidemment ces relations transpyrénéennes que l'attraction universelle des célèbres marchés de Champagne va favoriser, d'autant plus qu'à partir du ^{xiii}^e siècle, par le mariage de Thibaud III avec la fille et unique héritière du roi Sanche le Sage, Blanche de Navarre, nos comtes deviennent souverains de ce dernier pays, consolidant ainsi par cette union politique les rapports commerciaux entre leurs deux peuples, favorisés malgré l'éloignement par certaines conditions géographiques : on comprend en effet que les Navarrais tributaires des Castellans et des Biscayens, quant au transport maritime, aient préféré gagner le nord du continent par la voie de terre (2).

Ceci n'empêche pas les autres parties de l'Espagne d'être aussi représentées aux foires de Champagne, nous l'avons vu, par leurs nombreuses halles groupées les unes à côté des autres, en nos marchés, quelles que soient leurs différences de souveraineté, en raison de l'opportune en-

(1) Tailliar, *Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles*, autre texte postérieur de l'enquête de Capi : « Nus avoires etc... » déjà mentionné.

(2) Finot, *Etude historique sur les relations commerciales entre la Flandre et l'Espagne*, p. 6.

tente économique unissant pour le négoce mondial les marchands de la péninsule ibérique sous l'égide de consuls généraux (1), moins étroitement toutefois que l'association italienne, puisqu'elle englobe certaines villes françaises, *presidios* espagnols, ainsi que le rapporte au 1^{er} septembre 1259 une chartre (2) du roi Jacques I^{er} d'Aragon ordonnant que les marchands de cordouan de la ville de Lérida éliraient un consul qui, aux foires de Champagne, prendrait part avec les consuls des cordouaniers de Barcelone et de « Montpellier » à la distribution des places réservées aux Aragonais pour la vente de leurs denrées.

Le négoce ibérique trouve, cette pièce l'indique, un important aliment dans les denrées nationales, comme en témoigne aussi un manuscrit de la Bibliothèque nationale, fonds Notre-Dame (3), fournissant le détail de l'exportation espagnole vers les Flandres :

« Don royaume de Navarre vient filache dont on fait sarges, cordouans, basans, ricolisses, amendres, peloteries, drap dont on fait voiles à grands nez.

« Don royaume d'Aragon vient tex avoirs com de Navarre et soffrans et riz.

« Don royaume de Castele vient graine, circ, cordouans,

(1) Le 17 juin 1246, le roi Jayme nomme Stéphane Loubet consul pour la France, alors qu'il n'était que consul urbain de Montpellier. Devic et Vaisette, *Histoire du Languedoc*, t. VIII, p. 213.

(2) Capmany, *Memorias Historicas*, t. IV, p. 5.

(3) Ment. Warnkœnig.

basenne, filache, laine, peleterie, vif argens, sui, vins, commins, henis, amendres et fer, etc... »

Parmi toutes ces marchandises, la vente du cordouan, c'est-à-dire du cuir travaillé dans les villes d'Espagne et même de France méridionale selon les procédés de Cordoue, tient aux foires de Champagne un rôle fort important, moins cependant que la draperie, puisque cette industrie, représentée si brillamment en nos marchés par les Flamands et les Italiens, nous l'avons vu, trouve encore, grâce à l'activité des artisans catalans, un surcroît de vitalité, dont on peut se faire une idée en lisant un mandement du garde des foires Gerardus de Novalibus (1), édicté en l'an 1304 (octobre), contre deux marchands vénitiens Jean Baldoino et Ameroso Bianco, débiteurs défailants de plusieurs négociants catalans, Alberinus Maletus, Jean Grassain, Jacques Sapillardis, etc... qui leur ont fourni des draps (*pro venditione et deliberatione pannorum*) pour un total de près de 1.300 livres tournois.

Aux exportations de productions indigènes espagnoles, rattachons encore le velours de Tolède, et surtout la laine brute, supérieure, dit-on (2), aux laines anglaises, qui va aller en nos places foraines alimenter les XVII villes, pour revenir parfois vers le Sud, manufacturée, transformée en draps de Châlons, de Provins, en « biffes de Lannoy »,

(1) Mas Latrie, Commerce et expéditions militaires de Venise et de la France au moyen âge. *Mélanges historiques*, p. 23.

(2) Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris aux XIII^e et XIV^e siècles*.

comme l'indique une ordonnance des magistrats municipaux de Barcelone, pour le tarif de courtage (2 juin 1271) (1).

Enfin, parallèlement à l'Italie vis-à-vis de l'Orient latin, l'Espagne ou du moins les divers royaumes des Asturies vont exercer la fonction économique d'intermédiaires commerciaux entre les pays mauresques et la chrétienté, en dépit de l'hostilité de race qui hatisera leur haine contre le califat de Courdoue. Bougie, Melilla, Cuta, Tunis entretiennent des rapports maritimes constants avec les ports catalans, les alimentent de productions de l'Afrique qui seront exportées vers le Nord, comme l'indique notre manuscrit plus haut mentionné (2) :

« Du royaume des Fées en Afrique vient cire, cuirs et peleterie ;

« Du royaume de Maroc vient autèle, marchandise et comins et sucre brus ;

« Du royaume de Segelmesse qui siet près la mer des Arènes vient dattes et aluns blancs ;

« Du royaume de Bougie vient peleterie de aingniaux, cuirs, sucre et alun de plume ;

« Du royaume de Tunes vient autel avoir comme de Bougie. »

Mais à côté des villes espagnoles, les marchandises africaines vont trouver un autre entrepôt dans notre grande

(1) Capmany, *Memorias historicas*, t. II, p. 72 et Finot, *op. cit.*, p. 34.

(2) Fonds Notre-Dame.

cité méditerranéenne Marseille, qui leur ouvrira plus grandes peut-être les portes de l'Europe ; car l'ancienne Massilia hélène, fidèle à ses origines, sait rester sourde à toute considération étrangère au commerce et réserver le plus large accueil à sa clientèle négociante, quelle qu'en fût la variété. Ici, les notules d'Almaric (1) nous montrent à l'œuvre le marchand marseillais, drainant des confins de l'Orient et surtout des rivages du Magreb, vers les foires de Champagne, des charges de toutes sortes de produits. Le nombre de ces actes notariés constatant une foule de contrats de vente ou de transport montre non seulement l'importance du négoce de cette ville, mais permet en outre de se représenter la force du courant économique méridional de source française affluant en nos marchés, et dont Marseille forme une vague principale.

Car si le Midi de la France sert de champ d'action et surtout de transit aux mouvements d'affaires italiens et espagnols, il n'en possède pas moins une activité commerciale autochtone que centralise un puissant groupement de marchands languedociens et provençaux, calqué sur l'association des négociants italiens, avec comme celle-ci un capitaine à sa tête connu sous le titre pompeux (2) de *Capitaneus mercatorum et universitalis mercatorum de Provincia et de Lingua de hoc nundinas Campanie frequentantium*. Nos foires sont en effet la raison sociale de

(1) Blancard, *Documents inédits sur le commerce de Marseille*.

(2) Ment. divers documents, *Archives de Montpellier* et *Cartulaire de Lagny*, fol. 49.

cette union constituée dans le seul but de favoriser l'écoulement de ses productions sur ce marché mondial, considéré alors comme l'aboutissement nécessaire de toute vitalité économique. Montpellier paraît tenir la tête des villes fédérées, grâce au privilège de ses consuls de choisir ce capitaine et de lui faire prêter serment d'obédience avant qu'il fut confirmé en fonction par les différentes cités que nous voyons à l'œuvre dans un acte (1) du 2 février 1290, signé des marchands de St-Thibéry, St-Guillem, le Désert, Béziers, Sommières, St-Flour, Aurillac, Narbonne, maintenant en charge le capitaine Jean Chrétien malgré l'opposition du roi Jayme I^{er} d'Aragon, son suzerain direct en tant que seigneur de Montpellier, théoriquement du moins ; car, en fait, le chef de l'association ne relève que des autorités consulaires urbaines, conservant jalousement leurs prérogatives et en usant énergiquement, si l'on en juge par le « peut Thalamas de Montpellier (2) ». « En l'an de MCCCXVII li cossols destituyron. En R Arpin, per 20 demerites de l'uffici del Capitanat de Campanha e instituiron en capitani per la Lengua d'Oc en R de Latas. » Cette vassalité urbaine n'empêche pas ce capitaine d'être fort puissant, grâce à la protection des Rois de France et des Comtes de Champagne qui voient en lui le principal rabatteur de leurs foires.

(1) Devic et Vaissette, *Histoire générale du Languedoc*, t. III, p. 141 et Germain. *Histoire du commerce de Montpellier*, p. 91.

(2) Germain, *Ibid.*, p. 89.

M. Bourquelot (1) mentionne à ce sujet un acte de Philippe le Bel (1292) défendant aux gardes de foires de troubler le capitaine des languedociens dans l'exercice de ses fonctions. Mais en quoi celles-ci consistent-elles ?

A côté d'attributions judiciaires dont nous avons déjà noté l'étendue, il en est d'autres d'ordre diplomatique, classiques alors pour tout chef de hanse, qui vont absorber l'activité de ce personnage en interventions officieuses auprès des autorités seigneuriales, là où les membres de l'association auront eu à subir quelque dommage. Cette protection s'étendra même parfois à l'encontre de l'administration foraine, car dans notre Champagne de langue et d'idiome différents, le capitaine des marchands de la « langue d'oc » se présente comme l'avocat naturel pour tirer d'embarras les protégés de l'union, victimes de quelque abus de droit.

L'identité de langage, plus peut-être que l'intérêt commercial, sert ici de trait d'union entre les diverses ramifications de l'association dont un acte précité nous a fourni une énumération évidemment incomplète, puisqu'elle oublie les principaux centres économiques du Midi visitant nos foires sous la protection de ce capitaine, tels que Marseille, Nîmes, Arles, Toulouse, Cahors, etc...

Parmi toutes ces villes, la prédominance négociante de Montpellier n'est pas purement nominale, bornée au privilège d'élection du chef des marchands ; elle s'exerce en

(1) Bourquelot, *Rapport à l'Académie des sciences*, t. I, p. 155, d'après *Archives Montpellier*.

outre réellement jusqu'à ce que l'hostilité de Philippe le Hardi favorable à Nîmes se manifeste à son égard. Grâce à l'intelligente politique des consuls montpelliérins, la prospérité urbaine avait cependant déjà eu le temps de se développer, ceux-ci ayant su traiter avec les seigneurs riverains du Rhône pour frayer à leurs marchands le chemin des marchés septentrionaux : c'est là notamment l'objet d'accords intervenus, l'an 1265, avec le comte de Valence et les seigneurs de Montélimar (1).

Nous n'insisterons pas sur la nature du négoce méridional français alimentant les places champenoises, étant donné son absence de particularité. On comprend facilement le trafic d'avoins de poids et de productions orientales ou africaines par les villes maritimes et provençales, de même qu'on s'explique l'apport en nos marchés de cordouans venus des villes du Languedoc, voisines de l'Espagne, dont elles copient les procédés. Il est naturel enfin que la grande voie de communication naturelle formée par la vallée du Rhône ait spécialisé certaines villes, telle que Marseille dans l'industrie du transport, comme en témoignent les lettres de voiture du notaire Almaric (2).

Mais il est une cité, Cahors, où apparaît une singularité avec le commerce de l'argent.

Voilà du moins ce qui semble résulter de nombreux actes mentionnant la présence d'usuriers cahorsins aux foires de Champagne, notamment une bulle du pape

(1) Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, t. II, p. 36.

(2) Blancard, déjà cité.

Alexandre III en 1166, une autre d'Innocent III en 1216, ordonnant leur expulsion du cloître de Troyes (1), ou encore une notification des gardes de foires en 1263 à l'évêque et au consul de Cahors, prononçant une défense de foire contre la totalité des Cahorsins à raison des dettes de deux d'entre eux, Pierre et Etienne de Salvetat (2).

Bien que cette dernière lettre eût pu couper court à toute incertitude par suite de la spécification de la ville et l'orthographe français du nom des débiteurs, on a discuté longuement sur le sens du mot « Cahorsins ». Certains n'y ont vu qu'un terme de mépris désignant les financiers italiens, grands manieurs d'argent de l'époque, d'autres, comme M. Bourquelot, des Italiens émigrés et établis à Cahors même, tandis qu'une tierce opinion basée sur Muratori, définissant cette ville par « celle où presque tous les habitants sont usuriers » (3), a rendu à cette expression son sens, le plus logique selon nous, en accordant aux originaires de Cahors la profession de banquiers. D'ailleurs, quoi d'impossible à cela ? Des actes ne nous révèlent-ils pas certaines villes françaises, Vezelay et Lyon (4), ayant aussi leurs « changeurs » et visitant nos foires ?

Les affaires de banque peuvent donc être considérées comme une branche du négoce du Midi, qui malgré certaines entraves rencontrées en Champagne lors des persé-

(1) Piton, *Les Lombards en France*, p. 23.

(2) Le Paire, *Annales du pays de Lagny*, p. 98.

(3) Piton, *op. cit.*, p. 23.

(4) Bit. nat., *Cartul. cumpania*, 5992, fol. 348. Ment. Bourquelot, t. II, p. 129.

cutions des Albigeois, y tient la première place dans le commerce français.

Après lui en effet, à part, nous l'avons vu, le mouvement économique des villes drapantes d'Artois et de Picardie, la clientèle foraine française devient fort restreinte.

Le Nord du pays y participe encore avec l'orfèvrerie parisienne et les productions agricoles des riches régions avoisinant la Champagne, particulièrement nécessaires à l'approvisionnement de l'importante population nomade déversée toute l'année par l'étranger. Au Centre, la mercerie de Limoges, la soie ouvrée des Cévennes, de même qu'à l'Est les toiles de Besançon et les vins de Bourgogne forment un apport restreint, mais non moins réel, tandis qu'à l'Ouest la ferblanterie de Dinan « qui vend pots et pelles » selon le cartulaire de Lagny, la draperie de Rouen (1), sont les rares exemples de négoce connu pour cette région.

Nous en aurions fini avec l'énumération de la clientèle tant française qu'étrangère des foires de Champagne, s'il ne fallait tenir compte d'une catégorie de marchands nomades par excellence, banquiers pour la plupart, les Israélites, répandus dans toute l'Europe, mais particulièrement nombreux dans notre comté en raison évidemment du vaste champ d'opérations offert à leur activité et grâce aussi à certaines atténuations au traitement de rigueur qui leur est commun au moyen âge. La protection bienveil-

(1) De Fréville, *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen*, t. II, p. 86, pièce n° 23.

lante de St-Bernardt, manifestée à l'égard des Juifs dans une lettre à l'abbé de Cluny où il défend de les persécuter et de les chasser (1), semble avoir porté ses fruits en Champagne, car malgré la dureté de la coutume locale les maintenant comme partout ailleurs en un étroit servage, aggravant pour eux le droit commun des obligations et notamment du prêt d'argent comme nous le verrons, les autorités seigneuriales semblent ici rompre avec la pratique brutale de l'époque, par intérêt peut-être plutôt qu'humanité, mais, en tout cas, les faire bénéficier de quelques mesures favorables. C'est ainsi qu'un accord consenti par Thibaud IV en 1222 (2), spécifiant le paiement en cinq termes à la foire St-Remi de 70.000 livres, permet aux Israélites de toucher toutes créances échues ou à échoir et de s'en remettre à leur communauté pour la perception de la taille comtale.

Aussi s'explique-t-on que la Champagne ait été le siège d'une école de Talmudistes (3), concentrée à Troyes à l'académie du célèbre rabbin Iarchi (4), qui ne contribua pas peu, on le comprend, à attirer les coreligionnaires, grands financiers de l'époque, et à permettre à nos foires d'ajouter la fonction de « banques mondiales » à leur célèbre rôle de « magasins généraux » de l'Europe.

(1) Bédarride, *Les Juifs en France, en Italie, en Espagne*, p. 129.

(2) Boutiot, *op. cit.*, t. I, p. 283 ; Cartul. de Champ., *Bib. municipale*, ms., n° 22, p. 320.

(3) Beugnot, *Les Juifs d'Occident*, p. 107.

(4) Depping, *Les Juifs au moyen âge*, p. 113.

CHAPITRE VII

LES OPÉRATIONS FORAINES.

L'énumération de la clientèle et des marchandises des foires de Champagne nous a fait connaître leur négoce dans son objet et ses parties : il nous reste maintenant à l'étudier dans sa pratique. Celle-ci n'est pas abandonnée ici au libre jeu des lois économiques, elle va en outre subir la tutelle de la coutume foraine, dont le rôle ne se borne pas, en effet, à assurer le « conduit » des marchands et à garantir la sécurité, la « paix » de la vente. Certes, marchands et clients une fois réunis en lieu sûr, voilà un grand pas de fait pour la création d'une foire, mais ce n'est pas tout ; car livrée à elle-même, cette assemblée, nécessairement importante, tournerait en un véritable chaos, fermé à toute affaire par suite de la dispersion des énergies commerciales ; aussi importe-t-il de discipliner l'ordre des opérations, d'écarter toute fraude de leur exercice, d'assurer aux contrats certaines garanties, bref de conserver au marché dans la régularité de son fonctionnement intérieur le caractère « extraordinaire » qui l'a élevé au rang de « foire » ; or certaines prescriptions coutumières vont atteindre ce but.

I. — Ordre des opérations.

L'établissement d'un ordre d'exécution des opérations commerciales ne se comprend réellement qu'en considérant le rôle économique de nos foires : leur fonction primordiale d'étape du règne mondial a, nous l'avons vu, pour conséquence principale de provoquer entre les régions les plus lointaines un échange de leurs productions indigènes, sans qu'il en résulte nullement la mise en rapport d'une classe déterminée de marchands et d'une classe de clients. Le « forain », seul acteur de ce trafic, prendra successivement position de vendeur et d'acheteur, suivant son origine méridionale ou septentrionale, dans la vente des trois grandes catégories de marchandises, la draperie, le cordouan, l'avoir de poids, qui, en raison de cette duplicité de rôle, semblent menacées par la limitation du temps de foire. C'est ce qu'a prévu la coutume foraine : aussi s'efforce-t-elle de parer au danger d'abandon du marché de telle ou telle production, en sériant les dates de clôture des diverses opérations commerciales, permettant par exemple au Flamand de passer tranquillement ses achats d'épices orientales, sans négliger pour cela l'écoulement de ses draps, assurant ainsi une clientèle constante aux différentes classes de négoce.

Voilà en effet le sens qu'il semble possible d'assigner à cet ordre minutieux d'opérations foraines, autant du moins que nous pouvons le reconstituer à l'aide de plu-

sieurs manuscrits d'une rédaction fort imprécise, qualifiée à juste titre d'énigme historique par M. Huvelin (1).

Les textes auxquels nous nous reportons ne sont que la suite de ceux relatifs à la tenue des foires tels : *a*) Le Cartulaire Caillot, fol. 420 ; *b*) Manuscrit 16537, fonds latin, Bibliothèque nationale ; *c*) Manuscrit 12581, fonds français, Bibliothèque nationale ; *d*) Manuscrit 25545, fonds français, Bibliothèque nationale ; *e*) Manuscrit 412, fonds français, Bibliothèque nationale ; *f*) Manuscrit 2625, fonds français, Bibliothèque nationale, tous mentionnés antérieurement par MM. Bourquelot, Fremery, Martens, Goldsmidt, Bassermann, Huvelin (2), et publiés déjà dans l'ouvrage de ce dernier, ce qui nous dispensera d'une nouvelle transcription générale, nous bornant seulement ici à rappeler dans toute leur obscurité les termes de l'un d'eux, le Cartulaire Caillot : « Et chascune des six foires a VIII jours d'entrée... faillie jusques à hare de draps a X jours excepté en la foire St-Ayoul où il n'en a que neuf et XI jours après hare de drap uent on corduen et XV jours après hare de cordouen fault auoir dez pois et est droitz paiemens. Et ung mois après hare de dras abatent changeurs et IIII jours après changes abatuz prent on lettres de foires. »

Nos six textes concordent tout d'abord sur le premier point : « Et chascune des six foires a VIII jours d'entrée. » Un doute n'en subsiste pas moins. Doit-on voir là une

(1) Huvelin, *Essai*, p. 510.

(2) Huvelin, *Essai*, p. 600.

division du temps de foire, essentiellement administrative, réservant expressément les premiers jours à l'arrivée, à l'installation, en excluant le début de toute opération commerciale ? ou plutôt une période d'ordre purement fiscal désignant la durée de franchise de droits d'entrée ? Une coutume foraine tirée du Cartulaire de St-Etienne de Troyes semble confirmer cette seconde opinion. « Et c'est asavoir que l'en prent entrée VIII jors après foire livrée et jusqu'au paiement. » D'autre part nos manuscrits *d, e, f* répètent simultanément : « La foire de Lagny ne doit point d'entrée. » Cette distinction de « VIII jours » paraît donc commandée par une question d'immunité fiscale, bornée à Troyes, Bar, Provins à la première semaine de marché et étendue à Lagny à tout le temps de foire.

Or cette exemption totale n'empêche pas cette dernière place d'avoir aussi une semaine d'entrées si l'on s'en rapporte aux explications de Pegolotti (1) : *Ciascuna delle dette fiere si à il conunciamento 8 giorni franca, che nessuno avere che regna in fiera, non paga niente dagli otto giorni in nanzi salvo l'agnino, è tutta franca che nessuna fiata paga entrata.*

Il faut donc rendre à l'expression « VIII jours d'entrée » sa signification première, la plus naturelle, sans toutefois ramener ce monopole hebdomadaire des arrivées en foire à une simple formalité administrative. Cette mesure n'intéresse pas seulement le bon ordre du marché, mais aussi

(1) Pegolotti, S. 237. Ment. Bassermann, *Die Champagnermessen*, p. 19.

les bases de son fonctionnement, car en concentrant les installations foraines dans le temps limité de la première semaine, l'établissement des cours le plus rapidement possible se trouve désormais assuré, si bien que certaines catégories de marchandises ne peuvent être lésées par leur priorité de rang dans l'ordre de vente.

C'est à cet ordre que se rapporte la suite de nos manuscrits ; mais avec leurs contradictions de textes, leurs fautes de copistes, commence alors un véritable rébus.

Pourtant la ligne suivante est à peu près identique dans chaque pièce, sauf quelques divergences d'orthographe : « Et d'antrée faillie jusqu'à hare de dras a X jours » (1) ; *a* et *f* ajoutent « Excepté en la foire St-Ayoul où il n'y en a que neuf ». La signification de cette phrase repose sur le sens de l'expression « Hare de draps ». Qu'entendre par là ? N'insistons pas sur son étymologie. Fut-elle dérivée du « haro normand », du « hora » latin, ou du germanique « haraho » (2), peu importe ici : le fait est qu'elle se rapporte à un cri poussé par les sergents pour annoncer la clôture de vente de chaque classe de marchandises (3) et dont la mention ici nous éclaire sur la durée du marché aux draps, dix jours en général, sauf neuf exceptionnellement à la

(1) *a*, *b*, *c*, *d*, *f*.

(2) Huvelin, *Traité*, p. 520.

(3) Contre l'opinion de M. Huvelin n'admettant pas de cri de Hare pour les « avoirs de poids », citons celle de M. Schaube, d'après les statuts de l'*Arte di Calimala*, indiquant l'inspection des avoirs de poids (*zaffanum*, *granam*, *fricum*, *alumen*) avant et après le cri de Hare.

St-Ayoul de Provins. Mais comment concilier ce délai avec celui de trois jours, fourni par d'autres documents, tels les actes du Parlement de Paris 6761 et 6764 du *Recueil Boutaric* (1) mentionnant les *tres dies nundinarum quibus panni venduntur apud Latignacum*, de même que l'article 8 des ordonnances de 1327-1331 (2) permettant aux marchands d'écouler ailleurs leurs produits quand ils ne l'avaient pu aux « trois jours de drap des foires de Champagne » ou encore les ordonnances de 1344 et 1349 ?

Bien plus Pegolotti ne ramène-t-il pas le temps des draps à deux jours pour Provins en mai ? ce qui se rapporte précisément à la durée restreinte (46 jours) de cette foire ?

Goldsmith (3) tente d'expliquer cette apparente contradiction en considérant « hare » comme l'annonce des trois jours de vente effective des draps, après une période d'étalage de 10 jours, portant par conséquent à treize jours le temps total de draperie, sans qu'aucun texte puisse justifier cette opinion. Aussi la version de M. Huvelin (4) paraît-elle plus admissible, attribuant aux dix jours de draperie indiqués par nos manuscrits, trois jours finals de conclusion définitive des transactions précédés d'une période de 7 jours, consacrée à l'étalage, à la mise en rapport, à la discussion entre acheteurs et vendeurs, période essentiellement préparatoire, dont nous retrouvons l'exemple de nos jours encore, nous montre l'auteur, à Nidji-

(1) Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*.

(2) Bassermann, *op. cit.*, p. 21.

(3) Goldsmith, *Geschäftsoperationen*, p. 11.

(4) Huvelin, *Essai précité*, p. 522.

Novgorod où les cours ne s'établissent pas avant le 10 août, 5 jours avant la clôture, bien que cette foire se fut ouverte le 15 juillet.

Voilà donc les 17 jours de début consacrés aux entrées et à la draperie, quel va être l'emploi du reste de temps de foire ? Nos six manuscrits avec leur imprécision coutumière nous révèlent plusieurs opérations simultanées, dont tout d'abord la vente du cordouan mentionnée par *a, c, d, f* en ces termes « Et XI jours après hare de draps vent on cordouan ». Est-ce à dire, en prenant le texte à la lettre, que les commerces de drap et de cuirs soient séparés par un intervalle de 11 jours ? ou doit-on plutôt, avec M. Huvelin (3), voir à l'expiration du délai indiqué le début des trois jours de vente effective de cordouan, suivant immédiatement une période de onze jours d'exposition ?

Mieux vaut, selon nous, partir d'un tout autre point, considérer ces « XI jours » non comme un intervalle, mais bien comme le temps de cordouan lui-même, ce qui est évident en sous-entendant le mot « pendant » « et (pendant) XI jours, après hare de draps, vent on cordouan ». Rien n'empêche d'ailleurs cette période foraine de comprendre 8 jours d'étalage et 3 jours de vente.

Mais d'autres opérations sont menées de front, le marché aux « avoirs de poids » et les « droits de paiements », ainsi qu'on peut le comprendre au milieu des contradictions de nos six textes.

Si *b, e* se bornent à spécifier 15 jours de droits de paiement, *a, c, d, f* sont plus explicites mais fort diversement.

Sans doute tous sont-ils d'accord sur cet événement « faut avoir de poids et droits de paiement », mais s'il se place selon *c* « XV jours après hare de draps » pour *d*, c'est le lendemain de hare de cordouan, pour *a* et *f*, XV jours après hare de cordouan.

Nous ne tenterons pas de dissiper ces divergences, comme l'ont fait certains auteurs bien inutilement, car tout l'intérêt, pour déchiffrer ce texte, se porte ici sur le mot « faut » qui ne doit pas être pris, comme l'indique Goldsmith dans le sens de faillir, tomber, mais simplement dans celui d'« être nécessaire ». Traduisons donc le tout. Pendant quinze jours (après hare de draps, c'est évident, et même après hare de cordouan, si nous ne considérons que le temps de vente effectuée), il faut vendre les avoirs de poids et percevoir les droits de paiement. Ceci semble clair, et pourtant l'expression « droits de paiement » a soulevé certaines difficultés d'interprétation ; on y a vu le paiement de redevances, d'impositions foraines, à tort nécessairement, car alors tout retard dans l'acquittement de la dette (les XV jours passés) eut abouti à cette conséquence illogique de libérer le débiteur. Ces droits concernent bien plutôt, selon leur sens le plus naturel, le paiement des ventes commerciales et spécialement des ventes au comptant ; toutes autres en effet sont les dates d'échéances des marchés à terme, incapables selon leur principe de se plier aux limites restreintes du temps de tenue de nos foires, comme nous le verrons ultérieurement.

La clôture du marché au comptant va donc précéder d'une quinzaine la fermeture des offices de changeurs, nos

manuscripts sont formels à ce sujet « et un mois après hare de draps abattent changeurs ». Enfin quatre jours après les dernières opérations de change, la prise de lettres de foire constituera la période finale « et 1111 jours après changes abatuz prent on lettres de foires », période assez controversée, où certains, tels Frémery (1), Martens (2), ont admis la dation de lettres de change pour l'extinction des obligations que la scontration n'a pas éteinte. La hardiesse de cette thèse permet de lui substituer une opinion plus simple voyant dans cette prise de lettre le scel des actes destinés à donner aux contrats la jouissance des privilèges forains.

En tout cas voilà terminée notre tenue de 51 jours de foire, ainsi que l'expose ce résumé plus clairement que toute controverse :

1° Les 7 premiers jours sont consacrés aux entrées en foire (VIII d'entrée) ;

2° Les 10 jours suivants (8° au 17° inclus) sont consacrés au commerce des draps (dont 7 à l'étalage, 3 à la vente) ;

3° Le mois suivant (18° au 45° jour) est rempli par quatre sortes d'opérations débutant ensemble.

{	a) 11 j. de « cordouans » (8 j. étalage, 3 vente). b) 15 j. « d'avoirs de poids » et « droits de paiement ». c) 30 jours de « change ».
---	--

(1) Frémery, *Etude de droit commercial*, p. 105.

(2) Martens, *Versuch einer historischen Entwicklung des wahren Ursprungs des Wechselsrechts*, p. 17.

4^o Les 4 derniers jours (48^e au 51^e inclus) concernent la « prise des lettres ».

II. — Les opérations commerciales.

Si la coutume foraine consacre les huit premiers jours aux « entrées » à l'exclusion de toute vente, nos marchés n'en vont pas moins connaître une activité précoce, nécessitée par le règlement des opérations de transport.

Celles-ci, sans doute, ne concernent pas encore les opérations foraines proprement dites, mais elles s'en rapprochent étroitement. Nulle part le transport, acte commercial par excellence, n'apparaît mieux qu'ici dans son grand rôle économique vis-à-vis du négoce international et ce, en raison des difficultés de sa pratique.

Aussi s'explique-t-on que les affaires entre forains et voituriers aient fait l'objet de conventions minutieuses, constatées par acte notarié, dont certains exemples tirés des notules d'Almaric nous éclairent singulièrement sur la pratique de ce genre d'opérations, tel le chirographe suivant (1) : « Eodem die et loco Nos Henricus de Bonosolacio et Nicolaus Taverna confitemur et recognoscimur « vobis Bernardo Gasco de Condomio et Aicardo de Barrio « nos habuisse et recepisse a vobis IIII trosselos cordoani, « causa portandi eos ad nundinas de Bari proxime venturas ; precio seu loquerio XVI vianensium quas confitemur « nos a vobis habuisse et recepisse renunciantes : quos « trossellos promictimus vobis per stipulacionem, uter-

(1) Blancard, *Documents inédits sur le commerce de Marseille*, notule d'Almaric, n^o 129, p. 317.

« que nostrum in solidum, bene et fideliter portare cum
« bestiis nostris absque carretis et tenere et custodire et
« dictos trossellos vobis reddere vel Elzardo Sarraceno
« recipienti pro vobis apud Baro intra nundinas cordoani
« in vigilia Pasche resurrectionis Domini proxime obli-
« gantes, etc... Testes Petrus de Bellovidere, Petrus Pe-
« golerius, Bernardus de Bellovidere, Raimundus de
« Melans. »

Ce type de reconnaissances « d'obligation à transporter » est publié par M. Blancard sous le titre de « lettres de voiture » : expression quelque peu impropre, car, d'une part, malgré sa définition du Code de commerce, il est de principe de ne pas considérer la lettre de voiture comme le contrat de transport même, mais simplement comme sa preuve écrite, acte essentiellement privé contrairement à nos chirographes marseillais passés avec notaires et témoins, essentiellement authentiques par conséquent : d'autre part, au point de vue de la forme, ces notules, véritables récépissés par lesquels le voiturier reconnaît avoir reçu telles marchandises à transporter moyennant tel prix, se distinguent nettement de la lettre de voiture théorique, communément adressée au destinataire par l'expéditeur seul et signée par lui.

Quoi qu'il en soit, ces textes n'en sont pas moins d'un grand intérêt, nous renseignant sur le mode de transport habituel aux forains *bestiis absque carretis*, et aussi sur les conditions contractuelles de ce transport, où apparaît notre notion actuelle du risque, stipulé à la charge du voiturier

qui s'oblige à conduire les marchandises, non seulement *ici bene et fideliter*, mais même *immunes quietas ab omnibus expensis salvas* (1) ou *mundas de omnibus dacitis et avariis* (2), comme il résulte d'autres exemples. Cette obligation, particulièrement lourde puisqu'elle porte sur les frais accessoires de route, péages et entrées, trouve parfois une atténuation dans la décharge des risques de force majeure ; c'est ainsi que selon les termes de la notule 992 : « Odon Bagnasque, voiturier, promet à Aubert Bagnarot de transporter à ses propres frais de péages et autres, les risques de force majeure restant audit Aubert, 6 ballots de Marseille à Troyes, du jour de l'acte à la Noël, en échange d'un roussin remis par celui-ci. »

La livraison des marchandises parvenues à destination va, dès lors, donner lieu à certaines opérations de vérification et de règlement de compte, nécessitées par la minutie de ce mécanisme de garantie, et qui exigeront largement le délai de 8 jours de la première période foraine.

C'est ensuite que les affaires commerciales proprement dites vont commencer, ou plutôt se préparer.

En premier lieu s'impose la mise en rapport des parties en présence ; ce sera le rôle du courtage : rôle particulièrement important en nos places champenoises, où, nous le savons, l'absence de réel « champ de foire », la dispersion dans d'étroites ruelles des établissements commerciaux, comme aussi les différences de races, de religions,

(1) *Ibid.*, Blancard, notule 132.

(2) *Ibid.*, Blancard, notule 642.

de nationalités, créent parmi ces marchands nomades des obstacles à la fois matériels et moraux, dont il résulte un gêne ambiant, traduit en hésitation dans les affaires, qu'il appartient à certains intermédiaires spéciaux de vaincre. La fonction de courtier se présente en foire dans la plénitude de sa définition théorique ; celui-ci, absolument indépendant des divers intérêts économiques opposés, n'est le délégué d'aucune maison ; bien plus, la qualité de fonctionnaire forain lui est reconnue officiellement par l'article 6 de l'ordonnance royale de 1315 (1), affermant son office et l'assujettissant à un cautionnement de 200 livres. Quelques réglementations pratiques viennent en outre régir la pratique du courtage. Le courtier doit attendre les marchands dans une halle spéciale, défense lui est faite de se porter à leur rencontre hors la ville, ce afin d'éviter toute entente préalable et de prévenir tout danger d'accaparement ; enfin, nous l'avons vu depuis Louis le Hutin jusqu'en 1349, ses opérations vont être soumises à un prélèvement du quart en faveur de l'autorité royale.

Ayant mis en présence vendeur et acheteur, ce personnage va présider aux diverses phases de la vente, guidant notamment, pour l'évaluation des marchandises, l'étranger ignorant les systèmes de poids et mesures spéciaux aux foires de Champagne et aussi les différentes unités d'estimation en usage parmi cette clientèle variée. Certaines difficultés se présentent en effet pour le négoce des

(1) *Recueil des anciennes lois d'Isambert*, t. III, p. 105.

draps où l'unité de vente est la « moison », mesure de la pièce d'étoffe enroulée sur le métier en longueur (et non en largeur, car il faudrait attribuer à celui-ci des proportions géantes), qui varie essentiellement avec les nombreuses villes drapantes, ce qu'a résumé un tableau de M. Bourquelot (1), d'après plusieurs documents, dont nous ne citerons qu'un exemple, le manuscrit 274, fonds Notre-Dame (2).

Ce sont les moisons des dras qui viennent as foires :

Arras tient	XIXI	aunes
Les soies d'Arras.	XXXVIII	aunes
Gant	XXX	aunes
Les escarlates de Gant	XXXVI	aunes
Ipre.	XXIX	aunes
Chaalons	XXX	aunes
Ouchie.	XXX	aunes
Prouvins.	XXVIII	aunes
Troies.	XXVIII	aunes
Tournay	XXXVI	aunes
Lille.	XXIX	aunes
Douay.	XXVII	aunes
Cambray.	XXXI	aunes
Gaches purs et blancs	XXXIII	aunes
Valenciennes	XXXIII	aunes les grans
et les petits	XXVI	aunes
Monsternel.	XXV	aunes
St-Quentin.	XXV	aunes
Blancs et noirs en chaudières et came- lins	XIII	aunes
Rubeuile	XXIII	aunes
Avesnes	XXIX	aunes
Aubenton	XXX	aunes
Louvain	XXIX	aunes
Louviers.	XIII	aunes
Roan	XV	aunes

(1) Bourquelot, t. I, p. 254.

(2) *Bibl. nationale*.

Les roiez et les tains	XIII	aunes
Biauves	XIII	aunes
Les roiez et les plains	XXX	aunes
Sens	XXXVI	aunes
Huy	XXVII	aunes
Malignes	XXIX	aunes
Maubeuge	XXVI	aunes les petits
les enforciez	XXXI	aunes
Monnay	XVIII	aunes
Bruges	XXXII	aunes
Brousseulles	XXX	aunes
Bernay	XXIX	aunes
St-Denis, Paris, Ligny, point de moi- son vendent par aunes.		
Rains, Vitry, St-Disier, Poperingues, Chartres	XXX	aunes
Sanlis et Pontoise et Diguemne . . .	XXI	aunes
Les tiretaines de Haam	XVIII	aunes
Amiens	XXV	aunes
Les fustaines de Mielant	XVII	aunes
D'Estampes	XI	aunes
Diestré	XXX	aunes
Et tout est à l'aune de Champagne.		

Nous connaissons dès lors par cette ligne finale l'unité commune de mesure, sans qu'aucune source puisse spécifier sa longueur. Il est vrai que malgré sa particularité de nom, l'aune de Champagne doit fort probablement se confondre avec l'aune de Provins, la grande ville négociante du comté, et dont les dimensions sont révélées grâce à une règle de fer, fixée jadis en boîte sous clef au coin de la première maison, à droite en entrant dans le Cloître de Notre-Dame-du-Val ; remise plus tard par les rois de France sous la garde et la surveillance du chapitre (1), placée enfin à la bibliothèque de Provins. Il fut

(1) Oppoix, *Histoire de Provins*.

facile d'y confirmer sa longueur de deux pieds six pouces, c'est-à-dire 0 m. 813 que l'on connaissait déjà, rapporte Oppois (1), par la coutume du duché de Bourgogne où au chapitre de la mesure de la lieue il est dit que celle de Bourgogne contient 50 portées de longueur, la portée 12 cordes, la corde 12 aunes de Provins, l'aune de Provins 2 pieds et demi.

Les différences de moisons ainsi codifiées et basées sur l'unité de mesure champenoise, l'estimation de la draperie se trouve désormais facilitée.

Pour l'évaluation du cordouan et de la pèlleterie, aucune difficulté : la qualité seule fait varier le prix de la douzaine de cordouans ou du cent de vair.

Quant aux avoirs de poids, comme ce nom l'indique, le pesage est leur unique mode de vente. Comment le pratique-t-on ? Bien que les Provençaux et les Lombards (2) aient eu en certaines foires un lieu de pesage réservé, il ne semble pas qu'ils se soient servis de poids étrangers au système forain champenois dont nous allons retracer le principe en étayant notre étude sur les recherches faites par Schaube (3) dans son *Coursbericht* d'après les *lettere volgari* des Tolomei.

Ce système se caractérise par l'absence d'unité générale de poids, étant donnée la variabilité de valeur intrinsèque

(1) *Ibid.*

(2) Il existe à Lagny un Poids aux Lombards. Cartulaire de Lagny, fol. 246.

(3) Schaube, *Coursbericht*, déjà mentionné, p. 257.

des « avoirs de poids », suivant leurs différentes catégories. Aucune comparaison ne peut exister entre les prix de la livre de soie et de la livre d'indigo, aucune aussi entre l'importance de leurs débits, aussi emploie-t-on une unité de pesage spéciale à chacune des trois principales classes d'« avoirs ».

Les *Mercatanzia*, marchandises de faible valeur spécifique telles que poivre, gingembre, coton, bois du Brésil, indigo, etc... se vendent à l'unité maxima ou « charge ». Les petites épiceries, noix, muguet, safran, clou de girofle, etc... à l'unité moyenne ou « grosse livre ». Enfin les étoffes de soie et la soie brute à l'unité minima ou « petite livre ». Certaines données fournies par Pegolotti permettent de calculer le poids de ces trois masses. Selon lui la charge = 358 grosses livres, d'autre part le rapport de la grosse livre à la petite livre est de $\frac{12}{16^{1/2}}$ enfin 33 grosses livres = 43 livres d'argent.

En prenant le poids de la livre d'argent pour base, on peut estimer la grosse livre foraine à 478 grammes ou plutôt à 475 en chiffres ronds, selon Schaube.

$$\text{Dès lors la petite livre} = \frac{x}{475} \text{ ou } \frac{12}{16^{1/2}} = 349 \text{ gr.}$$

$$\text{Enfin la « charge »} = 475 \times 350 = 166 \text{ kil. 250 gr.}$$

Les marchandises pesées, l'accord intervenu, bref le marché une fois conclu, le paiement du prix surviendra parfois postérieurement, en cas de vente à terme cela est fort naturel, et même aussi pour les ventes au comptant

de draperies puisqu'elles précèdent, nous l'avons vu, l'époque des « droits de paiement ».

Il va falloir, en toute hypothèse, constater l'obligation commerciale, jusqu'au jour où la libération du débiteur sera transcrite au registre des foires. Le Cartulaire Caillot expose longuement en cette matière la pratique coutumière foraine : nous n'insisterons que peu, M. Huvelin ayant déjà fort brillamment commenté le droit contractuel de nos marchés.

Une vente peut se traiter, selon la façon la plus simple, sans aucune intervention de l'autorité foraine, fut-elle administrative ou judiciaire. C'est ce qui se produit pour les objets de peu de prix, les menues denrées par exemple, à en juger par le manuscrit précité : « D'ancienneté est communément acoustumé d'acheter denrées en foire et faire contraulx sans obligation par lectres et sans condempnation. » Cette forme première de transaction ne bénéficie que faiblement du privilège coutumier, son exécution étant soumise à une prescription d'une année, prolongeable, il est vrai, d'un temps égal sur déclaration du créancier.

Le marché peut aussi être passé par « lettres ». Un notaire forain rédige le contrat (l'« en grossoit » spécifie notre cartulaire) et lorsque le créancier veut obtenir exécution de son titre, c'est-à-dire prendre mandement, il y fait apposer le sceau des gardes de foires « et portoit l'en la recongnissance sceller et le mandement à la garde des foires qui tenoit le scel des foires et qui vouloit il faisoit faire la grosse lecture sans brevet ».

Cette seconde forme d'obligation bénéficie d'une prescription de trente ans, durée d'exécution pouvant résulter, d'autre façon, d'une simulation de litiscontestation suivie d'un jugement portant reconnaissance de dette.

Il est enfin une dernière catégorie de prescription, celle « comme à toujours », c'est-à-dire illimitée, attachée à la dette reconnue par condamnation du tribunal forain.

La vente bénéficie donc, suivant le caractère du contrat qui la constate, de garanties parfois fort étendues : ce ne sont pas les seules. D'autres, véritables privilèges, touchent les obligations dans leur puissance d'exécution, qui sous le seul sceau des foires s'étend à toute la France sous la protection du sceau du roi, et y jouit de la faveur spéciale d'échapper à toute atténuation du droit commun survenant de façon générale en faveur des débiteurs, obligés commercialement sous quelque forme que ce soit.

C'est ainsi qu'en 1287, les maîtres de foire rendent l'ordonnance suivante : « les personniers qui seront constitués prisonniers pour dettes de quelque manière qu'ils se soient obligés par lettres, sous le sceau des bailliages ou autrement, seront mis en liberté s'ils veulent faire sans fraude cession de tous leurs biens tant meubles qu'immeubles, « sauf toutefois le droit des foires de Champagne » (pour raison des obligations passées sous son sceau), du quel droit la Cour n'a rien entendu ordonner » (1).

D'ailleurs à l'étranger même se révèle cette immunité

(1) Brussel, *Usage des fiefs*, t. I, p. 243.

des obligations foraines champenoises contre tout privilège contraire. L'an 1313 (4 mai), le roi Philippe IV (1), accordant des privilèges aux marchands anglais commerçant à St-Omer, spécifie qu'ils ne seront pas poursuivis pour délits contractés ailleurs, sauf pour exécution des contrats faits aux foires de Champagne.

Mais ceux-ci tirent leur principal avantage de leur priorité de rang à l'égard des contrats conclus hors foire, sans toutefois que cette antériorité puisse léser le droit au loyer du propriétaire d'immeuble ou celui du vendeur impayé, ni créer de préférence parmi les créanciers forains quelle que soit leur ancienneté, afin d'éviter toute hésitation dans les transactions.

Or, prévenir dans la pratique des affaires toute gêne, toute fraude, tout désordre, ne forment là que les diverses étapes du but principal de la coutume des foires de Champagne, « assurer la paix du marché ».

III. — Les opérations financières.

L'échéance des ventes survenant aux 15 jours de droits de paiement ou à toute autre date en cas de vente à terme, nécessite pour l'acquittement certaines opérations financières, qui prennent ici une importance particulière en raison des obstacles opposés au marché de l'argent de l'époque, tenant, soit à la diversité de monnaies, soit à leur difficulté de transport.

(1) Giry, *Histoire de St-Omer*, p. 306.

Ce genre d'affaire est exercé par une catégorie spéciale de praticiens, les « changeurs » : ceux-ci, soumis à une autorisation pour pouvoir siéger en loge avec tapis de change (1), n'en ont pas moins plutôt le caractère de marchands assermentés que de fonctionnaires forains. Leurs fonctions minutieuses exigent un ensemble de connaissances financières que seuls possèdent les Juifs, les Cahorains et surtout les Lombards. Ces derniers viennent en foire avec leur pratique de comptabilité basée sur les règles de l'échiquier et tenue en partie simple sur le livre *maestro* (2), complété par plusieurs livres auxiliaires (*libro dell'asse*, *libro rosso*, *vero*, *bianco*), tous faisant foi comme de nos jours, et même dans les causes contentieuses de doit et avoir. On s'explique, dès lors, qu'avec une organisation économique aussi avancée, les Florentins soient parvenus au titre de changeurs du pape *campsores papae*.

L'opération type à laquelle se livrent ces financiers est en effet, comme leur nom l'indique, le change manuel ou local, c'est-à-dire le troc matériel de monnaies étrangères aux foires contre celles qui y ont cours.

Si l'étalon monétaire admis aux « droits de paiement » officiels et reçu comme imposition foraine paraît restreint, à quelques exceptions près, aux monnaies locales champenoises et plus tard françaises, si notamment la monnaie

(1) Pour Lagny, réglementation spéciale. *Cartulaire de Lagny*, fol. 46. Ment. Le Paire, p. 96 et Bourquelot.

(2) Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 256, d'après Peruzzi, p. 223.

de Provins peut bien être la monnaie de foire par excellence, les espèces étrangères n'en jouissent pas moins à Troyes, Bar, Provins, Lagny, d'un entier pouvoir libératoire.

C'est là le grand marché mondial où hors de toute entrave, de toute réglementation arbitraire, le numéraire se vend, s'achète non pas comme signe représentatif d'une valeur idéale, mais bien comme marchandise douée de valeur intrinsèque et ce, d'autant plus facilement qu'avant les altérations royales du début du ^{xiv}^e siècle, le titre diffère peu quelle que soit la frappe, 22 à 23 carats pour la bonne monnaie d'or, 11 à 12 grains pour la bonne monnaie d'argent.

Recherchons donc les principales espèces que le changeur reçoit ou donne en Champagne, la balance et la pierre de touche en main et dont le cours varie selon la loi de l'offre et de la demande comme pour tout autre produit du marché.

N'insistons pas ici sur les innombrables monnaies du comté, seigneuriales (Troyes) ou ecclésiastiques (Reims, Châlons, Meaux, etc.). Notons seulement le denier de Troyes dont le type est unifié sous Thibaud IV, le denier de Troyes et Meaux (1 gr. 30) dû à un accord de 1208 entre la comtesse de Champagne et l'évêque de Meaux, en raison, selon Fillion, des besoins du commerce contraignant ces deux autorités à une communauté de numéraire (1).

(1) *Op. cit.* Caron, *Les monnaies féodales françaises*, p. 344.

Considérons tout de suite la monnaie de Provins dont la renommée dépasse le cadre de nos foires pour prendre des proportions mondiales, comme l'atteste la frappe à Rome de « Provenisiens du Sénat » de type analogue. C'est la monnaie commerciale par excellence, le peigne qui la caractérise, l'outil aux dents longues et serrées des tisserands de l'époque, l'indique suffisamment (1). Peu importe d'ailleurs ici sa description ou son histoire arrêtée au rattachement de la Champagne à la couronne. Le système provinois comprend la livre = 20 sous, le sou = 12 deniers ; le denier = 2 oboles ou mailles ; l'obole = 2 pites ou poujoises. Cette simplicité n'est qu'apparente. Le titre de cette monnaie varie en effet suivant deux catégories : la monnaie forte (*solidi* ou *fortis denarii*) préférée en Lorraine et en Barrois aux espèces du pays, sous le nom de « fort de Champagne » (2) et la monnaie faible ou vieille (*veteris monete*).

De plus, selon d'Avenel (3), le cours de la livre provinoise oscille largement selon le temps. En 1150, il est de 2 livres 8 sous au marc ; en 1159, de 2 livres 6 sous ; en 1197 et jusqu'en 1232, 2 livres 10 ; enfin à partir de 1264, livre tournoise, c'est-à-dire 50 sous parisis ou un marc d'argent, ce que confirme selon Schaube (4) le rapport du délégué de la maison Tolomei de Sienne aux foires de

(1) *Op. cit.* Emile Jolibois, *Mémoire sur quelques monnaies champenoises*, p. 12.

(2) Letellier, *Description historique des monnaies françaises, gauloises, royales et seigneuriales*, p. 114.

(3) D'Avenel, *Histoire économique de la propriété et des salaires*, p. 38.

(4) Schaube, *op. cit.*, *Coursbericht*, p. 260.

Champagne, selon¹ lequel 25 sous de provins = 20 sous parisis, soit 10/8 le rapport exact du turomesi au parisis.

Le tournois et le parisis représentent en nos marchés les deux grandes monnaies du royaume : le premier surtout, type français par excellence, dont la valeur intrinsèque atteint 16 francs selon d'Avenel (1), car le rapport de

$$\frac{\text{la livre tournoise}}{\text{marc d'argent fin (245 gr.)}} = \frac{3 \text{ livres 8 sous}}{345 \text{ gr.}} = 72 \text{ gr.} \\ = 16 \text{ francs (soit 1 fr. = 4 gr. 50} \times 16).$$

Ce système figure le plus fréquemment aux foires de Champagne avec le gros tournois d'argent = 12 sous (valeur nominale), ainsi que le prouvent certaines lettres de foire qui, selon M. Desmaretz (2), lui attribuent un cours de 10 deniers parisis d'après sa valeur marchande à trois dates différentes : 25 novembre 1278, 31 janvier 1290, 1^{er} mars 1290.

D'autres monnaies françaises y tiennent un rang de moindre importance. L'Estevenant par exemple originaire de Franche-Comté, dont la valeur nominale est de 20 sous estevenants pour 18 sous tournois (3).

C'est encore la monnaie du Mans, pour qui le rapport des cours d'Andreas spécifie (4) ceci : « *Mansesi valiano quindicino cioie I 15 mansesi 2 s. di tornese* », assimilant par conséquent 15 deniers du Mans à 24 deniers tournois,

(1) D'Avenel, *op. cit.*, p. 47.

(2) Desmaretz, *La lettre de foire à Ypres*.

(3) D'Avenel, *op. cit.*, p. 45.

(4) Schaube, *Coursbericht*, p. 300.

ce qui correspond comme le remarque Schaube, d'après le traité de Le Blanc, à la valeur indiquée dans l'ordonnance de St Louis, « que l'en prangue nantois à l'Ecu et angevins 15 pour 12 tournois et mançois un pour deux angevins ».

C'est enfin la monnaie *meflata* (*Muneta meflata quindicino e mezo*), comme l'annonce sans plus amples indications la lettre des Tolomei (1), égalant seulement plus loin 15 deniers $1\frac{1}{2}$ de cette monnaie à deux sous tournois, comme l'espèce précitée.

Ce rapport empêche donc d'assimiler, selon l'opinion affirmative de Schaube, cette *meflata* à la monnaie mêlée des notules d'Almaric (2), mélange de monnaies locales françaises qui en diffère non seulement par le nom (*miscua*), mais aussi par proportions avec la livre tournoise, à en juger par les chiffres suivants :

1° 22 livres 8 sous de monnaie mêlée (Lettre 1028 Ugolini à Dulceamore de Pistoie

16 livres tournois

2° 320 livres mêlées (Lettre 377 Civate à Caslor), etc...
200 livres provinoises (tournoises).

Le marché mondial de Champagne donne lieu aussi, fort naturellement, à un important trafic de numéraire étranger. Le sterling, qui un siècle plus tard sous la con-

(1) *Ibid.*

(2) Blancard, *Documents inédits sur le commerce de Marseille.*

quête anglaise va devenir la monnaie du pays, figure déjà ici en bon rang dans les affaires financières.

Selon d'Avenel (1), dans la seconde moitié du ^{xiii}e siècle, la livre sterling ou esterlin, au lieu de valoir 25 francs comme de nos jours, atteint à peu près 75 francs, soit le quadruple de la livre tournoise qui depuis 1226 ne vaut plus que 20 francs.

Ce cours maximum est confirmé et dépassé en nos foires selon les données des lettres de Desmaretz (2) assimilant 3 deniers esterlins à 1 gros tournois d'argent (pendant toute la durée des chirographes).

De l'Europe septentrionale vient encore la monnaie d'Artois comprenant le marc = 32 sous d'Artois.

$$\begin{aligned} \text{Le sou d'Artois} &= \frac{1 \text{ marc sterling}}{32 \text{ sous d'Artois}} \text{ et le denier d'art} \\ &= \frac{1 \text{ gros tournois}}{10 \text{ den. d'Artois}} \end{aligned}$$

tandis que le Sud du continent est représenté en nos foires, par l'Auguste (Augustari selon le rapport d'Andreas, monnaie d'or frappée pour la première fois par l'empereur Frédéric II de Sicile et dont la valeur intrinsèque est approximativement égale à celle de la livre tournoise) ; et surtout par le florin d'or créé en 1252, au titre de 24 carats comme le sequin de Venise et au poids de 3 demi et 1/8 d'once (3), soit avec une valeur intrinsèque égale à 12 fr.30

(1) D'Avenel, *op. cit.*, p. 317.

(2) Desmaretz, *La lettre de foire à Ypres*.

(3) Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 403.

de notre monnaie actuelle. Le rapport d'Andreas (1) l'évalue à 8 sous 1 denier, ce qui correspond au cours indiqué par une ordonnance du comte de Poitiers au sénéchal de Saintonge sous le règne de St Louis.

« Par chascun denier d'or florin au fuer de VIII sols et VI den. tournois.

« Par chascun den. d'or augustorie au fuer de X sols et VI den. tournois. »

Mentionnons encore la monnaie de Pise dont le cours double de beaucoup celui de la provinoise 2,3/1 selon les notules d'Almaric; et enfin le marabotin d'Espagne permet de clore cette énumération des principales espèces faisant l'objet des opérations de change manuel aux foires de Champagne.

Mais il est une autre sorte de change, le *cambium trajec-tilium* ou tiré. Ne le pratique-t-on pas ici? Son opportunité semble s'y faire particulièrement sentir si l'on considère les conditions d'exercice du négoce international.

Les grandes maisons européennes ne délèguent en nos places foraines que quelqu'associé, chef de comptoir, qui continue, nous l'avons vu, grâce à une importante correspondance, à obéir à la haute direction commerciale du siège social, si lointain fut-il. Aussi certaines difficultés se présentent-elles pour les paiements éloignés. Une expédition matérielle de numéraire d'Italie en Champagne est un procédé particulièrement dangereux en ces temps troubles

(1) *Coursbericht*, op. cit., p. 298.

de moyen âge, d'autant plus que depuis les Carolingiens la pénurie d'or contraint à l'emploi d'encombrants lingots d'argent ou de billon.

Emporter au cours de ses déplacements le moins possible de numéraire est une précaution élémentaire pour le négociant ; il ne la néglige pas en pratique, le détail de certains vols l'indique aisément. C'est ainsi qu'en 1242 (1), cinq toscans dépouillés en traversant les terres de Plaisance évaluent le dommage, subi en chevaux et marchandises seulement, à 14.000 livres tournois. D'autre part, une chartre de 1251 montre le duc de Lorraine promettant au comte de Champagne d'indemniser un marchand dépouillé sur ses domaines d'un stock de marchandises considérable, plusieurs pièces de draps, 1.500 peaux d'écu-reuil, et d'une somme de 8 marcks d'argent seulement (2), disproportion bien conforme aux habitudes de prudence du voyageur de l'époque.

De gros paiements n'en ont pas moins lieu aux places les plus lointaines ; comment les opère-t-on donc ? L'emploi de la traite semble ici naturel ; en retrouve-t-on des traces aux foires de Champagne ? Bien entendu, il serait superflu d'espérer y rencontrer la lettre de change avec un perfectionnement adapté à nos conceptions économiques modernes.

Primitivement, le transport d'argent a précédé le rôle

(1) Davidsohn, *Forschungen zur geschichte von Florenz*, t. III, p. 8.

(2) 500 de Colbert 56, fol. 122. Ment. Bourquelot, t. I, p. 200.

d'instrument de crédit emprunté tardivement par la lettre de change, attendons-nous donc à trouver dans les écrits de l'époque une rédaction appropriée à sa fonction première et unique et partant quelque peu différente ; mais sera-ce toujours la véritable lettre de change ?

M. Blancard répond affirmativement, publiant à l'appui de son opinion un ensemble de chirographes rédigés en forme de lettres par les notaires Almaric et Manduel de Marseille au ^{xiii}^e siècle et dont voici un exemple (1) :

KII Kalendas Aprilis : « Ego Bernardus Gascus de Condomo confiteor et recognosco vobis Guidaloto Guidi et Rainerio Rollandi de Sena, me habuisse et recepissem ex causa permulacionis seu cambii a vobis CCCC XXXIII l. et XIII s. et IIII d. pisanorum renunciis ; pro quibus CCCC XXXIII l. et XIII s. et III d. dicte monete promicto vobis per stipulationem vobis dare et solvere, vel consociis vestris, vel cui mandaveritis CC l. Pruvinsium in nundinis de Bari proxime venturis infra rectum pagamentum, vel in termino dictarum nundinarum si forte dicte nundine vacarent et omnes expensas et dampna et gravamina que pro dicto debito petendo faceretis vel incurreretis ultra terminum supra dictum, codendo inde vobis et vestris simplici verbo absque testibus et alia probatione obligans etc. renunciis etc... Actum Massihe, justa tablas camporium. »

(1) Blancard, Notule d'Almaric, n° 92.

Le rôle d'une lettre de change, comme semble se qualifier cet écrit (*ex causa permutacionis seu cambii*), est nettement rempli par ce transfert d'argent d'une place à une autre. De même quant à la forme, la traite se retrouve ici partiellement. Le lieu de paiement Bar-sur-Aube, la valeur fournie 433 l. 13 s. 4 d., la somme à payer sont bien spécifiés, le tout muni, semble-t-il, de la clause à ordre *vobis dare et solvere vel consociis vestris vel cui mandaveritis* et même ailleurs de la mention d'aval, dans une lettre de Hugues Champion, par exemple, reconnaissant une dette de 200 l. payable à Bar-sur-Aube à Augussolla avec aval de Gui de Narbonne (1).

Par contre, comme le remarque M. Fagniez (2), ces contrats se compliquent parfois de clauses incompatibles avec celles d'une traite réelle, la notule 167 notamment, subordonne le paiement à l'arrivée à bon port en foire de Bar d'un gage de balles de cordouans. « *Salvis tamen euntibus trossellis meis cordoani quos inde tibi obligo in pignore pro dictis XXX libris* : ce qui n'empêche pas l'auteur précité d'accorder à ces chirographes la valeur d'une lettre de change, celle-ci n'étant pas à son avis caractérisée par un formulaire spécial. Il semble pourtant bien difficile d'identifier ces écrits avec la traite, étant donné certaines différences fondamentales. Ces textes sont, en effet, des actes publics rédigés par un notaire et non par l'obligé lui-

(1) *Ibid.*, Blancard, Notule n° 101.

(2) Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire du commerce et de l'industrie*, n° 167.

même ; ils n'ont, de plus, nullement pour objet un commandement de payer comme il est de principe : ce ne sont que de simples reconnaissances de dette où le débiteur lui-même, *Ego Gaufridus*, *Ego Bernardus Gascus de Condomo*, donne quittance d'une prestation reçue à titre de *cambium* (comme ce pourrait être à tout autre titre, achat ou emprunt) et promet le paiement en tel lieu.

Selon l'opinion préférable de M. Huvelin (1), la lettre d'Almaric n'est qu'un *instrumentum* muni, certes, de la remise de place, mention sans rapport forcé avec le contrat de change, puisqu'elle peut servir à constater telle ou telle obligation civile en tel lieu, et ce, d'autant plus naturellement que nos foires sont en général les places d'échéances, pour les régions voisines, d'obligations variées dont l'exécution se pourvoit pour plus de facilité de la clause à ordre passive ou active.

Ne trouverait-on pas plutôt des exemples de traites foraines dans les chirographes yprois publiés par M. Desmaretz sous le nom de « lettres de foire ou obligatoires », comme aussi de « lettres de change des pays du Nord » ?

En fait, de sérieuses analogies existent entre la traite et ces textes relatifs aux obligations commerciales des drapiers d'Ypres, échéant généralement aux foires de Champagne.

La clause au porteur y est nettement spécifiée « à lui ou à son command qui la charte partie apportera » ; ainsi

(1) Huvelin, *Annales de droit commercial*, 1901 ; *Travaux récents sur l'histoire de la lettre de change*, p. 3.

que certaines stipulations de solidarité « chacun pour le tout et al mieux aparissant », ou de plegerie « de ches derniers est plages com de sa propre dette Bauduin li Polleine bourgeois de Ypre », ou enfin de gage et renonciation aux privilèges.

En voici un exemple (1) : « 20 septembre 1269. Sachent tout, etc... ke Jehans de Hontschotes, bourgeois d'Ypres, doit à Jehan de Harrighe, bourgeois de St-Quentin, 120 lib. et 3 lib. d'art à lui ou à son commandement ki cheste presente chartre partie aportera, sans bourgeois d'Ypre. Et de ces derniers avant dis li doit li paier le moiet a le fieste de Leigni, le prochaine que nous attendons à venir et l'autre moiet en le fieste d'Ypre sievant apries. Et sachent ke li avant dies Jehans de Hontschotes sa renonce si comme de ceste dette à tous previlèges de Sainte Eglise et de crois prise et à prendre et à toutes bares de plet apelations, cavillations et deffens ki encontre ceste dette li poroient aidier et al avant di borgois de St-Quentin ou à son commandement suivre. Et li avant dis Jehans de Harrighes, borgois de St-Quentin a encovent et promis par foit fianche ke il ceste dette ne requerra à nule loi fors a le loi de li vile d'Ypre se li lois d'Ypre ne li faut. A cheste connaissance furent eschevin d'Ypre Jehans, li fieus Andrieu et Henris li Ammans. Che fut fait en l'an del incarnation MCC et LXIX el mois de septembre la nuit St-Mathieu (au dos). Chest Jehan d'Haringhe, bourgeois de St-Quentin. »

(1) Desmaretz, *op. cit.*, n° 27.

M. Desmaretz reconnaît bien qu'il n'y a pas là une véritable lettre de change, celle-ci étant incompatible avec la stipulation de paiement en nature fréquente parmi ces textes, de plus l'indication de place d'échéance ne vise guère ici que la date de paiement et non le lieu.

Mais la distinction primordiale réside là encore comme l'a montré M. Huvelin (1) dans la forme authentique de rédaction de ces chirographes, passée devant les magistrats municipaux par l'intermédiaire de clercs, en autant de doubles qu'il y a de créanciers, plus un exemplaire réservé aux échevins. « Si une contre partie giste en le keste des eschevins. » Il semble dès lors bien osé d'accorder la dénomination de « lettres de change » même atténuée en ajoutant « des pays du Nord » à ces écrits bornés au rôle et à la nature d'avis de paiement.

Les traces de traites aux foires de Champagne se révèlent ailleurs ; ainsi que l'ont prouvé Goldsmith et Schaube dans leurs analyses des *Lettere Volgari*, c'est dans la correspondance des maisons italiennes du moyen âge, exigée par le maintien des relations commerciales entre le siège social de la péninsule et le comptoir de Champagne, que l'on rencontre, éparses au milieu de renseignements d'affaires les plus divers, de véritables lettres de change tirées par le *socius* sur le *nuntius* délégué en nos foires ou vice versa ; telle la double traite suivante publiée par

(1) Huvelin, *Notes sur la « lettre de foire à Ypres de M. Desmaretz »*. Bib. nat.

Goldsmith : de Giovanni de la Compagnie de Sienne, sur son associé Guido Cacciaconti résidant à Troyes (1).

« E ancho ti facemo asapere che noi aviamo venduti cento sei li di provesini a Jachomo Ulbertini Chanbiatore, a pagare ne la fiera di san Giovanni anno sesanta : e vendemoli a razone di trenta e tre s la dozina e semme pagati. Percio si i pagari a Rinbotto Buonainti per lui, a sua volonta : e quando i farai el pagamento si ne fa fare la scripta ne libro di signiori de merchatanti, chome si chustuma di fare. »

« E ancho n'avemo venduti vinti e quatro li di provesini ad Achorso Guargualia e a sua chonpangnia, a pagare ne la detta fiera di San Giovanni a razone di trenta e uno la dozina, e semone pagati. Percio si i paga a Gringorio Rigoli, a sua volonta, per la detta fiera ; e quando i pagi, si ne fa fare la scripta ne libro di signiori di merchatanti, chome si chustuma di fare. »

Cette lettre *die pagamento* présente assurément de grandes particularités ; incorporée dans une correspondance d'affaire, sa circulation devient à peu près impossible, bien plus sa date d'échéance n'est nullement précisée ; à la foire Saint-Jean de Troyes, à la volonté du créancier (*a sua volonta*) sont des mentions assez vagues. Il n'en est pas moins vrai que l'ordre de paiement apparaît pour la première fois ici dans sa forme impérative : ceci est capital et

(1) Goldsmith, *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht*, t. XLIII, Anfang der Tratte (Schaube), p. 19.

permet selon nous de voir dans ce texte la lettre de change, mais à l'état embryonnaire, bien entendu.

L'existence de la traite aux foires de Champagne ne peut-elle faire supposer un organisme financier assez avancé pour que ces marchés aient connu la scontration, système de règlement de comptes en compensation réciproque au moyen de délégation de créances, analogue à la pratique de nos « clearings houses » modernes ?

Les documents sont fort imprécis à ce sujet. Goldsmith l'admet pourtant, se basant sur un passage des Canons de Rodbertus Flamesburiensis au chapitre *Tractatus de usuris* : « *In nundinis mercatorum consuetudo est ut sibi ad invicem credant debita sua usque ad generalem solutionem, quae in fine nundinarum et gallice dicitur pagiament, etc... (1).* »

D'autre part, la trace de ce procédé semble se révéler dans l'ordonnance de 1315, décrétant que les créances de foire en foire se présentent en forme de vente, achat, « échange ». En tout cas, si nous ne trouvons pas dans le temps de foire d'exemple catégorique de scontration, celle-ci n'en est peut-être pas moins réelle en Champagne au moyen âge, hors de la période normale foraine toutefois. Eteindre les créances et les dettes réciproquement en plein marché, au moment où se concluent les affaires, avant que beaucoup d'entre elles, en cas de vente à terme, soient arrivées à échéance, serait, on le comprend, une

(1) Goldsmith, *Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht*, t. XL, p. 30.

opération incomplète et stérile. Or, une pièce des *Archives de Douai* (1) nous révèle l'existence, quelques jours ou quelques semaines après chaque clôture de foire, d'un jour supplémentaire, le « repaire de fieste », c'est-à-dire le recommencement ou rappel de foire consacré aux « bans de paiements ».

« Bans des paiements c'on doit as repaires des fiestes.

« On fait le ban que de tous els deniers que on devera
« paier en ceste vile as paiemens que repaires des fiestes,
« que chou que on devera on repaire de Ligni que on le
« pait le dies apres mi quarenme et del repaire de Bar le
« dioes devant Pentecouste et del repaires de Provins en
« mai III jours devant le fieste Saint Cristofle et del repai-
« res de Troies a le Saint Jehan VIII jours après la sainte
« Crois et del repaires de Provins a le Saint Aioul III jours
« devant le Saint Martin et del repaires de Troieces III jours
« devant le vintime jour dou nouvel et ki ne paieroit chou
« que il doveroit lieu demander le loy de le vile puisque cils
« termines seroit passés.

« Et l'an (MCC) XLIII isme en May. »

Ce « repaire », qui est probablement le *terminum* des notules d'Almaric (*infra rectum pagamentum, vel in « termino » dictarum nundinarum si forte dictae nundinae vaccarent*), se présente donc comme le jour d'échéance finale, voir de liquidation générale, sinon certainement de scontration, ce qui supposerait en nos foires de Champagne une orga-

(1) Manuscrit des *Archives de Douai*, Reg. AA, 90, fol. 29. V. mai 1248. « Ci puet on savoir quant les fiestes de Borgoingne valent. »

nisation du crédit d'un perfectionnement quel que peu précoce.

Ceci ne signifie pas que nos marchés aient ignoré le crédit. Comme nous l'avons vu, la vente à terme en est un exemple frappant, de même surtout que le prêt d'argent pratiqué ici brillamment. Troyes, Bar, Provins, Lagny jouent le rôle de lieux d'emprunt et surtout de lieux d'échéance.

Les grands seigneurs de tous coins de l'Europe empruntent couramment en Champagne : certains actes nous signalent l'évêque Engelbert de Cologne sollicitant à ce sujet l'appui de l'évêque St-Loup de Troyes (1) ou encore le roi de France sommant en 1311 le comte de Flandre de rendre à Berthélemi, marchand de Pistoré, 7.000 livres touchées par son procureur en foire de Provins (2).

Ailleurs, le Pape, le roi de Navarre, l'évêque de Durham, etc... (3), apparaissent comme emprunteurs.

Le prêt, civil en général selon cette époque, n'est pas seulement exercé par des banquiers, usuriers professionnels, mais même par de simples marchands, par tous ceux dont l'argent est disponible et ce quelle que soit leur religion.

C'est ainsi que les Florentins tournent le veto de l'Eglise discutant le Deuteronome, prétendant que le livre sacré

(1) Schaube, *Handelsgeschichte der Romanischen völker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge*, t. II, p. 365.

(2) Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre*, p. 566.

(3) Schaube, *Handelsgeschichte*, op. cit., p. 404.

interdit l'usure envers un frère, non envers un étranger (1). Aussi voyons-nous les Bardi de cette ville, de même que les Peruzzi, les Alberuzzi de Pavie, les Berthelemi de Pistoie, etc..., s'adonner à ce commerce fort lucratif à en juger par le taux d'intérêt. En 1311, Philippe le Bel, maintenant selon les canons de l'Eglise la prohibition de prêter à usure, fixe pour toute la France l'intérêt licite à 1 denier par livre chaque semaine, 4 deniers par mois, 4 sous par an, donc 20 o/o, et favorise spécialement les foires de Champagne en défendant (art. 2) (2) « de recevoir gaing de foire en foire outre 50 sols pour 100 livres ou pour mineure quantité ou mineur ou gaigneur temps à l'avenant. Et ce nous entendons de gaings qui se prend de foire en foire pour prest ou pour change ou pour autre manière de contrault semblable de quelque couleur que ce soit », ce qui aboutit à un taux de 15/100, car 50 sous pour cent livres de foire en foire pendant deux mois égalent 15 livres en 12 mois.

Ces prescriptions royales restent, il est vrai, lettres mortes. Le taux légal devient illusoire grâce aux clauses variées, *pro damnis* ou *expansis*, *dono di Tempo*, *merito*, *interesse*, *cambio*, *civanza*, *baraccolo*, *ritrangolo* (3), dont on couvre les contrats usuraires.

Le prêt d'argent se pratique en fait à peu près librement,

(1) Perrens, *Histoire de Florence*, p. 198.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 484.

(3) Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 264, d'après Sachetti, novembre 1832, t. I, p. 136.

sauf certaines restrictions relatives aux Juifs soumis dans chaque affaire à un serment de sincérité, et empêchés de prêter sur biens ecclésiastiques. En 1380 (1), cette dernière prohibition devient générale, le privilège de Troyes excepte formellement pour tous « saintes reliques, calipces, saintuaires et autres aornements d'église sacrez, socz, coustres et ferremens de charrue, fers de moulins et les gaiges de notre hostel et des hostelz de nos enfans ». Tous autres gages peuvent être réalisés après un an et un jour « et que les diz an et jour passez les diz debtors soient forcloz de toutes accions et poursuites qu'ils pourroient faire et intenter contre les diz presteurs pour raison et à cause des diz gaiges » (2). L'usage du droit des créanciers est soumis à une taxe dont le produit, variable suivant les époques (2 livres 14 sous à Provins en 1235, contre 180 florins à Bar en 1366 et 200 florins à Troyes en 1380), nous renseigne sur la singulière vitalité de ce commerce d'usure florissant malgré la décadence des foires de Champagne, à qui, il est vrai, il n'est peut-être pas étranger.

(1) Ment. Koch, *Italianische Pfandleiher im Nördlichen und östlichen Frankreich*, p. 29 et suiv.

(2) Koch, *ibid.*, p. 43.

CHAPITRE VIII

LES CHARGES FISCALES.

Si la pratique des affaires trouve en Champagne un large appui dans la coutume foraine, celle-ci va en retour la grever de lourdes charges fiscales.

L'étude des diverses phases de croissance et de décadence de nos marchés, étroitement liées aux variations de leurs produits pécuniaires, nous a déjà fourni à ce sujet une idée générale, complétons-la dès lors en recherchant ici le détail des impositions de foire.

Certains droits, basés *ratione materiæ* sur l'objet même du négoce, les marchandises, les frappent à l'occasion de leurs déplacements ou de leur vente ; tels sont les « entrées », les « issues » et le « tonlieu » (1).

Les entrées, nous l'avons vu, se perçoivent partout sauf à Lagny « qui n'en doit point », huit jours après l'ouverture de la foire et jusqu'au « paiement ». A cette date, soit le dix-septième jour, l'octroi n'est plus exigible que pour les avoirs de poids, destinés au marché. « Et s'aucuns avoirs venoit après paiement si paieroit il entrée, mès qu'il fust meuz pour la foire. »

(1) La pièce principale en cette matière est ici *le Cartulaire de la Collégiale St-Etienne de Troyes*. « Ce sont les coutumes des foires de Champagne », publié par l'abbé Lalore.

Le droit d'entrée prend donc partiellement le caractère de pénalité destinée à atteindre ceux dont la venue en pleine foire, les huit premiers jours passés, est susceptible de perturbation dans l'ordre minutieux des opérations commerciales.

Cette taxe, par nécessité pratique de perception, vise en général le mode de transport et frappe le contenant pour atteindre le contenu ; ainsi d'après la coutume du Cartulaire St-Etienne de Troyes, notre principale chartre en cette matière : 1) « Li charz a quatre rœs doit IV l. d'entrée s'il i ha plus de V troussiaux et s'il i ha V troussiaux ou moins chacuns cent pesant doit III s.

2) La charete XL s s'il i ha plus de II troussiaux et demi ; et s'il i ha II troussiaux et demi ou moins, chacuns cent doit III sous.

3) Li chevaus ou li mulez chargiez et s'il i ha plus de II c ; et s'il i ha II c ou moins li cent doit III s.

4) Li anes chargiez VII sous VI deniers, etc... »

Pourtant le tarif ne néglige pas entièrement la nature des objets transportés, puisqu'il prend soin d'en mentionner certains particulièrement précieux en tant que matières ou vivres en cette époque de réapprovisionnement difficile, et de les exempter de toute taxation afin de leur assurer un débit constant ; tels sont « le fer, l'acier, l'argent toute monnaie, les pierreries, gants, coiffes, poissons de mer et d'eau douce, huile, sains (1), miel, corde, chan-

(1) *Cartulaire St-Etienne.*

vre, lin, tous fruits de Champagne, l'orfèvrerie, l'ormerie, les parchemins et miroirs ».

Parallèlement aux « entrées » se perçoivent des octrois de sortie, les « issues », selon le même procédé d'évaluation, mais avec un abaissement de tarif considérable.

Le droit tombe à 10 sous 8 deniers pour le char, à 5 sous 4 deniers pour la charrette, etc. ; son caractère essentiellement et purement fiscal, exempt de toute nécessité administrative, explique cette modicité. Celle-ci est particulièrement sensible quant aux approvisionnements, car on le comprend, la foire close, la population urbaine réduite aux seuls autochtones, tout danger de disette est désormais écarté, point n'est besoin de retenir un gros stock de subsistances, d'où perception « d'issues » fort minimales, une obole par charrette de blé, par vache, par brebis, etc... et d'autre part, franchise de sortie, pour les matières précieuses précédemment énumérées.

La taxe d'issue offre néanmoins certaine rigueur par suite de son extension jusqu'à la foire suivante touchant les marchandises invendues et aussi en raison de son application aux marchandises en transit durant la pleine période du temps de foire.

« L'en prend issue 8 jours avant foire livrée et 8 jours après paiement de chose qui trespasse. » Cette mesure, destinée à retenir les produits de passage pendant le marché, ne tend pas tant à favoriser leur vente sur place qu'à assurer au commerce local forain un monopole régional de fait, en enrayant le transit du négoce étranger à la ville.

Des considérations moins ingénieuses commandent la levée du « tonlieu », ce droit d'ordre purement fiscal devient exigible pour toute affaire commerciale et est supporté par moitié entre l'acheteur et le vendeur.

Le Cartulaire de la Collégiale St-Etienne de Troyes énumère six catégories de tonlieu, selon les différentes classes de marchandises foraines : « la draperie, la pelleterie, la cordouanerie, les toiles de moison de 14 aunes, les avoirs de poids et les bêtes » et avec des tarifs sensiblement divergents, fort bas pour le bétail, s'élevant graduellement avec les autres sortes de vente, passant d'un denier pour la brebis à 4 deniers pour le cent de vair, 8 deniers par le cent d'avoirs de poids, pour atteindre jusqu'à deux sous avec la draperie.

Il n'existe d'ailleurs aucune uniformité de tarif dans chacune de ces catégories : le tonlieu change non seulement avec la nature du produit, mais avec son lieu d'origine. et est fort variable notamment pour la draperie, dont voici le détail :

- 49 Li dras d'Ypre XI d., V d. qui vent et VI d. qui achate.
- 50 Li dras de St-Quentin VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 51 Li dras de Sens VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 52 Li dras de St-Omer VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 53 Li drap de Doay VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 54 Li dras de Gant VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 55 Li dras d'Amiens XII d., VI d. qui vent et VI qui achate.
- 56 Et toutes chapes IV d., II qui vend et II qui achate.
- 57 Li dras de Monsteruel II s., XII d. qui vent et XII qui achate.
- 58 Li dras de Hesdin, II s., XII d. qui vent et XII qui achate.
- 59 Li dras de Bailleus VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 60 Li dras de Reins VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 61 Li dras de Troies VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.

- 62 Li dras de Provins II s., XII d. qui vent et XII qui achate.
 Li roiez de Provins VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 63 Li dras de Valenciennes VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 64 Li dras de Roan VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 65 Li dras de Chartres X d., V d. qui vent et V d. qui achate.
- 66 Li dras de Chastel Ladon X d., V qui vent et qui achate.
- 67 Li dras de Loviers VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 68 Li dras de Bernay VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 69 Li dras de Roye XII d., VI d. qui vent et VI qui achate.
- 70 Li dras de Kaan VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 71 Li dras de Lille VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 72 Li dras de Biavez VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 73 Li dras de Paris VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 74 Li dras de St-Denis VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 75 Li dras de Laigni VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 76 Li dras d'Arras VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
 Cuir burel el tuit corde X d. li dras, V d. qui vent et V qui achate.
- 77 Le blox de Chaalons et li roiez XII d., VI d. qui vent et VI qui achate.
 Le taint vert et brunette II s., XII d. qui vent et XIII qui achate.
- 78 Li dras de Perone VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 79 Li dras de Cambrai VIII d., IV d. qui vent et IV qui achate.
- 80 Li dras de Bruges VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 81 Li dras de Namur, VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 82 Li dras de Hui VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 83 Li dras de Hanz et Vitri, XII d. le blox et li roiez, VI d. qui vent et VI qui achate. Et li taint II s., XII d. qui vent et XII d. qui achate.
- 84 Li dras de Diquemue XI d., V d. qui vent et VI d. qui achate.
- 85 Totes escarlates IV s., II s. qui vent et II s. qui achate.
- 86 Tuit estanfort tainte en gris II s., XII d. qui vent et XII qui achate.
- 87 Tote draperie vendue à détail VIII d., IV d. qui vent et IV d. qui achate.
- 88 Chacuns tapis et chacune serge de Reins, II d., I d. qui vent et I d. qui achate.
- 89 Estamines ne doivent riens.
- 90 La douzaine de chaucés IV d., II d. qui vent et II d. qui achate.

La comparaison de ce tableau avec celui des « moisons »

permet de constater qu'aucun rapport, aucune proportion n'existent entre eux, ainsi qu'on aurait pu le supposer. Le tonlieu se limite en général à une moyenne de VIII deniers quelles que soient les différences de moisons ; remarquons toutefois certaines majorations à l'égard de villes particulièrement puissantes en Champagne : Ypres, la grande cliente foraine (à en juger par le chiffre de ses locations de halle) paie jusqu'à 11 deniers ; et Provins dont les deux mille métiers tissent à vingt lieues de Troyes, y subit le tonlieu maximum de deux sous. Peut-être cette hausse vise-t-elle au nivellement de la force économique des villes marchandes, afin de prévenir tout accaparement, toute mainmise de certaines d'entre elles, susceptibles de nuire au libre jeu du mécanisme forain.

Mais ces variations de tonlieu sont peu sensibles, à côté d'autres survenant à certaines périodes du temps de foire.

Selon M. Bourquelot (1), après les droits de paiement, soit le 33^e jour de foire, le tonlieu à double tarif applicable aux ventes au comptant cesse, tandis que commence le tonlieu simple des ventes à terme ou plutôt, selon M. Goldsmith, le tonlieu des marchandises invendues. Il est difficile de partager ou de combattre catégoriquement ces conclusions étant donnée l'incertitude des textes ; pour- tant si nous nous en tenons au Cartulaire de Lagny, au texte le moins obscur en cette matière, nous constatons à partir de la Chandeleur (2 février), trentième jour de foire,

(1) Bourquelot, *Rapport à l'Académie*, t. I, p. 92.

une modification de tonlieu, diminuant bien quelque peu le tarif de certaines marchandises ; celui du « cendez (1) » notamment tombe de 4 à 2 deniers : par contre la plupart des autres tonlieux augmentent. La draperie passe de 2 à 4 deniers, le lot de fourrure de vair (2) de 4 à 8 deniers. Cette taxation supplémentaire apparaît ici comme une sorte de pénalité destinée à décourager les transactions conclues au mépris de l'ordre officiel des opérations ; elle se rapporte ainsi à l'esprit constant de la coutume foraine, avec une parfaite concordance, que les hypothèses des auteurs précités ne permettent pas de retrouver.

Il existe en outre certaines majorations de tonlieu basées sur la nationalité des contractants, totalement différentes cependant de l'impôt personnel perçu sur l'étranger ou l'infidèle, tel que la « lombarderie » ou encore l'impôt sur les Juifs (3) (doublé à Bar pour le temps de foire spécialement), car la vente reste leur fondement primordial ainsi que le spécifient les ordonnances royales relatives, nous l'avons vu, au denier, puis à la maille par livre, dues par les Italiens pour chaque affaire.

Les charges fiscales ne se bornent pas à grever directement le trafic des marchandises, elles comprennent des

(1) *Cartulaire de Lagny*, Bib. nationale, tonlieu, fol. 940, notamment n^{os} 98 et 101.

(2) *Ibid.*, n^{os} 26 et 99.

(3) *Ibid.*, n^{os} 47 et 121.

(4) *Compte des recettes de Champagne*, pub. par d'Arbois de Jubainville, n^o 156 : « Don commun des Juifs de Champagne... qu'ils ont dou roi pour le terme de la foire de Bar LXXV par compe arreste maiv LXXXV. »

droits fort divers, les *hotex* notamment, perçus sur les immeubles commerciaux, non pas à titre de « loyers » (le comte tire d'importants revenus de la location des étaux et des maisons dont il est propriétaire, 300 livres de la maison des Allemands de Troyes (1) par exemple, sans rapport avec ces impositions foraines), mais à titre de patentes locatives dont le taux fort élevé varie avec les différentes cités. Il atteint un tiers du loyer à Troyes, la moitié à Bar et à Provins, les textes sont formels à ce sujet : « Et des hotex prent-on à Bar la moitié et à Troyes le tiers (2). »

D'autre part, la chartre de délimitation de la foire de mai (1165) reconnaît formellement à Provins le privilège du comte (3) : *Hoc etiam sciendum quod medietas precii locationis omnium domorum quae sunt in nudinis ex concessione vestrorum et vestra patris meis fuit et successorum ejus est.*

Enfin d'importants profits résultent de certaines charges ou de certains services publics. Les autorités foraines tirent un gros revenu annuel de la concession de tables de change : 7 livres échoient ainsi annuellement à l'abbé de Lagny. L'usage du sceau forain donne lieu à perception, nous l'avons vu, d'un droit : d'ailleurs les services publics du marché, aunage, mesurage, pesage, ne sont nullement

(1) *Cartulaire St-Etienne.*

(2) Chartre 1165, délimitation de foire de Provins.

(3) Règlement de 1294, publié par Le Paire, *Annales du pays de Lagny*, p. 96.

gratuits. Si à Provins une autorité privée, « l'Hôtel-Dieu », est maîtresse du « poids », à Lagny sa propriété revient à l'abbé de St-Pierre, à Troyes au comte, tout au moins avant que le produit n'en soit abandonné aux religieux de St-Pierre-le-Vif, pour être finalement racheté par la municipalité en 1491.

Les forfaits et amendes montent à 45 livres 5 sous à Lagny, 55 livres à Bar, 69 livres 15 sous à Provins (mai) l'an 1285.

Nous ne pousserons pas plus avant l'énumération des charges fiscales grevant le négoce des foires de Champagne, le tableau suivant extrait du Cartulaire de Lagny (1) nous le permet par sa clarté.

« Ce sont aucunes fermes qui estaient de profit à l'abbaye de Lagny des foires de Champagne et de Brie, à Lagny-sur-Marne premièrement :

La draperie.	IIIx 410 liv.
Le poids aux Provençaux	XIIIxx 160 liv.
Le poids aux Lombards	VIxxX 130 liv.
Les marchands de Reims	XXXVIII 38 liv.
La rue Vacheresse.	IIIxx 80 liv.
La rue des Arcis	XXXIII 34 liv.
La rue St-Laurent	LIII 54 liv.
La rue d'Arnestal.	XXIII 24 liv.
La lombarderie.	IIIxx 80 liv.
Les cordouans de Montpellier et de Marseille.	LX 60 liv.
Les cordouans de Limoges et de Toulouse .	XLIII 44 liv.
Le tonlieu de la fontaine St-Fursy.	XXV 25 liv.
La pelleterie de Marseille	100 sols

(1) *Cartulaire de Lagny*, fol. 246.

La pelleterie devant le Poid aux Provençiaux.	100 sols	
Le change	XXXII	32 liv.
Les étaux au change	XXXII	32 liv.
L'argentier.	VIII	8 liv.
Ceux de l'arrêt	XXIII	liv.
Ceux de Dinant qui vendent pots et pelles. .	VIII	8 liv.
Les Lucois	VLXX	120 liv.
Les tapisseries.	100 sols	
Les tonlieux des poissons de mer et d'eau douce.	LX	40 liv.
Le tonlieu des bêtes chevalines	L	50 liv.
Le tonlieu des flossaies.	X	10 liv.
La friperie	XXII	22 liv.
Le tonlieu des animaux et de la boucherie. .	VI cent	600 liv.
Le détail et le tonlieu des chausses	XIII	14 liv.
Le tonlieu des toiles	X liv.	
Les feutriers de Paris	100 sols	
Ceux d'apiniaux et autres menues treues. . .	LXX	70 liv.
L'arnestal après harl.	XII	12 liv.
Le pertuisage	IIIxxX	90 liv.
Le tonlieu du cuir à poil.	XX	20 liv.
Le tonlieu des étaux le vendredi.	100 sols	
Les orfèvres	III	4 liv.
Les halles d'Ypres	LX	60 liv.
Les halles de Douai.	L	50 liv.
Les halles de Châlons.	IIIxx	80 liv.
Les halles de Malines.	XXX	30 liv.
Les halles de Lyon.	LX	60 liv.
Le poids commun	IIIxx	80 liv.
Le grand marché	XII cents	1200 liv.
Le marché au Pilon.	III cents	400 liv.
Le marché à la laine.	XIIIxx	280 liv.

Le louage de plusieurs maisons durant la foire sans les autres profits de plusieurs autres choses et émoluments des dites foires que l'Eglise tient et qui ont valu en foire l'an 1212, 4.000 francs et plus qui est 10.000 francs la dite année.

La précision de cet « état » des produits pécuniaires fonnains semble justifier ce total de 4.000 livres, bien qu'il fut de beaucoup supérieur aux données fournies par

l'Extenta : en tout cas, la part faite à quelque exagération de texte, il paraît bien lourd pour le négoce mondial en pleine période de croissance au moyen âge. Les services publics alimentés par cet impôt, tels que justice, police, administration, semblent ainsi chèrement payés. Mais pour apprécier justement le poids de ces charges fiscales, il faut se rappeler que bien des droits, entrées, etc. . . , ne tendent qu'à assurer le libre jeu, avec son rendement maximum, du mécanisme coutumier des foires de Champagne. Et puis, s'il est certain que de fortes sommes prélevées sur ces marchés vont grossir chaque année la cassette personnelle des comtes, l'intelligente politique économique de ceux-ci a prouvé qu'elles ne restaient pas stériles.

D'ailleurs, les charges pécuniaires grevant les marchands n'apparaissent pas toutes comme une imposition au profit de l'autorité foraine, certaines se perçoivent en fait comme contribution volontaire au profit d'œuvres charitables; tel est le cas du denier à Dieu (1), versé dans certaines boîtes spéciales, dans divers buts désintéressés, notamment en vue de venir en aide aux confrères malheureux, aux négociants ou changeurs ruinés.

Cette mutualité précoce forme sans doute une heureuse exception à l'habituelle et rigoureuse pratique du prélèvement fiscal forain : celui-ci n'en subsiste pas moins dans toute sa rigueur, exempt d'arbitraire toutefois. La levée

(1) Boutiot, *op. cit.*, *Histoire de Troyes et de la Champagne méridionale*, t. I, p. 21.

des impôts du marché donne lieu à une stricte comptabilité et à un formalisme minutieux dont témoignent les instructions royales aux nouveaux receveurs des foires de Champagne, Pierre de Laon et Estienne de Fénil, « et mettront en escrit ceus de qui ils recevront et combien et pourquoi en chacune fois. Il y aura une huche en laquelle il sera mis tout ce qui sera receu. Et ladite huche aura deux clefs, l'une gardera ledit Pierre, l'autre gardera ledit bourgeois, qui avec li sera. Et quant venra au chief de la foire la huche li sera defermée et ce qui sera dedans sera baillé au receveur de Champagne (1) ».

Le soin apporté, nous le voyons, par l'administration royale à la bonne perception, à la régularité des impositions foraines constitue certes une mesure appréciable au point de vue de l'intérêt général du pays : au point de vue local champenois, son rôle est moindre, peut-être même hâte-t-il la chute de nos marchés.

(1) Chambre des comptes de Paris. Regist. A, feuillet 79. Ment. Le Paire, *Annales*, p. 268.

CONCLUSION

Si, dès la fin du moyen âge, le grand négoce nomade a presque complètement disparu de nos places champenoises, si depuis plusieurs siècles les foires de Champagne ont cessé de répondre à l'utilité économique qui fut leur raison, on se méprendrait fort en tablant sur le caractère archaïque ou l'oubli actuel de ces marchés pour méconnaître leur influence.

Au cours de cette étude nous avons justement pu noter combien, au seul point de vue de l'histoire du commerce, nos foires pouvaient faire étape : sans leur attribuer exclusivement la gloire des grandes institutions négociantes, nous avons dû accorder au milieu champenois une large part dans l'éclosion de certaines d'entre elles, la bourse, le tribunal de commerce, la lettre de change, la compensation par exemple.

Or, les conséquences d'un fait historique aussi considérable que les foires de Champagne ne sauraient être aperçues simplement sous l'angle quelque peu exigü de l'évolution commerciale ; elles marquent de plus nettement leur place dans l'évolution politique et y apparaissent sous un rapport d'incidence beaucoup plus vaste.

En premier lieu, pour ce qui est de l'unification de notre pays, on ne peut nier le rôle primordial des réunions périodiques à Troyes, Bar, Provins, Lagny, où le champenois, le picard, le languedocien, le lorrain apprennent à se connaître ; point n'est besoin d'ailleurs d'insister à ce sujet : leur action ne dépasse pas ici celle de toute autre grande foire. Les marchés de Champagne se caractérisent plus spécialement dans ce travail latent de l'unité française, grâce aux grandes associations marchandes dont ils constituent la raison sociale, Hanse des XVII villes, association de languedociens surtout, qui, en drainant les énergies extensives de plusieurs régions ressortissant à des autorités différentes depuis le comte de Toulouse, le roi de Navarre, le comte de Flandres, etc..., jusqu'au roi de France, contribuent on ne peut plus étroitement au rapprochement de nos diverses provinces.

D'autre part, le pouvoir royal, ouvrier principal de cette union, doit un peu aux foires de Champagne la rénovation de son autorité. Comme au moyen âge, avec le secours de villes, « la royauté sort des limites où le système féodal la cantonne et fait de sa suprême seigneurie, puissance à peu près inerte, un pouvoir actif et militant pour la défense des faibles et le maintien de la paix publique (1) », la coutume foraine donne ici brillamment l'occasion à cette activité généreuse de s'exercer, et dans la tâche de protection du « conduit », lui fournit l'arme de

(1) Auguste Thierry, *Histoire du Tiers Etat*, p. 25.

ses puissants privilèges qui ne connaissent aucune frontière.

Grâce aux foires champenoises, l'influence française va connaître alors le plus vif éclat de son rayonnement extérieur. M. Pirenne (1) fournit à ce sujet d'intéressantes précisions. La langue française devient, selon lui, dans l'Occident latin, la langue commerciale par excellence ; obligées de se familiariser avec elle pour leur négoce en Champagne, les familles flamandes prennent l'habitude d'échanger temporairement leurs enfants avec les familles wallonnes. Aussi, tant que nos foires sont pour l'industrie flamande le grand marché continental, les progrès de la romanisation s'effectuent dans les villes avec une rapidité surprenante.

St-Omer, dont la population était purement germanique de race, devient au ^{xiii}^e siècle une ville de langue française. L'annexion de cette cité à l'Artois sous Philippe-Auguste contribue certes à ce résultat, mais ne peut suffire à l'expliquer. Ypres, en effet, sans jamais cesser de faire partie du comté de Flandres, présente depuis le règne de la comtesse Jeanne un spectacle analogue : c'est en français que sont écrits depuis lors, jusque bien avant dans le ^{xiv}^e siècle, tous les documents de ses archives.

D'ailleurs, le rang prépondérant des foires de Champagne dans le monde politique du moyen âge, loin de se limiter à notre pays, prend par leur œuvre civilisatrice

(1) Pirenne, *Histoire de Belgique*, p. 308.

des proportions mondiales. Les peuples, jusqu'alors séparés par les obstacles géographiques, ou simplement par des barrières morales de haines ou de préjugés, ne se rencontrent guère que comme adversaires en de sanglants conflits ou comme alliés aux croisades. On ne peut nier combien, au seul point de vue du progrès humain, ces expéditions en Terre Sainte sont fécondes ; mais à côté de cette union sur le terrain militaire ou religieux, où les ombrageuses chevaleries de Flandres, de France, d'Allemagne combattent côte à côte dans l'host jalousement et sans jamais se confondre, les foires de Champagne vont inaugurer un nouveau mode de rapprochement entre peuples tout pacifique et non moins étroit.

Il va de soi que ce régime forain international et intermittent favorise largement le passage de l'état d'hostilité chronique entre peuples à celui de relations normales et continues : la genèse de cette évolution a été trop soigneusement étudiée par M. Huvelin pour que nous devions y revenir ; nous la croyons toutefois plus profonde. Car ce contact où l'Italien, l'Espagnol, le Français, le Flamand, le croyant ou le mécréant se côtoient dans la libre discussion de leurs affaires, ne va pas se borner pratiquement et matériellement à engendrer de simples rapports commerciaux et à éveiller des besoins économiques nouveaux, il aura des conséquences d'ordre plus relevé parmi ces marchands que le mécanisme d'échanges de l'époque rend d'un bout à l'autre du continent tributaires les uns des autres : il donnera le jour à un idéal de paix et de solidarité, à l'idée

d'une communauté internationale, aux liens d'apparence toujours plus forts, chaque fois que le contre-coup des calamités de l'époque se répercutera à travers l'Europe de proche en proche, arrêtant l'essor productif des régions les plus éloignées, rompant ce jeune équilibre économique du moyen âge dont les foires de Champagne s'affirmeront comme le balancier.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages consultés.

- D'Arbois de Jubainville.** — Histoire des ducs et comtes de Champagne.
— Histoire de Bar-sur-Aube.
— Voyage paléographique dans l'Aube.
- Andrée.** — Géographie des Welthandels.
- D'Avenel.** — Histoire économique de la propriété et des salaires.
- Anfauvre.** — Troyes et ses environs.
- Augustin Thierry.** — Monuments inédits de l'histoire du Tiers Etat.
- Assier.** — Bibliothèque de l'amateur Champenois.
- Babeau (Albert).** — Les transports publics de Troyes à Paris du moyen âge à la Révolution.
— La ville sous l'ancien régime.
— Le guet et la milice bourgeoise.
- Blancard.** — Documents inédits sur l'histoire du commerce de Marseille.
- Boutaric.** — *Recueil d'actes du Parlement de Paris.*
— La France au temps de Philippe le Bel.
- Bassermann Elisabeth.** — Die Champagnermessen.
- Blampignon.** — Histoire de Bar-sur-Aube.
— Histoire de Ste-Germaine.
- Boutiot.** — Histoire de Troyes et de la Champagne méridionale.
— Les grands jours de Troyes.
— Les anciennes fortifications de Troyes.
- Bourquelot.** — Histoire de Provins.
— Rapport à l'Académie des sciences sur les foires de Champagne.
— Les Italiens aux foires de Champagne.
- Brun Lavainne.** — Livre Roisin.
- Brussel.** — Traité de l'usage général des fiefs.
- Bertrand (Alexandre).** — Les voies romaines en Gaule (Résumé du travail de la commission topographique des Gaules).

- Bédaride.** — Les Juifs en Champagne, en Italie, et en Espagne.
Bondurand. — La leude et les péages de St-Gilles au XII^e siècle.
Chuppin. — Essai de l'histoire du commerce de Venise (bib. Genève).
Champollion Figeac. — Documents historiques.
Chassignet. — Essai historique sur les foires françaises.
Capefigue. — Histoire des grandes opérations financières.
Caron. — Les monnaies féodales françaises.
Cibrario. — Economie politique du moyen âge.
Capmany. — *Memorias historicas*.
Carré. — Histoire de Troyes.
Chéruel. — Histoire de Rouen.
Chantriot. — La Champagne.
Chelard (Raoul). — La civilisation française dans le développement de l'Allemagne.
Chevalier. — Mémoire historique de la seigneurie de Poligny.
Chevalier. — Histoire de Bar-sur-Aube.
Courtalon Delaistre. — Topographie historique du diocèse de Troyes.
Corrard de Breban. — Les rues de Troyes.
Du Cange. — Glossaire.
Celeuner. — Recherches sur l'origine des communes belges.
Davidsohn. — Forschungen zur geschichte von Florenz.
Desmaretz. — La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle.
 — Compte de la ville d'Ypres du XIII^e siècle.
Douet d'Arcq. — Compte de l'argenterie des rois de France.
Doren. — Florentiner Wirtschaftsgeschichte.
 — Untersuchungen zur Geschichte der Kaufmansgilden des Mittelalter.
Depping. — Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe.
Delbarre. — Essai sur la vie de Thibaud IV.
Devic et Vaissette. — Histoire générale du Languedoc.
Duclos. — Histoire générale de Bruges.
Espinas et Pirenne. — *Recueil de documents relatifs à l'industrie drapière*.
Espinas. — La draperie à Florence.
Ehrenberg. — Das Zeitalter der Fugger.
Engel et Serrure. — Traité de numismatique du moyen âge.
Fradin. — Privilèges des foires de Lyon.
Finot. — Etudes historiques sur les relations commerciales entre la France et la Flandre au moyen âge.
 — Etudes historiques sur les relations commerciales entre la Flandre et la République de Gènes.

- Etudes historiques sur les relations commerciales entre la Flandre et l'Espagne.
- Fagniez.** — Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce.
- Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au ^{xiii}^e ou ^{xiv}^e siècle.
- De Fréville.** — Mémoire sur le commerce maritime de Rouen.
- Frémery.** — Etude de droit commercial.
- Funck-Brentano.** — Philippe le Bel en Flandres.
- Giry.** — Histoire de St-Omer.
- Giry et Lavissee.** — Documents sur les relations de la royauté avec les villes.
- Gross (Charles).** — The gilt merchant.
- Guizot.** — Histoire de la civilisation en Europe.
- Germain.** — Histoire du commerce de Montpellier.
- Goldsmith.** — *Zeitschrift für das Gesammte Handelsrecht.*
- Glasson.** — Les juges et consuls des marchands.
- Histoire du droit et des institutions de la France.
- Etude historique sur la clameur de Haro.
- Huvelin.** — Essai historique sur le droit des marchés et des foires.
- Commentaire sur la lettre de foire à Ypres de Desmaretz.
- Quelques données nouvelles sur les foires de Champagne (*Annales de droit commercial*, 98)
- Travaux récents sur l'histoire de la lettre de change.
- Heyd.** — Histoire du commerce du Levant au moyen âge.
- D'Hermansart.** — Les anciennes communautés d'arts et métiers à St-Omer.
- Isambert.** — *Recueil des anciennes lois françaises.*
- Jolibois (Emile).** — Mémoire sur quelques monnaies champenoises.
- Kempeneer.** — Malines à travers les siècles.
- Kœhne.** — Markt, Kaufmanns und Handelsrecht in primitiven Kulturverhältnissen.
- Lebeuf.** — Histoire du diocèse de Paris.
- Longnon.** — Extenta terre comitatus Companie et Brie.
- Lemaire.** — Relevé de documents intéressant le département de Seine-et-Marne.
- Lastig.** — Commerce florentin au moyen âge.
- Letellier.** — Description historique des monnaies françaises, gauloises et seigneuriales.
- Lamprecht.** — Etude sur l'état économique de la France dans la première moitié du moyen âge.
- Lacroix.** — Mœurs, usages, coutumes au moyen âge.

- Levasseur.** — Histoire du commerce.
- Lavissee et Rambaud.** — Histoire générale depuis le iv^e siècle.
- Lalore.** — Ce sont les coutumes des foires de Champagne.
- Lefèvre.** — Les finances de Champagne.
- Langlois.** — Le règne de Philippe le Hardi.
- Lebeuf.** — Histoire de Seine-et-Marne.
- Mayer.** — Zoll kaufmannschaft und Marht zwischen Rhein und Loire bis in das XIII ten Jahrhundert.
- Masson.** — Histoire du commerce du Levant.
- Ménard.** — Histoire ecclésiastique et civile de la ville de Nîmes.
Monumenta historiæ patriæ (bib. faculté de droit).
- Martens.** — Versuch einer entwicklung des Ursprungs des Wechselsrechts.
- Morel-Payen.** — Troyes et Provins.
- Michelin.** — Essai historique et statistique sur le département de Seine-et-Marne.
- Mas-Latrie.** — Commerce et expéditions militaires de Venise et la France au moyen âge.
— *Mélanges historiques.*
- Morel.** — Les Lombards dans la Flandre française et le Hainaut.
- Morel (François).** — Les juridictions commerciales au moyen âge.
- Millet.** — Provins à travers les âges.
- De Montrol.** — Résumé de l'histoire de la Champagne.
- Octave Noël.** — Histoire du commerce du monde.
Recueil d'ordonnances des rois de France.
- Oppoix.** — Histoire de Provins.
- De la Primaudaie.** — Essai sur le commerce au moyen âge.
- Perrens.** — Histoire de Florence.
- Pigeonnau.** — Histoire du commerce de la France.
- Pierre (Jules).** — Quelques notes sur les foires de Champagne.
- Le Paire.** — *Annales du pays de Lagny.*
- Le Paire.** — Petite histoire populaire de Lagny.
- Poinsignon.** — Histoire de la Champagne.
- Pirenne.** — Histoire de Belgique.
- Pithou.** — Coutumes de bailliage de Troyes.
— Mémoires.
- Pascal.** — Histoire du département de Seine-et-Marne.
- Pirenne.** — La hanse flamande de Londres.
- Piton.** — Les Lombards en France.
- Prosper d'Haulleville.** — Histoire des communes lombardes.
- Rambaud.** — Histoire de la civilisation française.
- Raynaud.** — Histoire populaire de Champagne.

- Rodocanachi.** — Les corporations ouvrières à Rome depuis la chute de l'empire.
- Semilliard (Michel).** — Troyes du v^e au xviii^e siècle.
- Schulte** — Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen West deutschland und Italien mit Ausschluss von Venedig.
- Schaube.** — Ein italienischer Coursbericht von der messe von Troyes aus dem XIIIten Jahrhundert (*Zeitschrift für Wirtschaft und Sozialgeschichte*, t. VI.
- Die Pisanischen Consules mercatorum (*Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht*, 41).
- Sismondi.** — Histoire des républiques italiennes.
- Tailliar.** — *Recueil d'actes des VII^e et VIII^e siècles.*
- Vanderlinden.** — Les gildes marchandes dans les Pays-Bas au moyen âge.
- Varese.** — Histoire de la république de Gênes.
- Vandenpeereboom.** — Gildes et corps de métiers.
- Warnkœnig.** — Histoire de Gand.
- Histoire de Flandre.
- Walford.** — Fairs. Past and Present.
- Weckerlin.** — Le drap escarlate du moyen âge.

Principales sources manuscrites.

Bibliothèque nationale. — Collection de Champagne.

- 500 de Colbert.
- Manuscrit 16537 fonds latin.
- Manuscrit 12581 fonds français.
- Manuscrit 25545 fonds français.
- Manuscrit 412 fonds français.
- Manuscrit 2625 fonds français.

Bibliothèque de Troyes. — Cartulaire de la Collégiale St-Etienne.

Bibliothèque de Provins. — Cartulaire Caillot.

Inventaire des Archives de l'Aube.

APPENDICE (1)

De nundinis Innocentium apud Latigniacum et de libertate euncium ac veniencium dictus nundinis.

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui Latigniacensis, salutem et apostolicam benedictionem. Justis religiosorum petitionibus dignum est nos facilem prebere assensum et que ad eorum pacem pertinere videmus, prosecutione operis ad implere. Inde si quidem est dilecti in Domino filii utilitati ac paci monasterii vestri in posterum providere volentes nundinis que apud Latigniacum in festivitate Innocentium institute noscuntur, ad instar felicitis recordationis Adiani, pape predecessoris, nostre auctoritate apostolica confirmamus. Et sicut hactenus existerunt perpetuis ibidem temporibus eas statuimus permanere : nec non venientes ac recedentes ex inde tam in personis quam mercimoniis suis ab omnium in festacione fore securos. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis et constitutionis infringere vel ei temerario contra ire.

Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Anagnie V Idibus Augusti Pontificati nostri anno quarto, etc...

VINCELOT.

An 1231 (Cartulaire de Eagny f. 7, r^o Latin 9902.)

(1) Ayant déjà intercalé dans le texte plusieurs pièces justificatives, nous bornons ici notre publication au minimum.

Lettre des gardes des foires de Champagne au maire de Londres
(septembre 1299), d'après M. Walford, « *Fairs, past and present* », p. 250.

To the venerable man, the provident, wise and discreet Warden of London, or to his vice gerent, Peter de Fremeville knight and Robert de Champagne, keepers of the fair of Champagne and Brie for our most illustrious Lord the King of the French increase of all good with greeting and sincere affection. Where as heretofore by our letters patent sealed with the seal of the fairs of Champagne we have entreated you to compel or cause to be compelled the burgess Fauberti a citizen of Florence and horse dealer, together with guido. Fauberti, Nutus Fauberti, brothers of the said burgess, by the sale of their goods and the seizure of their bodies sending them back to us, to yield and pay to Puchens de Pré, formerly horsedealer in the said-fairs, Martin de Burgonovo, brother of John de Burgonovo deceased formerly horsedealy and John de Burgo now nephew of the said John deceased and of Martin aforesaid or to the bearer of our said letters for them one thousand six hundred petits livres Tournois with sufficient damages and expenses ; and to satisfy us concerning the said Kings amends for default of the fairs. In which sum of money they are held effectually bounden and every of them in fhe whole, for the body of the fairs of Bari super Albam from de year of our Lord 1292, as well by reason and because of certains pledges made and committed in and upon the body of the said fairs, as by reason ond because of the restitution of more sureties and more costs and damages, which by default of the said burgess and his associates before mentioned in and upon the body of the said fairs they had and were said to have incurred ; as in certain open letters of definitive sentence ea with the seal of the said fairs is said to be contained. Upon which things Tolnetus (elsewhere Nicholas) called concesse our sworn servant in the said fairs, by word of mouth

related to us that he, in the year of our Lord 1293 presented to you our aforesaid letters (as he says) which deprecatory letters of our directed to you if forsooth you received, yet you willed not to demand due execution of the same or to write back any answer to us although at the end it was duly contained that what you should do therein you would will and deign by your letters to write back and although in presence of many trustworthy persons you were so requested by our said servant : on the ground that war was begun and raised between the most excellent princes the King of France and King of England ; as our said sworn servant on oath has related all these things to be true, where at we most greatly marvel, if it is so and we hold ourselves not contemned since this is to the no mean damage and grievance of the said creditors and prejudice and contempt of the government of the said fairs committed unto us, because on account of the war aforesaid you were by no means bound to keep back our said letters deprecatory demanding due execution. Wherefore as much as we can with diligence on behalf of our most excellent lord John by the grace of god, King of France and Navarre Lord of Champagne and Brie, and our part by the tenor of these presents, we move your providence to be entreated, that you do cause all the goods of the afore said burgess Fauberti and his associates before named and of the said company to be solemnly proclaimed for sale and to be sold and divided without delay to the uses and customs of fairs, or so much of them that ont the price of the sale the said creditors (or for them the bearer of these presents) as to the aforesaid sum of money with sufficient damages and expenses and we as to the amends of our said Lord the King be wholly satisfied ; and that the body of the said burgess Fauberti together with the bodies of his associates aforementioned ; if they can be found in your jurisdiction and if the sale of goods does not suffice for the premisses, you do send back to us to the fairs in sure and faithful custody to pay among them the charges of the creditors and to clear themselves before us in this matter

as to uses and customs before said. If, however, you wish to put forward any thing contrary to the report of our said servant and believe your own interests to be concerned, be present in person before us, or, for yourself send at fitting day which the bearer of these presents shall cause to be named to you to say what shall seem to you expedient. Otherwise we shall then hold the said report to be fast and firm you doing thereupon, on account of the reverence and honour due to our aforesaid lord the king and the intervention of our prayers, because we are bounden to you and yours in all manner of favours deserved such and so much as you would with us to do for you in the like or a greater case. What you shall do herein have a care to signify to us by the bearer of these presents in your letters demanding execution sent back, notwithstanding that they shall not be presented to you by the servant of the fairs.

Given in the year of our Lord one thousand two hundred and ninety nine in the month of september.

J. DE SANCTO NABORE.

Lettre de privilège des « XVII » Villes (1).

« Sachent tout chil qui ches presentes lettres verront ou oïront comme entre les bourgeois des dis et sept villes, tant de Flandre de Brabant, de Champaingne et de autres frequentans les foires acostumées du royaume de Franche, ait de grant anchiienneté et de tel temps qu'il n'est memore du contraire un acord uzé et maintenu que on appelle le hansse, lequels acors et ordenanche est et doit iestre teulz que, se aucuns bourgeois des villes qui sont de ledite hansse clamoit ou faisoit arresteir en le ville dont il fust bourgeois le corps ou les biens de un des bourgeois de aucune des vuilles qui fuissent de la hansse, et li bourgeois

(1) *Livre Roisin*, p. 153 ; *Franchises, lois et coutumes de la ville de Lille*, par Brun-Lavaïgne.

dont li corps ou li bien fussent clamé ou arresté, si comme dit est se reclamait de iestre bourgeois de aucune des villes de la hansse, et il fust requis des eschevins dou liu dont il se reclamast par devers les eschevins de la ville dont li clamans estoit en tesmongnant a caus que il fust leur bourgeois et en promenant à faire au bourgeois qui clamé arvit droit brief et hastin de leur bourgeois que li eskevins de le ville dont li bourgeois estoit que le claim on arreest avoit fait, en renvoioient le cognissance as eschevins de le ville dont ciex, estoit sour qui corps ou biens li clains ou arries avoit este fais ; et comme les villes d'Ypres et de Lile soient et aient esté de anchiieneté de ledite hansse, et il avenist de temps passé que uns bourgeois de ledite ville d'Ypres qui a dont estoit adweiz en ladite ville d'Ypre, dezist pour se volenté et sans commandement ne adveu des eschevins ne du conseil de le dite ville d'Ypres à un message de ledite ville de Lile qui, pour cause de le franchise de ledite hansse y estoit envoies, que il n'i avoit point de hansse ne point n'en y savoit : lesqueles parolles signifioient sanlant de ledite hansse annuller et, ja soit cheque li dis adwez de se volenté renonchast a ledite hansse sans auctorité ne adveu des eschevins et du conseil de leditte ville d'Ypres, si comme dit est, nient mains nous li adwez, eschevin et consuls de la ville d'Ypre, de une part, et nous li rewars, eschevin et consauls de la ville de Lile d'autre part, de notre commun acord volons, greons et accordons en renouvelant le uzage et acord de ledite hansse pour bien commun pour unité et amour garder et maintenir en cestin cas entre les bourgeois et marchans de nos dites deux villes que li acors de leditte hansse tiengne entre nous et nos bourgeois, si comme elle a esté uzée et maintenue et comme elle fut anchiiennement acostumée, en le fourme et maniere comme il est dessus déclaré, non contrestant empechement aucun qui mis y ait esté de temps passé par quelconques personne qu'il ait esté fait... Che fu fait en l'an de grâce mil trois cens quarant trois, el mois de march.

*Mandement sur les fraudes aux foires de Champagne
(Ordonnance de Philippe le Bel, 1^{er} février 1312) (1).*

Philippe par la grâce de Dieu Roy de France, as gardes des Foires de Champagne et Brie, salut. Comme en ces presentes foires de Laigny vous aiens envoyé par deus de nos notaires de notre chastelet de Paris certaines ordonnances faites par nostre Prevost de Paris, à la requeste, et du conseil des marchans epiciers et autres demourans et frequentans en la Ville de Paris sur la marchandise des espiceries et d'autres avoirs de poids pour oster les grans fraudes baras et de avances qui en la dicte marchandise sont faits communement à grant dommages de tous marchands et de nostre peuple et vous aiens mandé que les dittes ordenances feissiez publier à cry solennel et commander estreitement de par nous, que jusques à tant nous eussions en pleine délibération sur ce, tout marchans demourans et frequentans en nostre Royaume en quelques villes, foires et lieux que ce feust, icelles ordenances et plus especialment celles qui des confitures font mentions, esqueles plus grans fraudes ont esté et puent estre faites, gardent et tiengnent et riens ne facent au contraire, sur les peines contenues esdites ordenances. Et comme enseur que tout plusieurs marchans soient venus oren droit à nos amez et feaulz les gens tenens nostre present Parlement a Paris et leur aient monsté en complaignant aucunes confitures, que il ont achepté en ces presentes foires de Laigny, en faisant foy et demonstrant visiblement les grans fraudes et barras qui ez boîtes et botelles, couvertures et tares desdites confitures sont et de ce mesme vous aient monsté, si comme il dient, un an a passé et depuis par plusieurs fois tout de nouvel, puis la publication desdites ordenances et requis o grant instance, que les tares des dittes confitures, feissiez ramener, et mestre à estat deu ancien, si que nul ni peust estre ba-

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 515.

retez, ne deceus et riens n'en aies volu faire, si comme l'en dit pour ce que aucuns opposans au contraire, vous requierent que vous les gardés et maintenez a leur us et anciennes coustumes. Scavoir vous faisons que nous ne tenons pour us, ne pour coustumes celles qui nourrissent, encloent et soutiennent fraudes, barras et larcins, ne les coustumes des foires de Champagne ne furent oncque faites, ne introduites pour tels mauvestiées soutenir, mais pour tous biens et toutes beautez, si vous mandons encore et commandons si estroitement comme nous pouvons que vous en toutes les Foires de Champagne et Brie, ansit et sitost comme elles vendront les unes après les autres esdites ordenances, faites solennellement publier et commander de par Nous, selon la teneur de nos autres lettres que nous vous avons autres fois envoyés sur ce, que y celles ordenances soient gardées et que nuls ne fassent le contraire, sur les painnes contenues en icelles. Et pour ce, si comme dessus est dit, l'en ne doit pas tenir pour coustumes celles qui encloent et nourrissent barras, larrecins et faussetes, nous vous mandons que non contretant l'opposition dessus ditte, les boites, les boutelles, couvertures et les tares des confitures faites ramener a estat et pois ancien, si que nul n'i peust estre baretez ne deceus, des ore en avant : Et se par aventures aucuns ayent achesté en cette foire ou achatent, ou temps à venir esfoire de Champaigne et de Brie, confitures ou autres marchandises, avoirs de pois et aient esté fraudés, deceus et dommages en aucuns des cas contenus esdites ordenances, sont en poids ou quantité de tares, de boîtes, ou de boutelles couvertes, ou en autre manière contraigniez lesdits vendeurs, toutes fois que vous en serez requis, à rabatre et des compter du poids et que lesdites tares pestrant et du pois de la chose vendüe ou restablie le dommage, se ja estoit, soit payé, selonc la teneur desdittes ordenances, ainsi comme raison sera et la fausseté. Et vous faisons assavoir que si vous estes negligens et deffaillans de faire et accomplir les choses dessus dites, nous les ferons faire par nos gens en deffaute de vous. Donné à

Paris, le premier jour de février, l'an de grâce mil trois cens douze.

Vu :

Le Président de la Thèse,
TRUCHY.

Vu :

Pour le Doyen,
L'Assesseur,
Ch. MASSIGLI.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	I

PREMIÈRE PARTIE

Histoire externe.

CHAPITRE	I. — Raisons économiques, physiques, politiques des foires de Champagne.	5
CHAPITRE	II. — Origines des foires	40
CHAPITRE	III. — Les foires seigneuriales	46
CHAPITRE	IV. — Les foires royales,	68

DEUXIÈME PARTIE

Histoire interne.

CHAPITRE	V. — La tenue des foires.	92
	a) <i>Quand ?</i>	92
	b) <i>Où ?</i>	98
	c) <i>Organisation administrative et judiciaire</i>	107
CHAPITRE	VI. — Le courant commercial	119
CHAPITRE	VII. — Les opérations foraines	156
	a) <i>Leur ordre.</i>	157
	b) <i>Les opérations commerciales</i>	165
	c) <i>Les opérations financières.</i>	175

CHAPITRE VIII. — Les charges fiscales.	195
CONCLUSION	207
BIBLIOGRAPHIE	213
APPENDICE	219

Imp. J. Thevenot. — Saint-Dizier (Haute-Marne)
